

مكتبة المشرق



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12997 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine — MARDI 11 NOVEMBRE 1988

M. Gandhi et la crise sri-lankaise

Pour la première fois depuis qu'ils ont, en 1983, été dominés dans l'Etat indien du Tamil-Nadu, peuplé par la même ethnie et dont le côté se trouve à deux heures de vol de leur île, les séparatistes tamouls de Sri Lanka ont reçu un sévère coup de semonce de la part des autorités indiennes. Samedi 8 novembre, leurs principaux dirigeants ont été arrêtés, ainsi que plus d'une centaine de leurs cadres, ont été interrogés, fichés et détenus. En outre, la police a occupé plusieurs de leurs dépôts d'armes et de munitions. Le gouvernement fédéral indien a eu beau nier toute responsabilité dans l'opération — « La loi et l'ordre, dans l'Etat du Tamil-Nadu comme dans les autres Etats de l'Union, sont du ressort exclusif des autorités locales », a fait savoir un porte-parole officiel. — Il est évident que le gouvernement fédéral de Madras, allié politique de M. Gandhi, a agi avec l'approbation totale de la capitale.

Depuis, les chefs de la guérilla tamoule sont virtuellement assiégés à résidence. Ils n'ont pas manqué d'accuser New-Delhi de vouloir « épouser » le régime de Colombo, ce qui risque, à leurs yeux, d'encourager les autorités sri-lankaises à poursuivre le génocide de la minorité tamoule. Mais ils ont bien dû réaliser que l'opération a été facilitée par la dégradation récente de leurs relations — on compte environ cent vingt mille réfugiés au Tamil-Nadu — avec les quelques cinquante millions de Tamouls locaux, autrui de « cousins » éloignés qui leur offrent l'hospitalité.

Enfin, cette opération pouvait se justifier par des raisons de sécurité, puisque un sommet des chefs d'Etat de la région doit se tenir le 17 novembre à Bangalore, dans le Karnataka, Etat voisin du Tamil Nadu, soit à une centaine de kilomètres de certaines bases d'entraînement des séparatistes de Sri Lanka.

Il reste que New-Delhi, tout en démentant « catégoriquement » toute interprétation, vient de faire comprendre aux séparatistes tamouls que sa patience a des limites et qu'ils feraient mieux de reconsidérer leur refus de discuter avec Colombo. A la fin du mois de juin, M. Jayewardene, président de la République sri-lankaise, avait présenté un nouveau plan de paix accordant une large autonomie aux régions de l'île où est implantée la minorité tamoule et que New-Delhi avait jugé plutôt positif. Ce plan, qui avait déjà valu de sérieux écussons à Colombo avec la majorité sri-lankaise, du pays, a été formellement déclaré « insuffisant », fin octobre, par les séparatistes tamouls.

Depuis, des articles s'étaient multipliés dans la presse indienne, critiquant l'attitude de la guérilla tamoule, laissant entendre que M. Gandhi commençait à s'irriter de l'intranséance des Tamouls de Sri Lanka. Avec l'opération de police du week-end, le premier ministre indien espère bien les amener à de meilleures dispositions. On ne s'y est pas trompé à Colombo où, tout en se félicitant de l'initiative indienne, on insiste sur la volonté d'aboutir à un compromis.

En tout cas, deux ans après son accession au pouvoir, M. Gandhi confirme l'impression qu'il veut reprendre les choses en main, ainsi que l'illustrant déjà sa fermeté dans la crise éich et, plus récemment, sa volonté de mettre de l'ordre dans la gestion socialiste de l'économie.

En marge de la réunion des « Douze »

Le « Washington Times » publie intégralement les propos de M. Jacques Chirac

Rumeurs sur des libérations d'otages

L'Organisation de la justice révolutionnaire a annoncé, ce lundi 10 novembre, dans un communiqué publié à Beyrouth, la libération dans les prochaines quarante-huit heures de « certains Français » qu'elle détient. Il pourrait s'agir de MM. Aurel Cornea et Jean-Louis Normandin, d'Antenne 2, enlevés le 8 mars dernier (lire page 24). Cette annonce est jugée « encourageante » à Matignon. Elle intervient au moment où se tient à Londres la réunion des ministres des affaires

étrangères des Douze, lesquels doivent adopter des sanctions limitées contre la Syrie à la suite de la tentative d'attentat contre un avion d'El Al. La Grèce est bien décidée à ne pas s'y associer.

Le « Washington Times » a publié intégralement l'entretien accordé par M. Chirac à M. Arnaud de Borchgrave. Ce texte, dont nous donnons de larges extraits, confirme que M. Chirac n'a pas exclu une responsabilité des services israéliens dans la tentative d'attentat.

L'affaire du Washington Times va-t-elle être éclipsée par la libération imminente de deux otages français détenus au Liban ? C'est ce qu'on espérait ce lundi matin à Matignon, où l'on n'envisageait pas en tout cas d'entretenir la polémique avec le quotidien ultra-conservateur de Washington, qui a publié dimanche soir l'intégralité de la longue conversation qu'a eue le directeur de sa rédaction, M. Arnaud de Borchgrave, avec M. Chirac.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 5.)



M. Mitterrand et les institutions

Une certaine idée du premier ministre

M. Mitterrand théorise, dans une interview au Point, sa vision de l'équilibre des pouvoirs entre le président, le Parlement et le gouvernement.

Pris en tenaille entre le président de la République, qui le nomme, et de la majorité parlementaire, dont il est dépendant : voilà, à gros traits, la manière dont M. François Mitterrand apprécie le rôle du premier ministre dans les institutions et la place qu'occupe le chef du gouvernement dans l'équilibre des pouvoirs. C'est ce qui ressort de l'entretien accordé par le président de la République à l'hebdomadaire.

Dans son « point fixe » sur la coexistence, M. Mitterrand distingue, comme à l'ordinaire, deux

domaines : politique extérieure et défense d'une part, politique économique, sociale et sécurité publique d'autre part. Pour ce qui concerne la politique extérieure et la défense, le chef de l'Etat assure, dit-il, sa propre « continuité » et affirme sa « prééminence ». Le premier ministre est vu « à la mise en œuvre de la politique étrangère de la France, continuée ou initiée, selon les cas, par le président de la République actuel ». Ce dernier aurait donc, dans tout débat, le premier et le dernier mot.

Quant au reste, « le dernier mot appartient au Parlement et, s'il le faut, au peuple ». A une grosse menace près : la lutte contre le terrorisme, dont la conduite revient au

premier ministre mais qui requiert l'« intervention » du président « si les décisions mettent en jeu la politique extérieure de la France ».

Le premier ministre ne serait donc qu'un personnage second, soumis à deux légitimités : celle du président de la République, élu au suffrage universel direct, et celle de l'Assemblée nationale, élue de même. Beau débat institutionnel ! Il est vrai que M. Chirac, bien que nommé par le président, s'était imposé de lui-même au chef de l'Etat, dès avant le 16 mars, comme chef de la future majorité parlementaire et, à ce titre, comme un premier ministre incontournable.

JEAN-YVES L'HONNEAU.

(Lire la suite page 8.)

Les riverains du Rhin en état d'alerte

La pollution du Rhin causée la semaine dernière par l'incendie des entrepôts de la firme Sandoz près de Bâle a atteint les Pays-Bas dans la soirée du samedi 8 novembre. Le courant charrie des tonnes de poissons morts, et les pays qui s'alimentent en eau potable à partir des eaux du fleuve ont dû cesser leur pompage. Les riverains sont en état d'alerte.

Un nouveau premier ministre en Egypte

M. Atef Sedki, tenant du libéralisme économique, remplace M. Ali Loufi

PAGE 4

Les élections à Hambourg

Sévère défaite des sociaux-démocrates allemands dans un de leurs fiefs

PAGE 6

Le réveil du CDS

Les centristes voudraient attirer les socialistes... après 1988

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 24

Le Monde ÉCONOMIE

Privatiser à l'étranger

Tokyo, Rome, Ottawa, Jérusalem, Londres, Paris... Aux quatre coins du monde, la privatisation est à l'ordre du jour, à défaut d'être déjà entrée dans les faits. Au-delà de cette vague qui n'épargne aucun pays, les philosophies et les modalités divergent.

En France et en Grande-Bretagne, les gouvernements se sont enfermés dans des conceptions relativement idéologiques, avec, à la clé, programme précis, calendrier rigide et politique volontariste d'actionnariat populaire.

En revanche, des pays comme le Canada et le Japon se sont montrés plus pragmatiques. Le gouvernement d'Ottawa ne s'est donné aucun échéancier précis et, à la différence de la France, réserve à la privatisation ses entreprises en mauvaise santé financière. Le Japon, en préparant le transfert au privé de la compagnie nationale des chemins de fer, cherche lui aussi à libérer les finances publiques d'une entreprise lourdement déficitaire et endettée, ce qui impose aux cheminots japonais des sacrifices sans précédent.

Lire pages 17 à 19

Le « cube » de la Défense abandonné par son architecte

La nouvelle conquête de l'Ouest



L'abandon du Carrefour de la communication par l'actuel gouvernement provoque le départ de son architecte, le danois Sprockelsen. Mais derrière le « cube » de la Défense, c'est l'avenir de tout l'Ouest parisien qui est en jeu.

Sprockelsen est parti. Le projet le plus courageux, le plus spectaculaire que se soit donné la France depuis le Centre Pompidou, et certainement l'un des plus beaux, a perdu son architecte. Le « cube » de la Défense est orphelin de père. Un départ qui a de quoi surprendre : imaginez Eiffel laissant sa tour en plan, Perret laissant Le Havre en rade, Garnier laissant son Opéra ou Poi sa pyramide... Mais l'abandon du

maître d'œuvre danois est beaucoup plus qu'un simple courroux d'homme de l'art, plus qu'une anecdote historique. Car derrière lui se profile non seulement l'avenir de la Défense mais celui de tout l'Ouest parisien. Et pour beaucoup, il représentera l'abandon de cette ambition architecturale dont se targuait la France depuis quelque dix ans.

Johan Otto von Sprockelsen avait depuis longtemps ses raisons propres de partir. On le présente volontiers comme un théoricien, un idéaliste de l'architecture qui aime concevoir et répugne à la réalisation. D'ailleurs, à peine avait-il gagné le concours qu'il voulait déjà renoncer à son privilège d'architecte et retourner vers

son Danemark natal. Pour assouvir le projet on lui avait donc associé Andreux, l'architecte de Roissy, praticien qui, lui, a les pieds sur terre et va d'ailleurs achever l'opération. Plus tard, il y a eu le méchant ratage, par Sprockelsen lui-même, de l'entourage immédiat du grand cube : il y voyait tout plein de bébés-cubes, idée lassante.

Non, ce qui a motivé son départ, ou qui lui a tout au moins servi de prétexte, c'est l'abandon du Carrefour international de la communication, ce pour quoi, justement, il avait été conduit à imaginer son cube.

FREDÉRIC EDELMAN.

(Lire la suite page 12.)



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme • 1 bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré • Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

Etranger

La publication par le « Washington Times » de l'entretien accordé par M. Jacques Chirac à Arnaud de Borchgrave

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Washington Times a publié, ce lundi 10 novembre, le texte complet de l'entretien que M. Jacques Chirac avait accordé, mardi dernier, à son rédacteur en chef, M. Arnaud de Borchgrave. La publication de ce texte confirme l'exactitude du premier compte rendu que le quotidien en avait fait paraître, vendredi, et dont le premier ministre avait contesté la véracité en le qualifiant d'interprétation « dénuée de tout fondement » et allant « très au-delà » des propos qu'il avait tenus.

Le texte publié par le Washington Times est la traduction en anglais de l'enregistrement de l'entretien qui avait été directement conduit en français, puis, que M. de Borchgrave est totalement bilingue. Les larges extraits que nous publions sont donc une traduction de traduction, avec les inévitables risques

d'inexactitudes dans les nuances que comporte un tel exercice. Rien ne laisse penser, en revanche, que l'authenticité du document puisse être mise en question, et le correspondant du Monde a pu, pour vérification, écouter dimanche, en début de soirée, dans les bureaux du quotidien, plusieurs des premiers passages de l'enregistrement, notamment celui dans lequel M. Chirac indique que les dirigeants ouest-allemands croiraient à une implication des services secrets israéliens dans la tentative d'attentat du 17 avril dernier, à l'aéroport de Londres, contre l'avion d'El Al.

Cette affirmation, qui avait été aussitôt démentie à Bonn et qui avait fait l'essentiel du retentissement de l'article de vendredi dernier, ne constitue cependant qu'un bref élément de ce qui est, avant tout, un exposé inhabituellement direct et passionné — et passionnant — d'une politique certainement discutée mais qui a sa cohérence. En un mot,

M. Chirac considère que la violence du terrorisme ne doit pas pousser les Etats occidentaux à des mesures de représailles partielles qui ont l'inconvénient de nourrir le radicalisme fondamentaliste sans avoir, pour autant, l'avantage de faire tomber des régimes hostiles aux intérêts de l'Europe et de l'Amérique.

Une situation paradoxale

Pour ce qui est de la Syrie, M. Chirac fait de surcroît valoir qu'elle est indissociable d'un règlement pacifique au Liban, qui est, dit-il, un objectif prioritaire pour la France.

Le jour même où les pays européens doivent décider de leur attitude face à la Syrie et au moment où le secrétaire d'Etat américain affiche sa colère devant les tractations que la Maison-Blanche a, derrière son dos, engagées avec l'Irak, c'est M. Chirac qui condamne lui aussi, les propos du chef du gouvernement français

devraient donc susciter un large débat — en France, comme entre alliés occidentaux.

Même si ce débat de fond s'amorçait, il est cependant probable qu'il s'accompagnerait de sérieuses tensions — ouvertes ou furtives — entre Paris d'un part et les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale de l'autre, tant M. Chirac se montre ici direct puisqu'il se croit assuré qu'il ne sera pas cité.

Dans un article de une, le Washington Times fait à ce propos dire à son rédacteur en chef qu'il « regrette d'avoir été placé dans une situation » où il n'y avait d'autre moyen pour prouver sa bonne foi que de violer l'engagement pris auprès du premier ministre de ne pas le citer directement. Le journal justifie sa décision par le refus de M. Chirac de « revenir sur ses démentis ». Le quotidien affirme également que des intermédiaires se présentent comme mandatés par M. Chirac et connus de M. de Borchgrave ont par cinq

fois durant le week-end tenté de le dissuader de procéder à la publication et l'ont appelé à conclure un « cesse-le-feu » en raison de « tous ce qui était en jeu ».

Le paradoxe de la situation est que M. de Borchgrave est un conservateur militant dont les ambitions dans la droite française sont nombreuses, et qui se déclare « admirateur » de M. Chirac. Pour lui, c'était pourtant sa crédibilité qui était en jeu — dans le monde journalistique américain où il est parfois regardé avec une certaine condescendance en raison de la notoriété de ses engagements et du fait que son journal appartient à la secte Moon.

M. de Borchgrave affirme d'ailleurs — et le fait dire, ce lundi, à une de ses journaux — que le gouvernement français s'apprêterait à dénoncer toute cette affaire comme le fruit d'un « complot » de la secte et de la CIA.

BERNARD GUETTA.

« Qui était derrière le complot Hindawi ? »

Tel que publié par le Washington Times, l'entretien — dans une phase où le premier ministre n'a pas encore demandé à ne pas être cité — commence par cette phrase de M. Chirac : « Je dois être franc et vous dire que les réactions américaines sont parfois un peu primaires. » Soit un premier développement sur les motivations profondes de la politique française et le conversation prend ainsi son cours :

« Vous pensez donc qu'une politique d'apaisement et que la conciliation sont les seuls moyens de faire face au réseau international terroriste dont nos deux derniers secrétaires d'Etat et vos propres services secrets disent qu'il est lié aux services secrets de l'Est ? »

« Ou bien je vous dis ce que je pense et vous ne pouvez pas me citer ou bien vous le pouvez et je ne vous dis pas ce que je pense. Que préférez-vous ? »

« Je ne vous citerai pas, mais je dois vous relater votre pensée (...). »

« Vous pouvez écrire ce que je crois, mais je ne souhaite pas être cité. Tout le monde saura ce que vous écrivez après cette visite fait autorité. »

« Vous savez ce que vos propres services considèrent être les liens entre les Etats qui commanditent le terrorisme et ceux qui l'exécutent. Cela a, pour la première fois, été mis en évidence par Alexandre de Marenches en 1978 et il a dirigé vos services pendant onze ans. »

« Vos services et les nôtres sont sans valeur. »

« Vos services et les nôtres sont sans valeur et sont de surcroît tous infiltrés. »

« Je parle de 1978, l'ère de Marenches et de (Michel) Rousin, qui était le chef de cabinet de Marenches et remplissait maintenant la même fonction auprès de vous. »

« Ce n'était pas différent alors. Est-ce que vous ne dites pas cela parce qu'ils vous disent des choses que vous ne voulez pas entendre ? »

« Je ne crois pas réellement en leur efficacité — ce que soit la CIA ou les nôtres, — à moins qu'un pays soit en guerre. Pas en temps de paix. Aujourd'hui, les Israéliens sont bons comme le sont les Sud-Africains et les Irakiens. (...) »

« Le docteur Sakharov lui-même (...) nous a appelés à prendre au sérieux les accusations de liens entre le KGB et ses services d'espionnage et les groupes du terrorisme international de l'Est. »

« Probablement des gens liés au Mossad. »

« Cela va de soi. Mais prenons l'affaire syrienne. J'en ai parlé à la fois à Kohl et à Genscher. Je ne vais pas aussi loin qu'eux, mais la thèse est que le complot Hindawi était une provocation destinée à embourber la Syrie et à déstabiliser le régime Assad. Qui était derrière ? Probablement des gens liés au Mossad israélien, en conjonction avec certains éléments syriens proches de Assad et cherchant à le renverser. Les choses de ce genre peuvent être infiniment complexes. »

« Mais Assad a l'entier contrôle de ses services. »

« Oui, mais c'est aussi un vrai bocal de grenouilles. Personne ne sait exactement quel rôle joue son frère Rifaat. Est-ce que Rifaat manipule Assad ? Et qui manipule Rifaat ? Les experts qui connaissent l'ambassadeur syrien (à Londres) qui a été accusé d'avoir pris part au complot et qui a été expulsé de Grande-Bretagne disent qu'il est hautement improbable, voire impos-

sible, qu'il ait eu des contacts avec Hindawi. Le fait que Hindawi ait eu des contacts avec certains membres des services syriens est une autre question. »

« Mais les Britanniques sont drôlement bons dans la surveillance électronique et ils savent ce qui s'est passé entre Hindawi et l'ambassadeur syrien. »

« Rien n'est plus facile que de fabriquer ce genre de preuve, sans que les dirigeants du gouvernement aient une réelle connaissance du complot. »

« Je connais le chef des services secrets britanniques. C'est un homme droit (...). »

« Les actions verbales c'est contre-productif. »

« Quoi qu'il en soit, je reste toujours sceptique dans ce genre d'affaire, spécialement quand elle colle à une politique donnée. C'était d'abord la Libye et maintenant c'est la Syrie. La Syrie a certainement été impliquée, directement ou indirectement, dans plusieurs actions terroristes. De cela je ne doute pas. Mais si l'on adopte une attitude de confrontation qui se traduit par beaucoup d'aboiements mais pas d'action, on les encourage seulement à poursuivre de telles politiques terroristes. Je suis favorable aux actions quand elles rendent. Mais quand elles sont purement verbales, c'est contre-productif. »

« Est-ce ainsi que vous caractérisiez les actions aériennes américaines du 14 avril contre la Libye ? »

« Totallement, complètement contre-productives. »

« Mais est-ce que Kadhafi n'a pas adopté un profil bas depuis quelques mois ? »

« Si Kadhafi s'est calmé depuis un moment, cela n'a rien à voir avec le raid américain. C'est parce qu'il a un réel problème avec son armée. Cela ne date pas des raids et était si sérieux que Kadhafi s'est senti obligé d'assassiner le colonel Hassan Iskhak, son propre cousin, le chef de sa tribu, un proche confident et un commandant d'armes depuis le premier jour de la révolution. Il était l'homme dont nous espérions qu'il succéderait un jour à Kadhafi. L'armée a été secouée jusque dans ses fondements par la présente et malheureuse aventure militaire libyenne au Tchad (...). L'économie était dans un état affreux. Ce sont tous ces facteurs qui ont déstabilisé Kadhafi, pas les bombes américaines. »

« Après que M. Chirac ait semblé déplorer que les raids américains n'aient pas « au moins tué » Kadhafi, M. de Borchgrave lui demande :

« Vous voulez dire que, si les Etats-Unis vous avaient proposé un plan de renversement de Kadhafi, vous auriez pu ne pas refuser le droit de survol pour les F-111 basés en Angleterre ? »

« Je ne répondrai pas à cette question. Tout ce que j'essaie d'expliquer est que, lorsque vous attaquez sans les moyens de le faire, l'ennemi jusqu'à une conclusion qui soit un succès, tout ce que vous faites est de mobiliser l'opinion contre vous. Votre image dans les pays modérés et occidentaux comme la Tunisie et à travers tout le Proche-Orient, et donc l'image de l'Occident comme un tout, est ternie, amoindrie. »

« M. Chirac indique alors avoir changé la politique de la France en Amérique centrale et avoir « très clairement expliqué » au secrétaire d'Etat George Shultz : « Cette région était d'un intérêt vital pour les Etats-Unis et la politique américaine devrait donc bénéficier de la solidarité occidentale qu'elle mérita. »

« Exactement de la même manière que les Etats-Unis ont soutenu la France durant les onze

interventions militaires qu'elle a conduites en Afrique depuis 1962 pour défendre ce qu'elle regardait comme ses intérêts vitaux. »

« Avec quelques exceptions. Le Tchad, par exemple. »

« Je crois que nous avons totalement soutenu au Tchad durant vos deux plus récentes opérations pour bloquer les légions islamiques de Kadhafi. »

« Pas vraiment. Ce n'était pas tellement sage de votre part d'encourager Hissène Habré à franchir le seuil de la rébellion, dont il avait été décidé qu'il serait la ligne

entre la partie nordique du Tchad, occupée par la Libye, et le reste du pays. »

« Je ne suis pas vraiment sûr de comprendre pourquoi il est OK pour la France d'intervenir militairement pour défendre ses intérêts et que cela ne l'est pas quand les Etats-Unis font de même. »

« Les Etats-Unis « aboyent » »

« La question est de savoir si les Etats-Unis ont la capacité et la volonté de réduire la Libye et la Syrie. Si les Etats-Unis ont la volonté de réduire ces Etats au point où ils ne seraient pas capables de faire ce qu'ils disent faire, alors il revient aux Etats-Unis de parler et d'agir. Mais si tout ce que peuvent faire les Etats-Unis est d'aboyer, alors mieux vaut rester silencieux de peur d'être accusé de démagogie. »

« Vous voulez dire que les Etats-Unis n'ont pas la volonté d'agir ? »

« Cela va de soi. La première question que nous devons à nous poser est : quel est l'objectif ? Dans l'idéal, nous voulons tout d'abord une situation au Proche-Orient qui contribue à la restauration de la paix (au Liban) et bien sûr dans les frontières actuelles. C'est un objectif. En d'autres termes, que le Liban redevienne une nation indépendante et en paix, bien sûr en évitant l'association avec la Syrie. Deuxièmement, la fin du conflit israélo-arabe, ce qui présuppose une solution pour les Palestiniens — une chose évidemment pas facile à réaliser. Et troisièmement, nous voulons évidemment que soient soutenus et sauvegardés les régimes arabes qui sont amis et alliés du monde occidental, par définition les modérés, qui sont extrêmement fragiles : l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Liban, les Emirats du Golfe, etc. Cela est après tout votre politique aussi bien que la nôtre, et c'est pour cela que vous fournissez une aide substantielle à l'Egypte. »

« Ne pas attiser le feu »

« Tout cela, bien sûr, repose actuellement sur les fragiles fondations de l'opinion publique arabe, qui n'est que trop disposée à être fanatisée et prédisposée à la xénophobie et à la guerre sainte, et à laquelle il est constamment demandé d'assumer le fardeau d'un niveau de vie qui se détériore, d'un prix du pétrole en baisse et d'un taux de natalité en pleine explosion. Tout ceci, bien sûr, est déstabilisant par définition et devrait inciter à ne pas attiser le feu du dehors. Autour de tout ce problème, il y a une panoplie de fondamentalismes musulmans. La seule conclusion qu'on

peut tirer est que l'Occident doit traiter cette énorme crise avec énormément de prudence et ne pas révéler stupéfait qu'un pays comme les Etats-Unis ne comprennent pas cela et préfère toujours la rhétorique euphorisante. Et qu'un pays comme la Grande-Bretagne veuille que nous romptions toutes les relations avec la Syrie à cause d'un obscur complot à la bombe qui a fait long feu. Est-ce qu'ils pensent vraiment que les gens vont se dire : « Bravo ! ils ont des couilles au cul. » »

« La réaction dans les souks de Tunis est de plus d'importance. L'homme du peuple là-bas verra que, une fois de plus, des Arabes sont les victimes de l'Ouest. Leur perception des événements n'est tout simplement pas la même que la nôtre. Pensez-vous réellement que le Libanais moyen a quelque chose à foutre d'une bombe explosant à Paris ? »

« Les Israéliens sont bouleversés quand une bombe explose au Mur des lamentations, mais ils semblent oublier que ce que les Arabes veulent est que les Israéliens bombardent les camps palestiniens et tuent et mutilent toutes sortes de gens innocents. Cela est appelé représailles, [et] je suppose qu'ils s'en sentent mieux. Alors quand ils (les Arabes) voient les pays occidentaux exercer des représailles contre la Libye ou la Syrie (...) pour des actes de terrorisme, ils mettent en question les motivations occidentales, car ils ont eux-mêmes été les victimes d'un terrorisme à grande échelle depuis des années. Leur perception est que les pays occidentaux font abandon de leur faculté critique. Chaque action perçue comme une agression contre les Arabes contribue simplement à accumuler la pression pour l'explosion, la grande (...). Il y a d'autres moyens de combattre le terrorisme que de se faire plaisir. »

« Nous nous exposons au désastre si nous continuons à miner les Etats modérés de la région en prenant des initiatives que le monde arabe perçoit d'une manière complètement différente de l'Occident. La seule chose que nous fassions est de rendre les pays vulnérables. Les populations martyres du Liban méritent certainement plus notre attention que les quelques bombes que les terroristes font exploser dans les pays occidentaux. »

« Désinformation »

« Mais le Liban n'a-t-il pas cessé d'exister en tant qu'Etat ? »

« Oui, mais il y a quelque chose qui s'appelle les Libanais, qui sont là depuis beaucoup plus longtemps que les Américains, et avec des traditions autrement plus vieilles. Ces gens doivent être soutenus et aidés, et [leur] Etat doit être ressuscité. »

« Il a trois jours j'ai reçu le nouveau passeport marocain, et il n'a pas été de ne pas accéder à la demande britannique d'une rupture de nos relations diplomatiques avec la Syrie. Et pourtant cet homme hait les Syriens (...). Nous n'allons certainement pas tourner le dos au Liban et permettre à une solution finale de type hitlérien d'intervenir là-bas. Et si le reste du monde occidental se joint au Liban, ce n'est pas le cas de la France. Il y a là-bas une large population chrétienne, et nous avons pour obligation de garantir qu'ils ne soient pas massacrés. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer le facteur syrien. Ce n'est pas parce que beaucoup de chrétiens aboient que l'on rompt ses relations avec la Syrie (...). »

« Tout tourne donc pour nous autour du sauvetage du Liban. Il n'y a pas d'autre solution que de maintenir notre présence là-bas, à moins bien sûr que les Etats-Unis ne deviennent soudainement sérieux sur un envoi de « marines » et proposent à la France une opération conjointe. »

« Ce n'est que de la petite bière. »

« Pour ce qui est de ces actes de terrorisme j'ai fait tout ce qui pouvait être fait — contrôler plus strictement nos frontières et déployer plus de forces de sécurité. Mais je ne perds pas de vue le fait que même la vague de terrorisme dont nous avons souffert en septembre n'est que de la petite bière à côté du problème majeur que je soulève aujourd'hui. Et qui est en Europe l'essai d'endiguer la mer du fondamentalisme ? Je dois conclure que la France est seule en ce domaine (...). Nous devrions nous mettre en quatre pour ne pas déstabiliser les chefs des Etats modérés du monde arabe. Je veux dire ceux qui sont au centre : Moudarrah, Hissène et le reste de nos amis. »

« Mais eux aussi admettent se débarrasser de Kadhafi. »

« Bien sûr, mais ils ne le diront jamais publiquement, et cela est parfaitement compréhensible. Alors que faisons-nous ? Nous mettons en quatre pour ne pas nourrir les sentiments anti-occidentaux. Souvenez-vous que chaque fois qu'on attaque un Arabe quel que soit, tous les Arabes se sentent obligés de montrer une solidarité avec celui qu'ils perçoivent comme étant la victime. »

« Même lorsque l'Irak était clairement l'agresseur contre l'Iran, tous les autres Arabes ont serré les rangs derrière l'Irak. Je suis donc réellement stupéfait qu'un pays comme les Etats-Unis ne comprennent pas cela et préfère toujours la rhétorique euphorisante. Et qu'un pays comme la Grande-Bretagne veuille que nous romptions toutes les relations avec la Syrie à cause d'un obscur complot à la bombe qui a fait long feu. Est-ce qu'ils pensent vraiment que les gens vont se dire : « Bravo ! ils ont des couilles au cul. » »

« La réaction dans les souks de Tunis est de plus d'importance. L'homme du peuple là-bas verra que, une fois de plus, des Arabes sont les victimes de l'Ouest. Leur perception des événements n'est tout simplement pas la même que la nôtre. Pensez-vous réellement que le Libanais moyen a quelque chose à foutre d'une bombe explosant à Paris ? »

« Les Israéliens sont bouleversés quand une bombe explose au Mur des lamentations, mais ils semblent oublier que ce que les Arabes veulent est que les Israéliens bombardent les camps palestiniens et tuent et mutilent toutes sortes de gens innocents. Cela est appelé représailles, [et] je suppose qu'ils s'en sentent mieux. Alors quand ils (les Arabes) voient les pays occidentaux exercer des représailles contre la Libye ou la Syrie (...) pour des actes de terrorisme, ils mettent en question les motivations occidentales, car ils ont eux-mêmes été les victimes d'un terrorisme à grande échelle depuis des années. Leur perception est que les pays occidentaux font abandon de leur faculté critique. Chaque action perçue comme une agression contre les Arabes contribue simplement à accumuler la pression pour l'explosion, la grande (...). Il y a d'autres moyens de combattre le terrorisme que de se faire plaisir. »

« Nous nous exposons au désastre si nous continuons à miner les Etats modérés de la région en prenant des initiatives que le monde arabe perçoit d'une manière complètement différente de l'Occident. La seule chose que nous fassions est de rendre les pays vulnérables. Les populations martyres du Liban méritent certainement plus notre attention que les quelques bombes que les terroristes font exploser dans les pays occidentaux. »

« Désinformation »

« Mais le Liban n'a-t-il pas cessé d'exister en tant qu'Etat ? »

« Oui, mais il y a quelque chose qui s'appelle les Libanais, qui sont là depuis beaucoup plus longtemps que les Américains, et avec des traditions autrement plus vieilles. Ces gens doivent être soutenus et aidés, et [leur] Etat doit être ressuscité. »

« Il a trois jours j'ai reçu le nouveau passeport marocain, et il n'a pas été de ne pas accéder à la demande britannique d'une rupture de nos relations diplomatiques avec la Syrie. Et pourtant cet homme hait les Syriens (...). Nous n'allons certainement pas tourner le dos au Liban et permettre à une solution finale de type hitlérien d'intervenir là-bas. Et si le reste du monde occidental se joint au Liban, ce n'est pas le cas de la France. Il y a là-bas une large population chrétienne, et nous avons pour obligation de garantir qu'ils ne soient pas massacrés. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer le facteur syrien. Ce n'est pas parce que beaucoup de chrétiens aboient que l'on rompt ses relations avec la Syrie (...). »

« Tout tourne donc pour nous autour du sauvetage du Liban. Il n'y a pas d'autre solution que de maintenir notre présence là-bas, à moins bien sûr que les Etats-Unis ne deviennent soudainement sérieux sur un envoi de « marines » et proposent à la France une opération conjointe. »

« Ce n'est que de la petite bière. »

« Pour ce qui est de ces actes de terrorisme j'ai fait tout ce qui pouvait être fait — contrôler plus strictement nos frontières et déployer plus de forces de sécurité. Mais je ne perds pas de vue le fait que même la vague de terrorisme dont nous avons souffert en septembre n'est que de la petite bière à côté du problème majeur que je soulève aujourd'hui. Et qui est en Europe l'essai d'endiguer la mer du fondamentalisme ? Je dois conclure que la France est seule en ce domaine (...). Nous devrions nous mettre en quatre pour ne pas déstabiliser les chefs des Etats modérés du monde arabe. Je veux dire ceux qui sont au centre : Moudarrah, Hissène et le reste de nos amis. »

« Mais eux aussi admettent se débarrasser de Kadhafi. »

« Bien sûr, mais ils ne le diront jamais publiquement, et cela est parfaitement compréhensible. Alors que faisons-nous ? Nous mettons en quatre pour ne pas nourrir les sentiments anti-occidentaux. Souvenez-vous que chaque fois qu'on attaque un Arabe quel que soit, tous les Arabes se sentent obligés de montrer une solidarité avec celui qu'ils perçoivent comme étant la victime. »

« Ce serait une proposition sérieuse qui aurait à être prise sérieusement. C'est une politique avec laquelle nous pourrions n'être pas d'accord, mais au moins ce serait une politique. Mais s'il s'agit seulement d'aboyer, pardon, ne comptez pas sur moi. »

« L'alternance en faveur de laquelle nous sommes en de continuer à parler avec la Syrie. Hier vous aboyiez après la Libye, aujourd'hui vous aboyez après la Syrie, et pendant ce temps-là, les bombes éclatent toujours dans nos pays, et nos otages sont toujours détenus. Remettons donc tout en contact avec un plan à long terme et des étapes bien définies vers notre objectif fondamental (...). »

« En ce que cela signifie que vous vous sentez libre de vendre des armes à la Syrie ? »

« C'est de la désinformation complète. Et quand je suis devenu premier ministre cette année, je me suis rendu compte que la France avait passé des contrats d'armes avec la Syrie en 1982 et 1984. Je les ai suspendus, avant que tout cela s'intervienne. »

« Si je vous comprends bien, monsieur le premier ministre, vous dîtes que nous n'avons pas la volonté politique d'envoyer les « marines » (...) et qu'il n'y a donc pas d'alternance à une politique d'apaisement et de conciliation avec des dirigeants comme Assad et Kadhafi. »

« Je dis qu'il y a une autre politique à suivre vis-à-vis d'eux que d'aboyer dans le noir — ce qui ne mène nulle part. J'ai clairement fait savoir aux Syriens que j'avais pas de raisons de soupçonner la Syrie d'avoir participé de près ou de loin à des actions terroristes sur le territoire français. Mais je leur ai tout aussi clairement fait savoir que si nous arrivions à la preuve irréfutable de leur implication nous prendrions des mesures qui ne seraient pas verbales. »

« En d'autres termes, les preuves qui ont été produites devant le tribunal britannique sont à votre avis bidon ? »

« Non, je n'ai pas dit ça. On ne m'a pas donné le dossier complet, et je ne me prononce donc pas. Je vous ai simplement dit [ce qu'est] l'opinion des dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest, et que je tends à partager (...). »

« L'Humanité » et les « révélations » du premier ministre

« Révélations explosives. » « Terrorisme : Chirac met en cause les services secrets israéliens. » Sous ce double titre de « une », l'Humanité du 8 novembre a consacré deux pages aux « troublantes révélations » faites par le premier ministre au journal américain Washington Times, au sujet de l'attentat manqué contre un avion d'El Al.

Dans son éditorial, Claude Cahen écrit : « Une opération militaire, qui conduirait, une fois de plus, le monde au bord du gouffre, est-elle en préparation dans les Etats-majors israéliens, américains et britanniques, inspirés du précédent contre la Libye ? L'explosion du Boeing d'El Al devait-elle en fournir le prétexte ? », se demande le rédacteur en chef du quotidien communiste, qui ajoute : « Si l'on juge par l'agitation fébrile du « parti américain » en France, qui se recrute aussi bien parmi les leaders giscardiens que socialistes, l'hypothèse n'est pas de pure école. »

L'Humanité-Dimanche, dans sa seconde édition (9 novembre), titre en première page « Terrorisme : la piste israélienne ? » et « Méchanceté terroriste israélienne ? » pour un article de page intérieure.

هكذا من المثل

Diplomatie

et la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze à Londres

Nouvelles rumeurs sur des libérations d'otages

(Suite de la première page.)

Que pourrait en effet rejeter Matignon sur cette affaire dans laquelle le premier ministre a le sentiment de s'être fait « piéger » par sa faute ? Un démenti supprime-t-il ? Un commentaire embarrassé ? Mieux vaut sans doute pour M. Chirac faire mine d'ignorer la crise et tenter de noyer les faits d'âme de certains membres de sa majorité dans un tourbillon d'activités. La libération d'otages serait, de ce point de vue, particulièrement bienvenue et permettrait au premier ministre de lancer à ses détracteurs : « Continuez à aboyer, mais l'agès ».

Autre signal encourageant pour M. Chirac qui vient de connaître quelques jours particulièrement difficiles : Téhéran serait enfin d'accord pour signer rapidement l'accord par lequel il y a quelques jours entre experts iraniens et français, et prévoyant le remboursement par la France de 330 millions de dollars ; il s'agit d'une partie de la dette contractée par l'Iran à la suite du prêt de 1 milliard de dollars à Eurodif fait par le régime du chah. Ce document devrait être signé par M. Jean-Bernard Raimond et son homologue iranien dans une capitale neutre, soit Genève, soit Vienne.

Si tout se passe selon ce scénario, force sera de reconnaître que M. Chirac aura été tiré d'un fort mauvais pas par la compréhension de la Syrie et de l'Iran. La libération des otages démontre par là même l'existence d'une organisation de la justice révolutionnaire impliquée en effet l'accord de l'Iran même si cette libération se fait à Damas pour permettre au président Assad d'invoquer ce

geste comme preuve de sa non participation à des opérations terroristes. Que l'annonce de la libération prochaine ait été faite le matin même du jour où s'ouvre à Londres la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze consacrée aux sanctions à prendre à l'égard de la Syrie, n'est pas non plus dû au hasard. Le président Assad est en effet fondé à penser que si, comme c'est probable, cette réunion se solde par l'adoption de sanctions essentiellement symbolique à l'égard de la Syrie, c'est à M. Chirac qu'il le devra en grande partie.

Entre hypocrisie et incompétence

La lecture des propos tenus par le premier ministre à M. de Borghese est élogieuse à cet égard. A aucun moment M. Chirac ne retient dans ce texte la possibilité d'une responsabilité de l'Etat syrien dans la tentative d'attentat de Londres et il paraît même ne pas exclure une participation des services israéliens, même s'il défend d'aller aussi loin dans cette voie que MM. Kohl et Genscher. M. Chirac va même jusqu'à envisager la fabrication de fausses preuves par les services britanniques pour compromettre la Syrie, mais il donne en même temps l'impression étrange de n'avoir jamais cherché à savoir ce qu'il y avait dans le dossier britannique.

Ses propos, qui ne devaient pas faciliter les rapports futurs du premier ministre avec Bonn, Londres et Jérusalem, ne devraient pas non plus arranger les choses avec Washington, Américains et Britanniques se

voient en effet soumettre de choisir pour se justifier entre hypocrisie et incompétence. Pourquoi, demande en substance M. Chirac, exiger de la France qu'elle rompe avec un Etat laïc (la Syrie) alors que Londres, Jérusalem et sans doute Washington livrent des armes à l'Iran, dont l'influence est autrement plus déstabilisatrice que celle de Damas pour toute la région ?

A son habitude, M. Chirac s'exprime d'une manière très directe, très imagée, souvent provocatrice. Mais son discours est incontestablement bâti autour d'un axe logique. On peut même affirmer, paradoxalement, que c'est la première fois que le premier ministre expose clairement sa politique proche-orientale. On peut certes en contester bien des points mais on ne peut pas nier qu'il ait à quelques égards. Notamment quand M. Chirac explique comment sont perçues par l'opinion publique arabe des actions qui appartiennent pour les Occidentaux à la catégorie des représailles tout à fait justifiées.

Reste à savoir pourquoi M. Chirac, qui devrait connaître mieux que quiconque son impuissance, avait choisi pour exprimer ses vues sans être cité, une voie aussi tortueuse et aussi risquée. Et pourquoi il a choisi un journal sans très grande influence aux Etats-Unis et connu de surcroît pour ses liens avec le secteur Moon ? Comment en effet ne pas prendre comme une boutade l'expression la réflexion du premier ministre selon laquelle il aurait confondu le Washington Post et le Washington Times ?

Une dernière question : M. de Borghese a-t-il été fidèle à ses promesses ? Car, il n'a jamais cité entre guillemets les propos de M. Chirac mais il a identifié son interlocuteur, ce qui n'est pas conforme avec la règle du « off the record ». La lecture de la transcription de la bande magnétique, ne permet pas de savoir s'il pouvait ou non citer le nom de M. Chirac. Une phrase ambiguë de M. Chirac interdit cependant d'affirmer que le journaliste américain a violé ses engagements. « Vous pouvez écrire ce que je pense, mais je ne veux pas être cité », dit M. Chirac. Et chacun saura que ce que vous écrivez, après une telle visite, fait autorité. Ce qui implique que M. de Borghese pouvait faire état de sa rencontre.

JACQUES AMALRIC.

Un accord sur des sanctions limitées contre la Syrie ?

Les ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté se sont réunis à nouveau, ce lundi 10 novembre, cette fois à Londres, pour manifester leur solidarité dans la lutte contre le terrorisme et adopter, à la demande de la Grande-Bretagne, un certain nombre de sanctions limitées à l'encontre de la Syrie. Selon des informations concordantes, les partenaires de la Grande-Bretagne — à l'exception, vraisemblablement, de la Grèce — se sont entendus sur quatre mesures : arrêt des ventes d'armes à la Syrie ; restriction des contacts officiels avec le gouvernement syrien et ses diplomates ; renforcement de la surveillance et du contrôle du personnel diplomatique syrien en Europe ; surveillance accrue, également, du personnel des lignes aériennes syriennes dans les aéroports de la Communauté.

Ces sanctions avaient déjà été examinées par les Douze lors de la réunion qu'ils ont tenue à Luxembourg le 27 octobre dernier, peu après le verdict rendu par la justice britannique dans l'affaire Hindawi. Mais les ministres des affaires étrangères s'étaient alors bornés — hormis

la Grèce — à condamner la participation des « services secrets d'un Etat » à un acte de terrorisme « épouvantable », sans même mentionner nommément la Syrie. Avant d'adopter une plate-forme commune minimale contre la Syrie, les partenaires de Londres avaient souhaité prendre leur temps pour examiner le dossier que leur avaient soumis les Britanniques.

A en croire nombre de déclarations de responsables européens, ce dossier apporte des « preuves concluantes » quant à l'implication directe de la Syrie dans la tentative avortée perpétrée par le Jordanien Nizar Hindawi contre un Boeing d'El Al le 17 avril dernier à Londres. Hindawi a été condamné, le 24 octobre, à quarante-cinq ans de prison et la Grande-Bretagne, à l'issue de ce verdict, a rompu ses relations diplomatiques avec la Syrie.

Si l'accord paraît cette fois acquis pour des sanctions limitées à l'encontre de la Syrie, certains n'en font pas moins valoir leur refus de toute dénonciation brutale d'un pays qui joue un rôle clé en sein du monde arabe. Le ministre espagnol

des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, affirmait ainsi, dimanche, que son pays ne signerait aucune déclaration à Londres qui ne prenne pas en compte « la nécessité de poursuivre le dialogue euro-arabe ».

A Damas, la presse souligne la division des Européens et rend hommage à la position de la France et de la Grèce. « Les dirigeants français et grecs, écrit l'officiel As Saouwa, abordent avec réalisme et sans fanatisme les problèmes du Proche-Orient ; il serait absurde que les pays de la CEE, souhaitant mener une politique indépendante dans la région, acceptent de voir entraver leurs relations avec les pays arabes et de se réduire leurs intérêts dans la région ».

Vendredi, dans un discours à la télévision, le président Hafez El Assad — qui a toujours nié que Damas ait joué un rôle quelconque dans l'affaire Hindawi — avait affirmé que son pays « rendrait coup pour coup » en cas de sanctions prises à son encontre. — (AFP, AP, Reuters.)

La visite privée de M. Chirac chez le chancelier Kohl

Solidarité d'abord

OGGERSHEIM
de notre envoyé spécial

C'est une visite très privée que M. Jacques Chirac, accompagné de son épouse, a rendue dimanche 9 novembre au chancelier Kohl dans sa résidence d'Oggersheim, dans la grande banlieue de Mannheim. Cinq heures de tête-à-tête... et cinq minutes pour la presse, le temps de poser, tout sourire, pour les photographes et d'éluder les questions mal venues des journalistes.

Solidarité avant tout, et vis-à-vis de la presse d'abord. La faiblesse de l'interview de M. Jacques Chirac au Washington Times ? Il n'en fut pas question, affirmèrent tout net les deux hommes. Le premier ministre allemand lui-même ne fut pas cité. « Vous pouvez écrire ce que je pense, mais je ne veux pas être cité », dit M. Chirac. Et chacun saura que ce que vous écrivez, après une telle visite, fait autorité. Ce qui implique que M. de Borghese pouvait faire état de sa rencontre.

JACQUES AMALRIC.

peine à croire cependant que le chancelier n'ait pas manifesté la moindre curiosité à l'égard des déclarations faites par M. Chirac au Washington Times, qui le mettent directement en cause, ainsi que son ministre des affaires étrangères.

Solidarité européenne ensuite, comme il se doit. M. Chirac n'est déclaré « convaincu » que les ministres européens des affaires étrangères parviendraient ce lundi à Londres à « une position commune et solidaire » à propos de la Syrie. De bien grands mots pour ce qui n'est, comme pour la Libye, comme pour l'Afrique du Sud, comme après Tchernobyl, que le pénible sauvetage d'une unité de façade.

Des divergences de fait sont d'ailleurs apparues ces dernières semaines sur cette question entre la France et la RFA puisque le gouvernement de Bonn a mis en œuvre sans attendre, dès le fin octobre, certaines des mesures qui devraient être décidées ce lundi à Londres (surveillance renforcée de la compagnie aérienne syrienne, ajournement de la visite que le ministre syrien des

affaires étrangères devait faire à Bonn) et qu'il n'exclut pas d'aller plus loin. « Je dois y réfléchir tranquillement », a déclaré à Oggersheim M. Helmut Kohl, d'autant que va bientôt s'ouvrir à Berlin un important procès. Il s'agit d'un procès des deux auteurs présumés de l'attentat commis le 29 mars à Berlin-Ouest contre la Société germano-arabe, qui affirmait s'être procuré la charge explosive à l'ambassade syrienne à Berlin-Est. L'un de ces deux hommes est le frère de Nizar Hindawi, condamné à Londres pour la tentative d'attentat contre El Al.

Solidarité franco-allemande enfin. On est le sentiment à Oggersheim que M. Chirac souhaitait en quelques minutes, en quelques photos et en quelques phrases bien senties rattraper le retard médiatique qu'il a pris en ce domaine sur le président de la République. M. Chirac a parlé non seulement de l'amitié mais de l'« affection » qui unit les deux pays et qui l'attache à M. Kohl.

CLAIRE TRÉAN.

En janvier 1960 : l'interview explosive du général Massu

Le général Jacques Massu a fait l'expérience, en janvier 1960, à Alger, des dangers que peut représenter une interview, qu'il considérait en l'occurrence comme une simple conversation personnelle. Le chef du service des reportages du quotidien allemand Süddeutsche Zeitung, Hans-Ulrich Kempel, avait demandé à rencontrer le commandant de la région territoriale et du corps d'armée d'Alger. Celui-ci ne s'était laissé convaincre que parce que Kempel avait invoqué le fait qu'il avait été lui-même parachutiste. Dans une conversation d'une heure, le général avait vidé son cœur : de Gaulle ne comprenait rien aux musulmans ni à l'Algérie, et l'armée devait peut-être intervenir un jour.

La publication de ces propos explosifs provoqua une vive réaction à Paris. Massu commença par démentir, puis son entourage fit état d'une conversation personnelle non destinée à publication. Le ministre des armées, M. Pierre Guillaumat, rappela à Paris l'imprudent général. Un long communiqué fut mis au point avec Massu, reprenant les points légitimes. Mais le général de Gaulle jugea insuffisant un repentir d'ailleurs modéré. Massu ne regagna pas son poste. Mais il était très populaire à Alger depuis le 13 mai 1958.

Son départ forcé fit sauter le couvercle de la bouillonnante marmite algéroise : il servit de détonateur à l'insurrection marquée de la « semaine des barricades ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Télécopieur : (1) 45-23-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Flaviot (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :

constitue à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wourms

Rédacteur en chef :

Daniel Veruet

Correspondant en chef :

Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 45-55-91-52

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 770-910) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 45-45 30 th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y., postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint S.R.L.

P.R.C., 45-45 30 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 587 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMOND

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

HUBERT JUIN
LE TROISIÈME TOME
SUR LE GRAND HOMME.

Voici le dernier volume de la monumentale biographie de Hubert Juin. Il nous décrit cette fin de vie auréolée d'une gloire qu'aucun poète n'avait connue jusqu'alors et qui se cède par l'apothéose des funérailles nationales. Les trois volumes, brochés ou reliés, sont vendus séparément ou ensemble sous coffret.

HUBERT JUIN VICTOR HUGO
1802-1885

HUBERT JUIN VICTOR HUGO
1802-1885

HUBERT JUIN VICTOR HUGO
1802-1885

Grandes Biographies Flammarion

Diplomatie

Devant les responsables de la communauté juive à Paris

M. Chirac souligne que la Syrie est « le point de passage obligé de toute solution à la crise libanaise »

M. Chirac a été, le samedi 8 novembre, l'invité d'honneur du dîner offert, dans les locaux de l'Assemblée nationale, par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), à l'occasion de son assemblée générale.

Le discours de M. Chirac était attendu par ses hôtes avec une curiosité accrue au lendemain de la parution de l'article du *Washington Times* selon lequel le premier ministre aurait attribué à une machination des services secrets israéliens la tentative d'attentat qui avait entraîné la rupture des relations diplomatiques de la Grande-Bretagne avec la Syrie.

Placé entre l'ambassadeur d'Israël, M. Oradja Soffer, et le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat — qui le séparait de M. Laurent Fabius, seule personnalité socialiste présente — M. Chirac a passé la plus grande partie du dîner en conversation avec le représentant de l'Etat hébreu, M. Soffer, interrogé à la fin de la soirée, a déclaré qu'il s'en tenait à ce que M. Chirac lui avait indiqué dès le 7 octobre dans l'après-midi, au téléphone, à savoir qu'il n'avait pas tenu les propos que lui prêtait le *Washington Times*, que les dirigeants allemands ne lui avaient jamais dit qu'ils retenaient l'hypothèse d'une responsabilité israélienne dans l'affaire de Londres, et qu'il ne nourrissait, lui-même, aucun soupçon de ce genre.

M. Théo Klein, président du CRIF, qui avait communiqué le texte de son discours à l'hôtel Marignan plusieurs jours à l'avance, a jugé qu'il ne pouvait le modifier pour y introduire les questions qu'inspirait l'article du quotidien américain et le démenti de M. Chirac. Il a suggéré, cependant, dans ses paroles d'accueil, que le premier ministre pourrait estimer utile de commenter l'actualité la plus récente, ce que M. Chirac n'a pas fait.

Le premier ministre avait — il l'a dit samedi — jugé « insupportable » un passage du discours préparé par M. Klein critiquant violemment la position prise par la France au Conseil de sécurité de l'ONU, en septembre dernier, après les attentats commis contre le

contingent français de la FINUL. Le président du CRIF avait déjà (le *Monde* du 7 octobre) parlé de « lâcheté » à propos de la résolution votée par la France, imputant à la présence militaire israélienne dans le sud du Liban la responsabilité des difficultés et des dangers auxquels était exposée la FINUL. Le premier ministre ayant indiqué que le maintien de ce passage l'amènerait à annuler sa participation au dîner de samedi, M. Klein s'est borné à déclarer à propos de la position de la France: elle « a laissé récemment à beaucoup d'entre nous un goût amer, que le temps atténue difficilement ».

Dans sa réponse, M. Chirac a souligné la « contribution » de la France, « par sa présence décisive au sein de la FINUL, à la sauvegarde de l'indépendance et de l'intégrité territoriale libanaise », affirmation évidemment dirigée, eu l'occurrence, contre la présence israélienne. Le premier ministre a répété en effet au sujet de la Syrie qu'elle est le « point de passage obligé de toute solution à la crise libanaise » et que « l'ensemble des communautés libanaises (...), unanimes, comprennent parfaitement le drame que serait, pour le Liban, un rejet total de la Syrie de la communauté internationale ».

« Sécurité pour les Etats, justice pour les peuples »

Le président du CRIF a rappelé le souhait des juifs français d'un « renforcement des liens entre Israël et la France », sans que cela implique « aucun désir de voir se détendre les liens traditionnels de la France avec les pays arabes ». M. Chirac a déclaré que « les liens de la France avec Israël sont solides, parfois un peu passionnels, mais indestructibles » et qu'il veillera « avec ténacité à ce que cette relation si forte soit au service de la paix au Proche-Orient ». Celle-ci, a-t-il ajouté, passe par le respect de deux principes: « la sécurité pour les Etats, la justice pour les peuples ».

MM. Klein et Chirac ne se sont départis d'une certaine réserve, dans leurs discours respectifs, que pour

évoquer la qualité des relations nouées entre le maire de Paris et la communauté juive, relations symbolisées notamment par l'accord conclu, avant le 16 mars, entre l'Etat, la Ville et les dirigeants communautaires pour la création d'un musée d'art juif à l'hôtel de Saint-Aignan, dans le Marais. Le premier ministre a rappelé aussi qu'il avait inauguré en juillet dernier une plaque et une plaque rappelant la rafle des 16 et 17 juillet 1942 parmi les juifs de Paris, et la déportation de près de treize mille d'entre eux.

La création du Congrès juif européen

M. Chirac n'apparaît certes plus à la communauté juive comme un partisan exclusif de la cause arabe, et depuis son accession à la mairie de Paris les relations de M. Chirac avec les organisations juives se sont enrichies. Le premier ministre, toutefois, a tenu à souligner qu'« israéliens, catholiques, protestants, musulmans ou bouddhistes, nous sommes avant tout des Français, liés par une histoire, par une civilisation, par une langue qui sont celles de notre patrie ».

Ce rappel a été adressé par M. Chirac aux dirigeants de la communauté juive au moment où la participation du CRIF à la création du Congrès juif européen (CJE), lui-même affilié au Congrès juif mondial, provoque des dissensions entre les institutions juives. Le Consistoire central israélite de France, responsable de l'organisation de la vie religieuse, a suspendu sa participation au CRIF (le *Monde* du 2-3 novembre), et le grand rabbin de France a jugé préférable, en conséquence, de ne pas assister à l'assemblée générale de dimanche. Au cours de cette assemblée, M. Klein a rappelé que la création du CJE avait été approuvée par le comité directeur du CRIF le 9 décembre 1985, l'un des représentants du Consistoire votant pour, et les autres s'abstenant. Le président du CRIF a rappelé, aussi, les déclarations qu'il avait faites pour réduire le différend apparu depuis lors.

PATRICK JARREAU.

Les révélations sur les livraisons d'armes américaines à l'Iran

Embarras à la Maison Blanche et divisions au sein du gouvernement

Les révélations de presse selon lesquelles les Etats-Unis auraient livré des armes à l'Iran pour obtenir la libération de certains de leurs otages au Liban ont gravement divisé le gouvernement américain et suscité un embarras croissant à la Maison Blanche. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a cependant démenti, dimanche 9 novembre, qu'il ait eu l'intention de démissionner pour dénoncer ces livraisons, ainsi que le fait qu'il n'aurait jamais été mis au courant des contacts noués avec Téhéran. Dans son édition dominicale, le *New York Times* assurait que le secrétaire d'Etat, qui n'a cessé de préconiser les solutions les plus dures en matière de lutte contre le terrorisme, aurait vivement

protesté auprès de M. Reagan contre les tractations menées par certains responsables américains avec l'Iran afin d'obtenir la libération des otages du Liban. M. Shultz, selon le *Times*, se sentirait trahi et humilié dans la mesure où il assurait encore, le 1^{er} octobre dernier, à un parterre de ministres arabes des affaires étrangères que Washington s'efforçait de mettre un terme aux livraisons d'armes à l'Iran d'où qu'elles viennent.

Le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, lui aussi tenu à l'écart de ces contacts américains-iraniens, aurait eu la même réaction que M. Shultz. Tout

récentement encore, M. Weinberger, en visite en Chine, avait demandé aux dirigeants chinois de renoncer à livrer des armes à la République islamique.

De source officielle américaine, on s'est refusé ce week-end au moindre commentaire sur les informations de presse au sujet de ces relations américano-iraniennes. On maintient, de même source, que la politique des Etats-Unis, décidée il y a six ans au moment où éclatait la guerre entre l'Iran et l'Irak, est de ne livrer de matériel militaire à aucun des belligérants.

L'affaire embarrasse d'autant plus la Maison Blanche que Washington ne s'est pas privé de faire la morale à certains de ses alliés accusés de faiblesse à l'égard des Etats soutenant le terrorisme. Dans un éditorial, le *New York Times* nous dit dimanche: « Selon les autres apparences, le Liban Blanc a maladroïtement mené cette opération et, en fournissant des armes à l'Iran pour obtenir la libération des otages, elle risque de n'obtenir pour résultat que de nouvelles prises d'otages ».

Intermédiaire saoudien transitaire israélien

A en croire la presse américaine, l'opération aurait été menée il y a dix-huit mois pour un petit nombre de responsables de la Maison Blanche, sans que le département d'Etat, le Pentagone ou même la CIA aient été informés. Les matériels militaires — pièces détachées de radar et d'avion, notamment — fournis en contrepartie de la libération de trois otages américains auraient la plupart du temps transité par Israël.

L'hebdomadaire *Time* croit savoir cette semaine que l'homme d'affaires saoudien Adnan Kanabgi aurait servi d'intermédiaire, présentant aux Israéliens la liste des matériels militaires par l'Iran (missiles anti-aériens Hawk, missiles anti-chars, équipement radar, pièces détachées d'avion). Depuis le début de cette année, selon *Time*, Israël a fait parvenir à l'Iran pour quelque 40 millions de dollars de matériels militaires. A Jérusalem, on se refuse, dimanche, à tout commentaire, tandis qu'à Moscou le *Pravda* démentait le double jeu des Etats-Unis.

Proche-Orient

IRAN

L'imam Khomeiny semble apporter sa caution à la tendance animée par M. Rafsandsjani

Téhéran (AFP). — Après deux mois de silence, l'imam Khomeiny est intervenu pour la première fois dans la lutte qui divise les principaux dirigeants iraniens, apportant apparemment sa caution à la tendance animée par l'rhodjolestisme Rafsandsjani, artisan d'une politique d'ouverture vers l'Occident et d'un assouplissement des conditions d'une paix avec l'Irak.

« La survie de la République islamique ne dépend ni de mal ni d'aucune autre personnalité (...). Sa stabilité repose sur les forces armées et le peuple », a-t-il dit, dans un discours radiodiffusé prononcé dans la petite mosquée attenante à son domicile de Djamaran, au nord de Téhéran, devant des soldats et des gardiens de la révolution. Devant un auditoire en pleurs, il a ironisé une nouvelle fois sur les rumeurs à l'étranger concernant sa mort. « Ma mort, a-t-il dit, adviendra un jour, mais que nos ennemis intérieurs ou extérieurs n'en soient pas heureux, car la République islamique est un pouvoir ferme et stable, et la disparition d'une personnalité ne la fera pas chanceler ».

L'imam Khomeiny n'a toutefois pas réagi aux récents contacts irano-américains et à la venue à Téhéran en septembre dernier d'un émissaire

du président Reagan, M. Robert McFarlane, révélée par M. Rafsandsjani, président du Parlement islamique. Il a également évité toute allusion à l'affaire Montazeri, dont il n'a pas cité le nom au cours de son allocution.

Affirmant la volonté de l'Iran de poursuivre la guerre, l'imam a déclaré: « La guerre contre l'Irak se poursuivra, que je sois en vie ou non, car cela est un devoir religieux ». Il a remercié les forces armées, sur lesquelles « reposent la stabilité de la République islamique ».

Samedi, Radio-Téhéran avait annoncé l'arrestation d'un député, M. Ahmad Kachani, et de plusieurs militaires, accusés de « créer des dissensions au sein des forces armées ». M. Kachani, chef de file d'un groupe de parlementaires conservateurs opposés de longue date à M. Rafsandsjani et au gouvernement, avait publié, avec quatre officiers de l'état-major, un communiqué affirmant que les contacts avec les Etats-Unis portaient atteinte au moral des combattants sur le front. M. Kachani, fils de l'ayatollah Kachani, connu pour son rôle lors de la nationalisation du pétrole iranien par Mossadegh, jouit

de l'appui du quotidien *Rissalat*, l'organe des courants conservateurs. Ce journal développe depuis quelques semaines une campagne en faveur de la guerre « jusqu'à la victoire », s'efforçant que l'offensive « finale » promise pour l'automne n'ait pas encore eu lieu.

Regroupement kurde sous l'égide de Téhéran

Les deux principaux groupes de maoïstards kurdes iraniens ont formé « récemment » une coalition, sous l'égide de la République islamique iranienne, afin de renforcer et de coordonner leur lutte contre le régime au pouvoir à Bagdad. A annoncé, samedi, l'agence iranienne IRNA.

Il s'agit du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des frères Idriss et Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani. Selon IRNA, ces deux groupes entretiennent des contacts avec le régime à Bagdad, de mobiliser tous leurs moyens et d'intensifier la lutte qu'ils mènent dans le nord de l'Irak en vue de renverser le régime au pouvoir à Bagdad.

EGYPTE: la démission du gouvernement de M. Ali Loutfi

Le nouveau premier ministre devra passer sous les Fourches Caudines du FMI

Le président Mubarak a accepté, le dimanche 9 novembre, la démission du gouvernement de M. Ali Loutfi et a confié la tâche de former le nouveau gouvernement à M. Atef Sedki, président de la Cour des comptes et de la commission des affaires économiques et financières du conseil consultatif (Sénat sans pouvoirs législatifs).

Le nouveau chef du cabinet a déjà indiqué que les postes-clés ne seront pas affectés par le remaniement et que les quatre vice-premiers ministres du gouvernement sortant seraient reconduits.

On indique par ailleurs de bonne source que le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, demeurera à son poste, mais que par contre toute l'équipe économique sera changée.

LE CAIRE de notre correspondant

En démissionnant, le cabinet présidé par M. Ali Loutfi, aura payé son tribut sur l'autel de la crise économique. Ce gouvernement, qui a duré quatorze mois, a en effet exercé ses responsabilités dans une conjonction économique défavorable qui a accéléré le processus d'usure du pouvoir, même si la crise est principalement due à des causes extérieures incontrôlables.

Les cours du pétrole, qui étaient à la baisse, se sont effondrés, occasionnant une perte directe estimée à 1 200 millions de dollars. Le pétrole est de très loin le principal produit égyptien d'exportation. Les conséquences indirectes de cette chute des prix étaient encore plus graves. Elles ont réduit de moitié les versements (4 milliards de dollars) des

quelque deux millions d'expatriés égyptiens dans des pays pétroliers du Golfe, obligés de faire des coupes sombres dans leur budget. Le tourisme, jusqu'alors en progression constante, allait lui aussi être gravement affecté à la suite de la marée de sept touristes israéliens dans le Sinaï, de l'affaire du paquebot italien *Achille Lauro* et du dénouement sanglant du Boeing d'Egyptair sur Malte en novembre dernier. Bilan global: près de 3,5 milliards de dollars de baisse des revenus en devises étrangères pour une Egypte dont le balance des paiements était déjà déficitaire.

Eviter une crise sociale

L'erreur de M. Loutfi a été de garder un optimisme importun, qu'il avait même fait partager au président Mubarak jusqu'en juillet dernier. C'est à cette époque que M. Claude Cheysson, commissaire européen, tirait la sonnette d'alarme à l'occasion d'une visite officielle en Egypte. Connaissant bien le rôle du fait de ses anciennes fonctions de ministre des relations extérieures françaises, M. Cheysson soulignait la nécessité de parvenir de toute urgence à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Deux jours plus tard le président

Mubarak entreprenait une tournée européenne qui ne faisait que confirmer les propos de M. Cheysson. Il fallait bien passer par le FMI, une chose que le rais avait jusqu-là refusée.

Dès la fin juillet, l'Egypte a donc commencé à accéder à certaines conditions du FMI. Un des quatre taux de change de devises étrangères était annulé, et les subventions réduites sur certains produits tels que l'essence. Cela a naturellement rendu le gouvernement impopulaire, mais a fait progresser les négociations avec le FMI fin octobre-début novembre. Le dimanche 9 novembre, jour même de la démission du gouvernement, le quotidien officiel *Al Akhbar* annonçait la signature dans le courant du mois d'un accord avec le FMI devant permettre à l'Egypte de réduire le déficit de sa balance des paiements et d'honorer les lourdes échéances d'une dette extérieure estimée à 36 milliards de dollars.

Le nouveau premier ministre devra confirmer sur cette voie, tout en veillant à éviter une crise sociale due à la hausse des prix consécutive à la levée d'une partie encore plus importante des subventions.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

M. Atef Sedki: un partisan de la vérité des prix

Comme son prédécesseur, M. Atef Sedki (cinquante-six ans) est un économiste partisan d'un libéralisme économique concilié. M. Sedki, qui a fait des études de droit, a obtenu en 1958 un doctorat d'économie et de finance de la Sorbonne. Il a ensuite été professeur de finances générales à la faculté de droit de l'université du Caire jusqu'en 1973, où il a été nommé attaché culturel à l'ambassade d'Egypte à Paris. En 1980, M. Sedki a été nommé président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil consultatif. En 1985, il était membre du conseil d'administration de l'organisme général pour les investissements et les zones franches. Quelques mois plus tard, M. Sedki était nommé président de la Cour des comptes, où un décret présidentiel lui accordait, en 1982, les prérogatives d'un vice-premier ministre. Cela allait permettre à M. Sedki d'intensifier sa campagne contre la corruption et les irrégularités dont se rendent coupables des fonctionnaires de l'administration et du secteur public.

Le nouveau premier ministre est partisan de la levée des subventions au stade de la production afin de pouvoir pratiquer la vérité des prix. Il estime que les subventions ne doivent être accordées qu'aux consommateurs nécessaires. Pour le taux de change, le nouveau premier ministre pense que les lois du marché doivent prévaloir, et qu'un taux national de change unifié doit être établi à court terme.

A. B.

Amériques

PÉROU: les élections municipales du 9 novembre

Le candidat du gouvernement l'aurait emporté à Lima

Lima (AFP). — Les élections municipales qui ont eu lieu dimanche 9 novembre au Pérou ont confirmé la popularité du président Alan García en donnant une victoire d'ensemble aux candidats de son parti, l'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine), en particulier à Lima.

Selon les résultats officiels et les projections réalisées par les chaînes de télévision, M. Jorge del Castillo aurait obtenu 34,9 % des voix dans la capitale et pourrait succéder à M. Barrante, leader de la Gauche unie (IU), qui recueillerait 32 % des suffrages.

Le candidat de la droite, M. Luis Bedoya, ancien maire de Lima et dirigeant du Parti populaire chrétien

(PPC, conservateur), donné favori dans les sondages, obtiendrait 27 % des voix. Il a reconnu sa défaite mais reproché au chef de l'Etat sa « participation onctueuse » à la campagne électorale dans la capitale. Les observateurs estiment que cette participation, une propagande massive et surtout un discours prononcé jeudi par M. García à Lima ont contribué au retournement de tendance. Cependant, les candidats de la Gauche unie ont partout fait bonne figure, enlevant en particulier la mairie d'Ica à l'APRA. M. Barrante refusait encore ce lundi 10 de se considérer comme battu en raison de la marge étroite le séparant du candidat de la formation gouvernementale.

• COLOMBIE: recrudescence de la guérilla (soixante-dix morts en une semaine). — Quelques centaines de personnes, dont quinze soldats, ont été tués la dernière semaine en Colombie au cours de combats entre l'Armée et la guérilla. La plupart des affrontements se sont produits dans la province d'Antioquia, à 500 kilomètres au nord de

Bogota. Samedi, près de la frontière avec le Venezuela, huit guérilleros et trois soldats ont été tués dans une région où se sont rejoints les combattants de la Coordination nationale de la guérilla (CNG), qui regroupe de nombreuses factions, dont l'Armée de libération nationale (ELN-castell), le M-19 et l'Armée populaire de libération (EPL-maoïste). — (AFP.)

RADIO FRANCE INTERNATIONALE POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉVOLUTION DU MONDE

RFI - PARIS ET RÉGION	OM 738 kHz (406 m.)
RFI - EUROPE	OC 49, 41, 31, 25, et 19 m.
RFI - AFRIQUE	OC 13, 16, 19, 25, 31 et 41 m.
RFI - AMÉRIQUE DU NORD	OC 16, 19, 25, 31 et 49 m.
RFI - AMÉRIQUE LATINE	+ réseaux câblés du Québec
RFI - ASIE	OC 16, 19, 25 et 31 m.
	OC 31 et 41 m.

PROGRAMME ET TABLEAU DES FREQUENCES envoyés gracieusement sur simple demande à:

RADIO FRANCE INTERNATIONALE
Relations Extérieures
BP 95 16
75016 PARIS

Tél.: (33/1) 42-30-22-22 (standard)
42-30-30-71 (Rel. Ext.)



مكتبة الشامل

... La Monde • Mardi 11 novembre 1986 5

les français et la liberté des prix.

- A la fin de l'année, tous les prix seront libres,
- Certains disent que c'est une bonne solution pour l'emploi et le pouvoir d'achat,
- D'autres pensent, au contraire, que c'est une décision dangereuse.

Qu'en pensez-vous ?
MAMMOUTH vous donne la parole.

1/ LA LIBÉRATION DES PRIX VA-T-ELLE
STABILISER L'INFLATION ?

- Oui sûrement,
- oui peut-être,
- probablement pas,
- sûrement pas.

2/ S'IL Y A HAUSSE DES PRIX,
ELLE EST DUE PRINCIPALEMENT :

- Aux matières premières,
- aux fabricants,
- aux charges et impôts,
- aux grandes surfaces ?

3/ LES PUBLICITÉS COMPARATIVES DE PRIX
DES GRANDES SURFACES SONT-ELLES :

- Une vraie solution pour faire baisser les prix,
- des promotions sur quelques prix,
- "de bons coups de pub" ?

4/ CES PUBLICITÉS COMPARATIVES
VOUS FONT-ELLES CHANGER
DE MAGASIN ?

- Oui,
- non,
- ne sait pas.

5/ LA PUBLICITÉ COMPARATIVE DES GRANDES SURFACES
DEVRAIT-ELLE ÊTRE FAITE :

- Par un organisme national,
- par des organismes de consommateurs,
- par les grandes surfaces elles-mêmes ?

DONNEZ VOTRE OPINION.*

APPELEZ LE "TÉLÉPHONE MAMMOUTH" AU 05.21.21.21 (APPEL GRATUIT),
LE : SAMEDI 8 ; DIMANCHE 9 ; LUNDI 10 ; MARDI 11 NOVEMBRE, ENTRE 9 H ET 20 H.

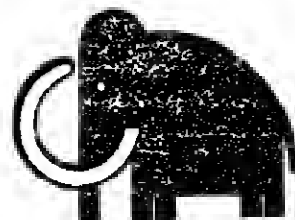
MAMMOUTH vous remercie.

Jean-Jacques FOUGERAT
Directeur Mammouth France



*sondage réalisé par OPIDOC

mammouth, les vraies armes contre la vie chère.



Proche-Orient

ISRAËL : les mystères de Dimona

Le gouvernement reconnaît détenir M. Vanunu

Les milieux officiels israéliens ont réagi avec embarras, dimanche 9 novembre, à l'annonce que le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu était détenu en Israël. Un porte-parole du Foreign Office a déclaré : « Tant que nous n'avons pas la preuve qu'il a été amené de force en dehors de Grande-Bretagne, nous n'avons pas de raison d'intervenir auprès du gouvernement israélien. »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le « mystère Vanunu » est donc percé, du moins en partie. Le technicien nucléaire Mordechai Vanunu, l'homme qui livra au *Sunday Times*, photos à l'appui, des informations exclusives, publiées le 5 octobre, sur le potentiel atomique de l'Etat juif au centre nucléaire de Dimona, se trouve bien « en détention légale » en Israël.

Confirmant, dimanche 9 novembre, la rumeur, alimentée périodiquement par la presse étrangère, qui courait depuis bientôt trois semaines, M. Eliakim Rubinstein, secrétaire général du gouvernement, a ajouté que Vanunu avait été officiellement écroué « en vertu d'un ordre du tribunal et à la suite d'un interrogatoire auquel assistait son avocat ». L'avocat en question, M. Amnon Zikroni, a précisé dimanche qu'il avait déjà vu plusieurs fois son client, que celui-ci était en bonne santé et que la procédure engagée était tout à fait constitutionnelle.

Le silence officiel observé depuis six semaines devenait d'autant moins tenable que la famille du technicien avait annoncé son intention de saisir la justice. Vanunu était porté manquant depuis le 8 octobre, jour où le *Sunday Times* informa Scotland Yard de sa disparition. Son ami le pasteur anglican australien John McKnight fut la dernière personne connue à lui parler au téléphone. C'était le 30 septembre. Depuis quelque temps, la présence de Vanunu dans une prison israélienne tenait de plus en plus du secret de Polichinelle. Lors d'un séjour à Jérusalem, il y a deux semaines, John McKnight déclara avoir acquis la certitude de la bouche même d'un greffier du tribunal de la capitale. Après cette gaffe, les démentis des autorités n'avaient fait que renforcer les doutes.

L'aveu gouvernemental laisse pourtant maintes questions sans réponse. Comment Israël a-t-il « récupéré » Vanunu ? Le technicien fut-il, comme le prétendit l'hebdomadaire américain *Newsweek*, attiré par le Mossad — les services secrets israéliens — sur

un yacht à quai sur la Tamise, puis arrêté une fois seulement le bateau en pleine mer ? Ou fut-il enlevé sur le sol britannique ? On l'ignore. Mais les circonstances dans lesquelles le Mossad tendit son piège à Vanunu ont bien sûr leur importance diplomatique. Commis en Grande-Bretagne, l'enlèvement du technicien aurait été illégal. Praticé en haute mer, il n'eût pas violé le droit international.

Embarras
britannique

D'où la question subsidiaire : le gouvernement de Londres eut-il connaissance à l'avance de l'opération israélienne ? Oui, affirme la presse britannique. Selon le *Financial Times*, M. Pêrs, alors premier ministre, obtint en septembre le feu vert de M. Thatcher pour l'enlèvement de Vanunu. Celle-ci a, dès vendredi, démenti cette hypothèse d'une collusion israélo-britannique. Il y a une semaine, le Foreign Office affirmait, lui, « ne posséder aucune preuve de l'enlèvement ». C'est sans doute pour éviter à M. Thatcher d'être plus longtemps embarrassé face à la presse et à son opposition parlementaire qu'Israël a publié dimanche un double démenti. « Toutes les rumeurs faisant état d'un enlèvement de Vanunu sur le sol britannique sont sans fondement », a déclaré le secrétaire du gouvernement. Aussi bien M. Pêrs n'a pas contacté M. Thatcher pour l'informer de quelque chose qui n'a jamais eu lieu. Inapaisable autant qu'imprévisible. Bref, Israël donne un petit coup de main au premier ministre britannique dans l'embarras et particulièrement populaire ici depuis la rupture entre Londres et Damas.

Autre question : où Vanunu est-il incarcéré ? Il n'est pas dans une des prisons, répètent les chefs de la police. C'est sans doute vrai. Tout porte à croire que Vanunu est sous haute protection dans un centre d'interrogatoire des services secrets, peut-être à Gederat au sud de Tel-Aviv. Vanunu sera-t-il jugé ? Si oui de quel chef d'accusation devra-t-il répondre ? S'agissant d'une affaire de haute sécurité, il peut, en théorie, être maintenu pour une durée illimitée en « détention judiciaire », c'est-à-dire avec l'accord de la Cour suprême renouvelable tous les trois mois. Il sera vraisemblablement jugé à huis clos comme le fut en juillet un officier condamné à douze ans de prison pour intelligence avec l'ennemi syrien. Selon les experts, Vanunu devrait être inculpé d'« espionnage aggravé », crime passible au maximum de la détention à perpétuité.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

RFA : les élections régionales

Sévère recul des sociaux-démocrates dans leur fief de Hambourg

BONN
de notre correspondant

Le résultat a laissé muet le candidat chancelier social-démocrate, Johannes Rau. La débâcle imprévue que le SPD a subie dimanche 9 novembre aux élections régionales de Hambourg, un de ses fiefs les plus solides, remet en question toute sa stratégie pour les législatives nationales de janvier 1987. Le ministre-président de Rhénanie-Westphalie voulait la majorité absolue pour son seul parti, sans alliance avec les écolo-pacifistes verts. Il sait désormais que c'est impossible.

Le SPD a perdu 10 points par rapport à son score de 51,3 % en décembre 1982. Pour la première fois de l'histoire de la RFA, il n'est pas le premier parti de l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Helmut Kohl passe les 42 % (42,2 % contre 38,6 % en 1982).

Les écolo-pacifistes, qui ont présenté pour ce scrutin une liste alternative (GAL), entièrement féminine et résolument féministe, ont obtenu un résultat exceptionnel en franchissant la barre des 10 %.

Le Parti libéral (FDP) est une nouvelle fois éliminé, n'ayant pas atteint les 5 % nécessaires pour avoir une représentation parlementaire.

Lors d'une table ronde télévisée au

cours de laquelle le chancelier Kohl a salué ce « vote de confiance » des électeurs de Hambourg, M. Willy Brandt, le président du SPD, tirant les leçons du fiasco, a laissé prévoir une révision de la stratégie électorale de son parti avant les législatives du 25 janvier. L'ancien chancelier a passé sous silence les objectifs que M. Rau, le candidat du SPD à la chancellerie, avait fixés au parti, à savoir conquérir la majorité sans alliance avec les Verts, et ce dernier n'a pas fait de déclaration. Il semble que le SPD ait souffert d'un taux d'abstention plus élevé que de coutume, en même temps que des reports de voix sur les Verts et les CDU.

Hambourg se retrouve ingouvernable avec ces résultats qui ne dégagent pas de majorité absolue. La CDU régionale a proposé au SPD de conclure un accord de « grande coalition ». Le GAL a défini un catalogue d'exigences qui, si elles étaient satisfaites, permettraient au SPD de former un gouvernement régional minoritaire. M. Von Dohnanyi continue d'exclure toute alliance avec les écolo-pacifistes, mais, vaincu, s'en remet maintenant à la décision des militants sociaux-démocrates hambourgeois. Ceux-ci sont dans leur majorité favorables à une alliance avec les Verts. De très difficiles négociations en perspective (Interim.)

Europe

ITALIE

La revanche de Naples contre le Nord, la « Juve » et M. Agnelli

NAPLES
de notre envoyé spécial

Il y a tout de même une justice ! Par-delà la joie que procure toute victoire, c'est bien cette conviction quasi mystique qui a déclenché une gigantesque corrida à travers les rues de Naples dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 novembre, après le succès remporté par l'équipe de football locale sur la Juventus de Turin. Le match, il est vrai, était capital puisque les deux clubs étaient égaux en tête du classement général. Avec un Mercedens guidé à bloc par sa victoire sous les couleurs argentines au Mundial, Naples avait le vent en poupe. En face, les coéquipiers d'un Platini à la recherche d'un second souffle ne sont plus si assurés d'avoir les dieux du stade éternellement avec eux.

Les deux équipes ne paraissent pourtant pas tout à fait sur le même pied : la « Juve » avait vingt-deux victoires d'avance — la nombre de ses succès en championnat d'Italie depuis la création de l'épreuve.

Mais voilà ! Naples avait aussi tant de choses à venger ! La ville maudite, éternellement menacée du doigt par ceux du Nord pour son amertume, sa soif, sa corruption, avait, quatre jours plus tôt, connu une injure supplémentaire : l'Italie tout entière ne venait-elle pas de constater la faillite d'une de ses entreprises les plus prestigieuses, Alfa Romeo, dont l'usine principale, précisément, est sise à Portofino-d'Arco, dans la banlieue de la cité parthénopéenne ! Et qui s'est éteint pour remettre de l'ordre sur les chaînes de montage ? M. Gianni Agnelli, patron de la Fiat, mais aussi président d'honneur de la Juventus, une équipe qui a toujours été propriété de sa famille, sa « passion » comme il l'appelle.

Naples a gagné sans appel par 3 buts à 1. Et les coups de klaxon, des heures durant, des automobiles napolitaines ont bien osé retentir jusqu'en Fiat-ville ! Quelle revanche ! Et quelle nuit !

J.-P. C.

Afrique

GABON

« Monsieur 100 % »

La popularité de M. Omar Bongo va croissant. Le chef de l'Etat gabonais a, en effet, été réélu, dimanche 9 novembre, président de la République avec 100 % des suffrages de ses compatriotes, alors qu'il avait obtenu 99,96 % des voix en 1979, et 99,96 % en 1973.

Malgré la présence d'un candidat du Mouvement (mouvement d'opposition), M. Paul Mba-Affessole, qui n'a, au demeurant, guère eu la possibilité de s'exprimer au cours de la campagne, les électeurs gabonais, « dans le climat de paix et de compréhension qui prévaut au Gabon », selon le

ministre gabonais de l'intérieur, M. Richard Ngouma Bekale, selon le ministre gabonais de l'intérieur, M. Richard Ngouma Bekale, ont donc librement choisi de confier un nouveau mandat de sept ans à M. Bongo.

Par avance, M. Bekale a estimé qu'on ne pouvait porter atteinte à la « crédibilité » de cette élection qui n'est entachée d'aucune irrégularité. Fort bien, mais qu'en sera-t-il de la suivante ? Surtout à subir un grave camouflé, dans sept ans, M. Bongo peut-il recueillir moins de 101 % des suffrages de ses compatriotes ?

(Publicité)

GÉOPOLITIQUE AFRICAINE N° III

- AFRIQUE DU SUD : la longue marche par Pierre MAYER.
- CÔTE-D'IVOIRE : une « décentralisation politique centralisée » par Tassy D. BAKARY

Abonnements : 300 ou 500 F (avion)
Réglements : au CCF Bureaux 000 157-912057, 12, place de Louvain, B1000 BRUXELLES
compte n° 635-1790901-41
Correspondance : GÉOPOLITIQUE AFRICAINE, 216, chaussée de Wavre, 1040 BRUXELLES
6 et 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 PARIS

ALGÉRIE

Violentes manifestations d'étudiants et de lycéens à Constantine

Alger (AFP). — Des manifestations violentes ont eu lieu samedi 8 et dimanche 9 novembre à Constantine, où des lycéens et des étudiants en grève protestent contre les projets de modification des épreuves du baccalauréat et les conditions de vie dans les cités universitaires. Selon des sources officielles, « des éléments perturbateurs ont exploité ces questions secondaires, ce qui a engendré le désordre dans la ville et une perturbation des façades de plusieurs édifices publics et des vitrines de magasins ont été endommagées ». De son côté, le quotidien gouvernemental *El Moudjahid*, sous le titre « Qui est le dialogue, non au désordre », dénonce « les éléments hostiles à la Révolution » qui, « profitant de certains problèmes conjoncturels, exploitent les sentiments des jeunes ».

Il y a trois semaines, les lycéens de plusieurs établissements d'Alger avaient observé plusieurs jours de grève pour protester contre les projets d'introduction de nouvelles matières (éducation politique et religieuse) aux épreuves du baccalauréat. Les forces de l'ordre étaient intervenues pour disperser les rassemblements, et la grève avait cessé après que le ministère de l'Éducation nationale ait donné que le projet qu'on lui prêtait relevait de la « rumeur ».

A l'université, le mécontentement contre les conditions de vie (manque de logements, de restaurants, de transports, etc.) est général. Le début des cours dans plusieurs instituts et écoles supérieures a été retardé d'un mois, notamment en raison de l'insuffisance de professeurs qualifiés et, bien souvent, les travaux pratiques ont été annulés faute de moyens.

TCHAD

M. Chirac exclut toute intervention française dans le Nord

Un cessez-le-feu au Tchad ? Si l'on en croit le délégué aux relations extérieures du GUNT, M. Adoum Togot, un accord en ce sens a été signé, le 24 octobre dernier, entre les partisans de M. Goukouni Oueddei et le gouvernement du président tchadien, M. Hissène Habré, peu après les attaques lancées par les forces libyennes contre celles du GUNT, dans le nord du pays, à Fada, M. Togot, qui a quitté le Tchad, via le Soudan, le dimanche 9 novembre, lors de son arrivée à Paris, que les forces fidèles à M. Goukouni Oueddei ont pris position aux alentours de Fada, ajoutant : « Nous avons aussi demandé à nos éléments de Faya-Largeau de se retirer vers le Tibesti ou de se replier vers le Sud. Des représentants des forces de M. Habré sont venus nous voir, a-t-il précisé, et nous sommes convenus qu'un accord de cessez-le-feu était nécessaire pour faire face à la situation extérieure ».

M. Togot a précisé que les représentants du GUNT comptaient retrouver prochainement, à Brazzaville, les dirigeants de M. N'Djamena, avec la médiation de président congolais, M. Sassou Nguesso, qui assure la présidence en exercice de

l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Un tel accord de cessez-le-feu — s'il était confirmé — aurait une portée limitée, dans la mesure où, sur le terrain, les principales forces militaires tchadiennes opposées à M. Hissène Habré sont celles du CDR de M. Achékil Ibn Omar.

A N'Djamena, la radio officielle tchadienne a lancé un appel à la France pour obtenir un appui offensif, afin de reconquérir le nord du pays. Commentant une déclaration de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, qui avait affirmé que Paris s'apprêtait à renforcer le dispositif militaire français « Epervier », la radio tchadienne souligne que l'appui doit « être offensif et permettre au Tchad de reconquérir son intégrité territoriale ».

Enfin, pour la première fois aussi nettement, le premier ministre a, de son côté, exclu toute aide militaire française pour une opération de reconquête. M. Chirac a, en effet, déclaré, vendredi 7 novembre : « La situation au Tchad a changé, mais il est exclu que la France intervienne au nord du 16° parallèle. Le Tchad doit retrouver son indépendance et son unité, mais une intervention militaire n'est pas la meilleure manière d'y parvenir ».

● **AFGHANISTAN** : Offensive soviétique près de Kandahar. — Les troupes soviétiques et afghanes ont lancé une nouvelle offensive, la deuxième en l'espace de trois mois, contre les places fortes contrôlées par la résistance dans la province de Kandahar au sud-est du pays, ont indiqué, samedi 9 novembre, à la maison, des sources proches de la guérilla. Selon ces sources, des milliers de soldats bénéficient de l'appui de la base soviétique de Shindand (province de Kandahar) ont été envoyés, au début de la semaine dernière, depuis Ghazni contre les secteurs de Pashmol et Molejat, où la guérilla est fortement implantée. (AFP.)

● **INDE** : cinquante morts à l'occasion d'un pèlerinage. — Cinquante personnes au moins ont trouvé la mort et plus d'une quinzaine d'autres ont été blessées, dimanche 9 novembre, à la suite d'un pèlerinage près de la ville de Faizabad, dans l'Etat de l'Uttar-Pradesh au nord du pays. La rupture d'une barrière causant la foule des pèlerins est à l'origine du drame, un mouvement de panique ayant entraîné la chute de nombreuses personnes dans un profond ravin qui borde la route, a rapporté l'agence de presse UNE. — (AFP.)

Volvo 340, 1,7 l, GL série limitée
Equipements illimités

A partir de 80.200 F*



VOLVO

La 340 GL, 1,7 l, série limitée, 5 portes, existe en deux couleurs : blanc et bleu métal. Une 7 CV suréquipée : pare-chocs coordonnés, filets décoratifs, vitres avant électriques, centrale de verrouillage, rétroviseurs électriques, indicateur de verglas et de consommation. A découvrir chez votre concessionnaire.

* Tarif au 1/9/86. Modèle présenté : 340 GL 5 portes. Consommations : 5,4 l à 90 km/h ; 7,3 l à 120 km/h ; 9,3 l en ville (normes CEE).

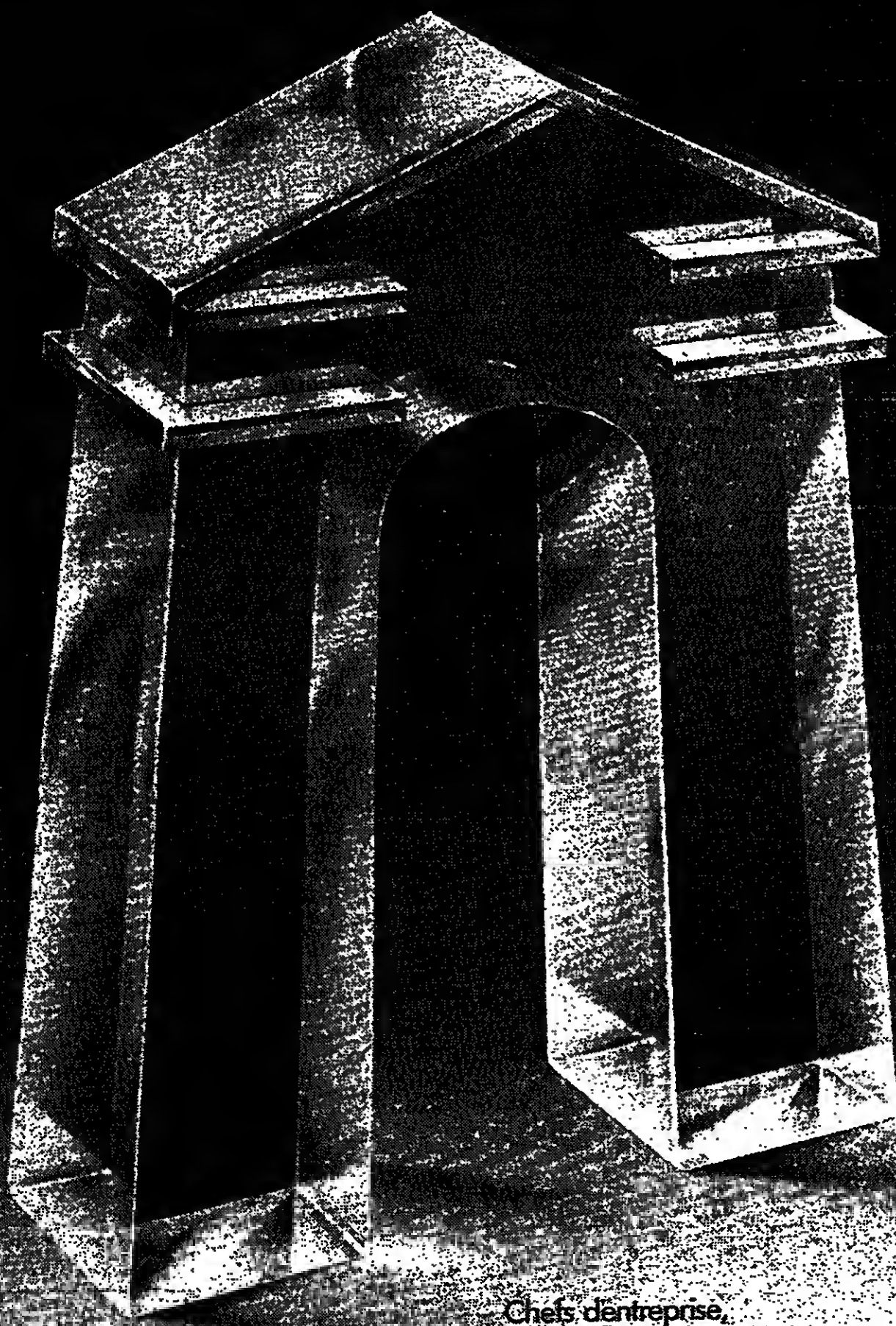
■ 75 - PARIS 8^e - Garage Soufflet, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 43.29.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 42.25.60.70 ■ 75 - PARIS 18^e - Ile de France S.A. - 76 bis, avenue de Suffren - Tél. : 47.83.45.22 ■ 75 - PARIS 18^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 47.27.47.37 ■ 75 - PARIS 18^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 45.24.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 47.66.50.35 ■ 75 - PARIS 18^e - Garage des Andennes, 3-5, rue des Andennes - Tél. : 42.03.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs - 58, rue des Grands Champs - Tél. : 43.73.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mouisset, Pomponne, 75, rue du Général Leclerc - Tél. : 60.07.24.20 ■ 77 - MELUN - Automobiles Paris-Sud, 32, rue Saint-Léon - Tél. : 64.09.29.72 ■ 78 - BLANCOFORT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arènes, rue du Fond des Roches - Tél. : 30.62.00.75 ■ 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Biais Automobiles, 51, rue de Houdan - Tél. : 34.77.12.12 ■ 78 - PORT-MAHLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 30.58.61.13 ■ 78 - MONTMAYE - Rambouillet Automobiles s.a.s. - 29, avenue du Général Leclerc - Tél. : 39.39.14 - 34.63.04.67 ■ 78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAY - Garage de Chéry, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 39.13.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNES - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 60.88.92.05 ■ 91 LES MILLS - Courtbouff Automobiles Garage Gambetta S.A. - 21, de Courbouff - Tél. : 69.28.68.75 ■ 92 - ASNIERES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 47.93.26.68 ■ 92 - CHATELAIN-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Autos, 73, av. de Paris - Tél. : 46.55.37.37 ■ 92 - MANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 47.24.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 47.47.50.05 ■ 93 - DRANVY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 48.31.40.32 ■ 93 - GANNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 43.30.46.78 - Expo - 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Seine - Tél. : 43.88.05.09 ■ 93 - SAINT-OUIS - L.P.N., 45, bd Anatole France - Tél. : 48.20.71.67 ■ 94 - CHARENTON-LE-PONT - Garage de Chéry, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 48.90.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 48.76.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage Martineau - Garage de l'Alme, 28, rue de l'Alme - Tél. : 48.85.89.89 ■ 94 - VILLENEUVE - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 47.26.12.93 ■ 95 - MONTROUVILLE-LES-BAINS - Garage R.G. - 15-25, bd Bordier - Tél. : 39.97.11.98 ■ 95 - PONTROSE - Sté Sogel, 10 rue Séré Depois - Tél. : 30.32.55.55 ■

مكتبة الزميل

مكتبة الأهرام

... Le Monde • Mardi 11 novembre 1986 7

INVESTISSEZ, AVEC NOUS



Chefs d'entreprise,
vous recherchez les moyens financiers de votre développement,
nous recherchons des projets solides à financer.
Vous connaissez votre métier.
Le nôtre est de prendre des risques à vos côtés en investissant.
Deux compétences pour une volonté commune : RÉUSSIR.
Profitez de notre nom, ensemble, nous ferons gagner le vôtre.

Direction de la Communication. Tél. (1) 42.66.47.87. 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS

COMPAGNIE
FINANCIÈRE
DE SUEZ

LE DÉVELOPPEMENT EN BONNE COMPAGNIE

Politique

Dans un entretien au « Point »

M. Mitterrand affirme la prééminence du chef de l'Etat et du Parlement

Dans un entretien accordé à Alain Duhamel et publié par le Point daté du 10 novembre, M. Mitterrand explique sa conception de l'équilibre des institutions, de la répartition des pouvoirs entre le président de la République, le Parlement et le gouvernement, à la lumière des huit premiers mois de « coexistence ».

Il n'est pas question, dans les domaines économiques et sociaux, de « cogestion » des affaires entre M. Chirac et lui. En la matière, ajoute-t-il, « le dernier mot appartient au Parle-

ment et, s'il le faut, au peuple ». Dans les domaines dits « partagés » (mais M. Mitterrand n'utilise pas cette expression), c'est-à-dire la politique extérieure et la défense, le chef de l'Etat réaffirme sa prééminence.

« Défense : le chef de l'Etat a « la responsabilité ultime » de l'emploi des armes nucléaires et fixe « les grandes orientations de la défense nationale ». Le premier ministre et le gouverne-

ment « prennent une large part à l'initiative, à l'élaboration et au choix des options (...). Mais la décision finale n'appartient qu'à un seul ».

« Politique extérieure : sur les grands sujets (Europe, alliance atlantique, relations avec l'URSS, politique arabe, méditerranéenne, africaine...), « le dossier n'a pas changé ». « Je ne me suis pas quand je vois le premier ministre (...) développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient ».

« Institutions : « La pratique de la V^e République » a conduit à un pouvoir de fait, excessif, du chef de l'Etat (...). La situation présente, avec beaucoup de tâtonnements, une approche qui se perpétuera, même si les majorités présidentielle et parlementaire coïncident de nouveau. Cela dépendra du président, mais aussi du Parlement, qui sont les deux partenaires obligés de notre vie démocratique ».

M. Mitterrand répond en premier lieu aux questions relatives à la défense. Il précise aussitôt le champ de sa responsabilité : « Celui qui a la responsabilité ultime de l'emploi de nos armes et, par là, de la décision dont dépend le sort du pays, c'est le chef de l'Etat. Il doit, dès lors, logiquement, pour assumer cette responsabilité, fixer les grandes options de la défense nationale. Ces deux obligations ne sont pas séparables. Bien entendu, le premier ministre et le gouvernement prennent une large part à l'initiative, à l'élaboration et au choix des options. A ce stade, rien de plus normal qu'une discussion quand les points de vue diffèrent. Mais la décision finale appartient qu'à un seul. Tel est le principe qui découle de l'article 5 de la Constitution.

— Principe qui n'a jamais été contesté ?

— En pratique non plus ?

— L'article 20 de la Constitution dit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». On voit, dans l'ambiguïté des textes, où peut se loger la contradiction. Mais en pratique, non.

S'agissant de la priorité accordée aux sous-marins, il indique : « La composante océanique constitue l'élément essentiel de notre force nucléaire : sous-marins nucléaires

lance-engins, sous-marins nucléaires d'attaque, tout un ensemble. Six sous-marins lance-engins existaient ou étaient programmés en 1981. J'ai ordonné, cette année-là, la construction d'un septième, le premier de la nouvelle génération. Ce sous-marin, qui naviguera en 1994, dépassera les normes actuelles et intégrera les techniques les plus avancées.

« Son armement connaîtra la même évolution. L'arme qui a commencé depuis 1985 d'être installée sur nos sous-marins est le missile M4. Chaque sous-marin déployé portera seize fusées M4 à six têtes chacune. On imagine la puissance de feu que représenteront ces quatre-vingt-seize têtes nucléaires. C'est dire qu'il s'agit bien de notre système central. Il est également prévu un nouveau missile plus moderne encore et plus puissant, de huit à douze têtes, le M5, qui sera mis en service à la fin du siècle. (...) Pour que cette priorité soit plus nette encore, j'ai demandé que les M4 ne connaissent aucun retard et que le M5 soit explicitement inscrit dans nos plans.

« Partant de l'idée, qui ne peut être écartée sans réflexion, que les progrès de la défense pourraient permettre à un adversaire éventuel d'annihiler un jour nos sous-marins, il est normal de songer à diversifier nos moyens. Précisons, pour être clair, que nous disposons déjà d'une composante terrestre concentrée au plateau d'Albion, les dix-huit fusées S3, et d'une composante aérienne, les avions Mirage porteurs de missiles — soit une quarantaine de vecteurs. Mais l'un et l'autre seront obsolètes dans dix ans. Nul ne conteste qu'il faille moderniser cet armement. Mon choix est celui d'une composante terrestre qui sera, comme l'actuelle, déployée à Albion. Il est également acquis que pas un franc prévu pour la première composante ne sera détourné au bénéfice de la deuxième, qui recevra ses crédits compte tenu de cette priorité. J'ajoute que si l'on s'interroge sur la capacité des sous-marins à échapper durablement aux techniques de détection, on constate que cette capacité s'accroît, car les techniques de silence et d'invisibilité vont plus vite. Croyez-vous que, sans cela, les Etats-Unis et l'Union soviétique construiraient toujours plus de sous-marins, de plus en plus puissants, de plus en plus volumi-

neux, et pour une durée d'activité de vingt à trente années ? Je considère que là réside, et pour longtemps, notre force principale.

En ce qui concerne la deuxième composante de la force nucléaire, il précise : « On s'oriente vers une trentaine de têtes nucléaires portées par des missiles à trajectoire balistique, comme le M4 ou le M5, mais plus basse, parce que tendue et d'une portée de 3 500 kilomètres au moins, le S4.

« Les études devront en même temps leur pourvoir pour que nous soyons en mesure de construire des missiles air-sol supersónicos à longue portée. Ce n'est pas le cas actuellement.

« Quant au déploiement du S4, j'entends qu'il se fasse à Albion, pas ailleurs. M. Chirac, qui Albion peut être détruit, fût-ce par des moyens conventionnels, reviendrait à ébranler la stratégie de dissuasion. Chacun, chez nous et à l'étranger, doit se convaincre que, Albion ottaguée, nous serions déjà dans la guerre. La dissuasion a pour objet de l'empêcher. Restons dans la logique de notre stratégie.

« La dissuasion, c'est moi »

« Mon refus de disséminer les S4 placés sur des engins mobiles tient à ce que leur dispersion ne changerait pas les données du problème, tout en désignant aux coups supposés la totalité de notre territoire et en risquant de compromettre l'unité du commandement, qui n'appartient qu'au seul président de la République (...). Nous ne revenons au point majeur. On ne peut discuter armes et priorités sans référence à la stratégie. Par exemple, je n'apprécie pas les discours, documents, commentaires où il est affirmé ou sous-entendu que l'arme « tactique » pourrait être employée en appui d'une guerre conventionnelle, ou comme l'ultime avertissement d'une guerre atomique. L'arme nucléaire tactique ne peut être détachée de la stratégie nucléaire globale. C'est pourquoi il convient de préférer les termes « armes préstratégiques » à ceux d'« armes tactiques ». Pour nous Français, toute menace atomique est génératrice des mêmes conséquences.

Après avoir répété « la dissuasion nucléaire, c'est le chef de l'Etat, donc c'est moi », M. Mitterrand considère que son point de vue rela-

tif au refus de l'IDS a prévalu, avant d'assurer qu'en politique extérieure la continuité prévaut : « Sur les grandes questions politiques européennes, alliance atlantique, relations avec l'Union soviétique, politique arabe — et particulièrement au Maghreb —, la politique mitterrandienne n'a pas changé. Avec des inflexions, de-ci, de-là, bien entendu. Un peu plus d'Europe, un peu moins d'Europe, etc. Quant aux tiers-mondistes, au-delà des mots, il n'y a pas eu de contre-épreuve évidente.

« Je ne me plains pas quand je vois le premier ministre comme le faisaient ses prédécesseurs, développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient.

M. Mitterrand qualifie ensuite de « prééminence » ses pouvoirs en matière de politique extérieure et de défense. Il évoque ensuite la politique en Amérique centrale, « qui ne peut se situer en deça des recommandations du groupe de Contadora », le Tchad — dont « on peut prévoir le retour à l'unité et à l'intégrité territoriale » — et l'Europe : « Mes engagements européens, ma conviction européenne vont, je vous l'accorde, au-delà de l'environnement dans lequel je me trouve. Mais aucun reproche ne peut être fait à la France sur sa façon d'appliquer les traités et les obligations qui en découlent, dit-il. Y compris la ratification de l'Acte unique, qui signifie l'achèvement du marché intérieur entre les Douze, d'ici au 1^{er} janvier 1992 ; y compris l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; y compris l'accord avec l'Allemagne sur l'engagement du projet Hermès, l'avion spatial qui joindra la Terre aux satellites et vice versa ; y compris l'accord avec la Hollande sur la disposition du Rhin ; y compris l'accord avec nos dix-sept partenaires européens sur l'Europe... »

Le « dernier mot au peuple s'il le faut »

En ce qui concerne le terrorisme, il précise : « Le gouvernement a la responsabilité de la sécurité publique et de ce qui s'y rattache. Si les décisions mettent en jeu la politique extérieure de la France, j'interviens. En tout état de cause, je me tiens informé.

Quant au fonctionnement des institutions, M. Mitterrand indique :

Au comité central du RPR

M. Chirac : la politique extérieure et la politique de défense ne changent pas

La plupart des membres du comité central réunis samedi 8 novembre à Paris attendaient, avant d'entendre un avis personnel, qu'on leur dise que penser de l'interview de M. Chirac au Washington Times. Ils en ont été pour leurs froids, car, à la tribune, aucun des dix ministres qui ont pris la parole, pas plus que M. Toubon, secrétaire général du RPR, et encore moins le premier ministre, n'a évoqué le sujet.

Chaque ministre a dressé un bilan de son action depuis sept mois et esquissé ses projets. Toutefois, seul M. Chirac, avant d'aborder le problème de la « participation », a longuement improvisé une introduction politique à son propos. Il a affirmé que « les parlementaires de la majorité ont tout lieu d'être fiers de l'action qu'ils ont menée depuis cinq mois ». A plusieurs reprises, M. Chirac a répété : « Nous avons gagné parce que nous étions unis ; c'est parce que nous sommes unis que nous pouvons gouverner ensemble, et c'est parce que nous resterons unis que nous gagnerons, j'en suis sûr, les prochaines élections de toute nature qui se produiront. » Il a aussi ajouté : « L'union de la majorité ne doit être mise en cause par aucune initiative. Elle est saine et restera. A chacun d'en être responsable. » Une sorte de mise en garde et d'incantation qui pouvait avoir valeur d'exorcisme face aux démons de la division qui, à l'approche du scrutin présidentiel, pourraient s'emparer de la majorité elle-même.

Pour conforter la confiance de ses partisans, M. Chirac a aussi souligné qu'au fil des années plusieurs principes établis par de Gaulle avaient recueilli un consensus national.

Contestant que l'hostilité que montraient naguère les socialistes avait aujourd'hui disparu, il a cité les institutions de la V^e République, « les lois adoptées aux caractéristiques psychologiques et sociologiques des Français et qu'en aucun cas nous ne devons changer ». Se félicitant de l'« immense adhésion » que recevait la politique étrangère et la politique de défense qui ont été fondées par de Gaulle, il a noté : « Si l'on voit aujourd'hui les socialistes défendre les options initiales par de Gaulle, on doit en être satisfait mais se rappeler aussi que cela est dû au fait que ces options correspondent à la prise de conscience de l'ensemble des Français. » Et M. Chirac a insisté sur « le paradoxe de certains socialistes qui aujourd'hui nous soupçonneraient de nous éloigner de ce que voulait de Gaulle ».

Le rôle essentiel de l'Etat

Il a surtout insisté en disant qu'il est important que le pays sache éviter « de changer de politique étrangère ou de politique de défense au gré des évolutions de sa politique intérieure ». « Et cela est une force considérable », a-t-il ajouté.

Le premier ministre, qui a rendu un hommage appuyé au secrétaire général du RPR, M. Toubon, pour son « dévouement, son dynamisme et sa loyauté » et qui « conduit l'action militante d'une façon exemplaire », a également félicité M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et M. Edouard Balladur, ministre de l'Etat.

Précisément, M. Edouard Balladur, qui avait ouvert les débats du comité central, a insisté sur la participation définie comme « la liberté profitable à tous et non réservée à

quelques-uns et permettant d'instaurer une véritable démocratie économique ». Mais surtout, M. Balladur a tenu à préciser les rôles respectifs de l'initiative privée, de la « liberté économique » et de l'Etat en disant : « N'oublions pas que nous sommes gaullistes. S'il faut fuir reculer les fonctions que l'Etat a accomplies, n'oublions pas qu'il remplit un rôle essentiel pour fixer les règles du jeu, pour assurer la sécurité, pour garantir les libertés et le système social. Nous ne sommes pas partisans de la destruction de l'Etat. Il n'y a aucune contradiction à vouloir marier le libéralisme et le respect de l'Etat. » En conclusion du bilan de son action, le ministre a déclaré : « Nous ne devons nous laisser aller ni au pessimisme ni au triomphisme. »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, contrastant avec la tonalité générale de ce comité central, s'en est pris avec vigueur aux socialistes qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, « ont intégré dans le corps préfectoral et aussi dans d'autres, et notamment au Conseil d'Etat, et tout extérieur, un certain nombre de leurs militants qui empêchent désormais le Conseil d'Etat d'avoir le recul nécessaire ». Et le ministre a invité ses auditeurs à « avoir une complexité envers ces fonctionnaires ces tarifiés ».

On peut également relever que, emporté par la défense de son projet de lutte contre la toxicomanie, M. Alain Chandon, ministre de la justice, s'est laissé aller à dire : « Ma politique a été déformée par les médias, des médias complices intoxiqués par cette affaire de la drogue ». Ce fut la seule fausse note de ce comité central pour une fois exceptionnellement ouvert à la presse.

ANDRÉ PASSERON.

La bataille d'Albion

Le président de la République persiste et signe : il répète qu'il n'acceptera aucun retard sur la modernisation de la Force océanique stratégique (les sous-marins lance-missiles) et qu'il s'en tient à un déploiement du nouveau missile balistique terrestre, le S4 au plateau d'Albion et pas ailleurs.

Ce double point fut l'un des nœuds de la discussion préparatoire à la rédaction du projet de loi de programme militaire, qui fixe l'équipement, nucléaire et classique, des forces armées françaises entre 1987 et 1991 et qui vient d'être adopté par le conseil des ministres du mercredi 5 novembre. Le chef de l'Etat s'était ému de déclarations antérieures de M. Jacques Chirac et André Giraud pour la construction, sans délai, d'un missile « mobile » destiné à remplacer les bombardiers Mirage-IV et les missiles en silos en Haute-Provence après 1986. Le ministre de la défense avait même précisé qu'il envisageait le Monde daté 29-30 juin de faire des économies sur la modernisation des sous-marins stratégiques pour financer le projet de missile mobile.

Au Point, M. Mitterrand indique que, pour manifester la priorité donnée à la modernisation de la Force océanique stratégique, il a demandé que le programme des missiles M4 (ces missiles à six têtes remplaçant progressivement les missiles M20 à une seule tête embarqués sur les sous-marins) ne connaisse aucun retard. Il précise encore qu'il a demandé l'inscription explicite du programme M5 (ces missiles à une dizaine de charges à bord d'un nouveau modèle de sous-marin stratégique, dit NG) dans les plans d'armement de la loi de programme militaire.

Satisfaction lui a été donnée, avec la texte approuvé en conseil des ministres. Les deux demandes ont été retenues : le programme M4 continuera comme avant, le sous-marin NG sera prêt pour 1994 et le missile M5 le sera avant la fin de ce siècle.

Reste le problème du nouveau missile terrestre. MM. Chirac et Giraud le surnommaient « mobile », c'est-à-dire monté sur des camions blindés qui seraient stockés dans des garages répartis sur des bases militaires en temps de paix et qui commencent à s'écarter, en temps de crise grave, pour rejoindre des emplacements de tir préétablis. M. Mitterrand ne veut pas de ces déplacements sur les routes, qui seraient la désuétude, dit-il au Point, de désigner la totalité du territoire aux coups adverses : il s'en tient à une dispersion de ces missiles, les S4, dits à déploiement aléatoire, dans les silos d'Albion pour remplacer les actuels missiles fusés S3 de Haute-Provence.

Le chef de l'Etat rejoint là la thèse de son ancien ministre de la défense, M. Charles Hernu, exposée dans le Monde du 8 avril dernier. Mais, sur ce point précis, la loi de programme militaire est bien plus floue et plus ambiguë que lors du problème précédent de la modernisation des sous-marins. Elle lance les études du S4. Elle n'évoque pas son mode de déploiement. « La présidence de la République peut décider ce qu'il veut », a expliqué M. Giraud, lorsqu'il est président. « En clair, le ministre de la défense a choisi de reporter à après 1988-1989, c'est-à-dire après les prochaines élections présidentielles, le mode de déploiement du S4 d'abord à Albion, ensuite en dehors du site.

J. L.

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Fabius : « légèreté »

M. Laurent Fabius, invité dimanche 9 novembre du « Grand Jury RTL-Le Monde », a affirmé, à propos de la politique proche-orientale du gouvernement : « On a le sentiment d'un incessant va-et-vient dans les affaires très difficiles, mais dans lesquelles il faut essayer de s'en tenir à une ligne et à une seule (...). Il y a dans tout cela beaucoup de légèreté ».

Interrogé sur les contrats de vente d'armes conclus, dans le passé, avec la Syrie, l'ancien premier ministre a notamment déclaré : « Lorsqu'on fait allusion à ces contrats, il faut remonter non pas, aux années 1981, 1982 et 1984, mais à l'année 1975. C'est cette année-là, alors que M. Chirac était premier ministre, que des contrats de ventes d'armes fort importants ont été passés avec la Syrie. Puis il y a eu destruction de ces armes, qui avaient été vendues par la France au cours des différents affrontements. En 1982, le problème du renouvellement de ces contrats a été posé. Ils ont été renouvelés. En 1984, une nouvelle demande a été formulée, extrêmement importante. Le gouvernement français a décidé de s'accorder des armements que dans une proportion modeste par rapport à la

demande (...). Ces contrats n'ont, en fait, pas été exécutés.

Cela veut dire que le nouveau gouvernement, en 1986, n'a pas innové dans l'attitude à l'égard de la Syrie, et il n'a eu raison de ne pas le faire car les contrats de 1984, je le répète, n'avaient pas été exécutés.

M. Fabius a également affirmé qu'« à aucun moment il n'y a eu de tractations » pour libérer Georges Ibrahim Abdallah, de la part de son gouvernement.

« M. Jospin : une thèse extravagante... Réagissant à l'interview de M. Chirac au Washington Times, M. Lionel Jospin, tout en se refusant à porter un jugement sur le fond, a estimé lundi sur Europe 1 que « cette affaire n'est pas très bonne pour le crédit d'un de la France en tant que premier ministre français ». Interrogé sur la mise en cause des services secrets israéliens, il a déclaré que « cela paraît un peu fou, quand on sait ce qu'est l'Etat d'Israël, sur quoi il a bâti sa propre histoire (...), que l'un puisse imaginer une thèse aussi extravagante et aussi effroyable ».

مكتبة المجلد

صكمانه المرحله

Politique

Le VI^e congrès du CDS

METZ

de nos envoyés spéciaux

Les militants du CDS qui quittaient Metz, où venait de se tenir, les 7, 8 et 9 novembre, leur sixième congrès, se sentaient tout ragaillardisés d'appartenir à un parti qu'ils ne croyaient pas susceptible de les surprendre eux-mêmes. Pendant trois jours, les quelque deux mille quatre cents congressistes regroupés par régions dans la salle du parc d'expositions toute de bien tendue ont accepté plutôt bon gré que mal gré de se laver d'un complexe polymorphe d'infirmité.

Où, ils étaient capables de se moderniser sans pour autant tomber dans ce que leur secrétaire général, M. Jacques Barrot, appelle la « dictature du look ». Où, ils étaient prêts à assumer l'héritage

démocrate-chrétien, les références au MRP sans pour autant apparaître passésistes au point de ne donner la parole à l'une des « figures » présentes, M. Pierre Pflimlin, président de l'Assemblée des Communautés européennes, qu'au cours d'un déjeuner dans des circonstances peu propices à une grande attention. Où, ils pouvaient surmonter le dilemme entre leurs faveurs pour M. Raymond Barre et le soutien à « leurs » ministres. Où, ils étaient à même de clarifier leurs options sans pour autant cultiver à l'excès la petite musique de la différence. Où, eux aussi avaient un « présidentiable » avec M. Pierre Méhaignerie. De quoi les étonner eux-mêmes et ajouter à leur satisfaction d'être les « partis frères ». Scandant le nom de « Barrois », arboré au même temps que MM. François Léotard et Jacques Toubon, qui, tout comme MM. André Rossinot et André Santini, avaient fait le

voyage de Metz, la salle n'a pas non plus manqué à plusieurs occasions de manifester son soutien à M. Bernard Stasi, qui s'est gardé tout au long du congrès de tout propos susceptible de compromettre son élection le 2 avril prochain à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

« Sans état d'âme, un parti n'est qu'un régime » : cette réflexion de M. André Dignat illustre le revers de la médaille ; « Nous n'avons jamais assisté à un congrès du Parti communiste soviétique, maintenant nous savons ce que c'est » : cette autre remarque de militants ou encore les reproches de « verrouillage » d'un Eugène Claudius-Petit, montrent que le passage d'une « famille » à un véritable parti, avec une ligne politique imposée et une seule, peut se révéler douloureux.

D. C. et A. Ch.

« Le candidat de l'UDF doit être celui qui a l'expérience et le poids le plus lourd »

Le CDS et le gouvernement.

M. Méhaignerie, président, ministre de l'équipement, au logement, de l'aménagement du territoire et des transports : « Au sein du gouvernement nous avons participé aux grandes orientations, défendu nos positions. Elles ont souvent prévalu, pas toujours, mais nous pouvons, sur l'essentiel, nous reconnaître dans l'action gouvernementale. »

M. Barrot, secrétaire général : « On accepte que le gouvernement n'aie pas, dans certains domaines, aussi loin qu'il le faudrait. On ne veut pas accepter qu'il se trompe de direction ou retourne en arrière, rendant plus difficile par la suite le vrai redressement. (...) Nous savons qu'un parti important, surtout lorsqu'il compte le chef du gouvernement dans ses rangs, est inévitablement soumis à des tentations hégémoniques. Nous sommes fermes et nous serons fermes. Nous n'accepterons pas que l'action du gouvernement puisse contribuer à établir l'hégémonie de l'un des partis de la majorité. »

Le CDS et la cohabitation.

M. Lecanuet, président de l'UDF : « La France [admet] la cohabitation parce qu'elle ne veut pas ajouter à la crise de l'emploi, à la crise politique, à la crise de l'emploi. Elle n'en souhaite pas la perpétuation après 1988. C'est une situation d'attente, d'expectative, de détermination... » Se déclarant d'accord sur ce point avec M. Raymond Barre, il ajoute que les Français, après cette

période d'« oscillation », « voudront retrouver dans la même ligne un président de la République, un gouvernement et une majorité ayant les mêmes aspirations. »

M. Stasi, député de la Marne, évoquant le dossier particulier de la défense : « Ce qui compte et ce qui est grave, c'est que le fond du débat a été sacrifié sur l'autel de la cohabitation. Certes, on peut se réjouir que des divergences sur la défense n'aient pas fait capoter la cohabitation, mais je regrette que le débat sur la défense n'ait pas été tranché au fond. »

Le CDS et 1988.

M. Méhaignerie : « Nous ne sommes pas le parti du vague à l'âme. J'en ai assez qu'on vienne nous prendre le poids tous les matins. Nous, nous sommes en pleine forme, moi, je suis en pleine forme. Je suis entièrement au gouvernement, entièrement dans l'UDF, entièrement dans la majorité (...). Lorsque les présidentielles viendront, nous soutiendrons au premier tour le candidat de l'UDF, parce que c'est notre famille, et au deuxième tour, quel qu'il soit, le candidat de la majorité, parce que c'est notre majorité. Pour que ce candidat unique de la majorité puisse être celui de l'UDF, nous disons qu'il ne doit y avoir qu'un seul candidat de l'UDF et qu'il doit être celui qui a l'expérience et le poids le plus lourd dans notre famille politique. »

M. Lecanuet : « Tout l'avenir politique de la France se jouera en 1988. Si le centre gagne, il entraînera des fractures dans le PS, qui ne tient son unité que de sa présence à l'Elysée. Si le centre gagne, un remembrement politique sera possible. »

M. Barrot : « La préparation de l'élection présidentielle représente pour l'UDF et le CDS la chance de recroquer, de clarifier et d'ordonner son message, qui doit apparaître comme un centrisme authentique ouvert et autonome. On ne peut pas se réclamer du centre et laisser, par

apparu que nous étions en désaccord avec la politique européenne. »

Évoquant la ratification de l'Acte unique européen, il précise : « Il est évident que ce traité doit être ratifié tel quel sans adjonctions ni réserves. » Puis il propose : « Il faut avancer ou moins dans quatre domaines : la monnaie, la mise en place du marché intérieur », à propos duquel il lance « l'idée d'organiser au sein des gouvernements économiques et sociaux de notre pays une grande concertation nationale pour la France en Europe », le développement de la recherche scientifique et technique. » Quant au quatrième, il assure : « Nous devons continuer à nous attacher aux symboles européens. Le drapeau, l'hymne, le passeport uniforme, sont des signes importants de l'unité européenne. Il nous faut poursuivre : la décision que nous avons prise lundi dernier de faire tomber, très prochainement, les passeports « douane » aux frontières de nos douze pays, va dans ce sens. »

Le CDS et... le CDS

M. Bayrou, secrétaire général adjoint, définit les cinq « traits de caractère » : « l'esprit de résistance », « l'esprit de réconciliation », le défi de « l'abaissement » de la France, « l'esprit de compétition », « l'esprit de solidarité », d'autant plus nécessaires pour éviter que les tensions ne s'exaspèrent, « l'esprit de réforme » et « l'esprit des bottes », ces deux derniers mots de l'Europe. Il conclut : « Ce qui va changer avec nous, ce qui va changer avec le centre, ce n'est pas seulement un parti, c'est la politique toute entière de la France, dont nous allons devenir l'axe et le pivot. »

M. Méhaignerie : « Il y a le temps des labours, le temps des semailles et le temps pour la moisson (...). Je suis décidé à poursuivre la montée en puissance du CDS, le renforcement de son implantation, de son influence, de son rôle. Il faut, aujourd'hui, concentrer ses efforts sur la formulation et sur la personnalisation de ses idées et de ses ambitions. »

Le CDS... et 1995.

M. Arthuis : « En 1995, je l'espère vivement, nous présenterons un candidat issu de nos rangs. Notre présidentiable, avant tout autre, ne peut être qu'un authentique centriste. Résumant toute présomption d'indigence, notre présidentiable, dans une logique « centriste », doit être CDS. En d'autres termes : « nous, c'est nous ! » Pierre Méhaignerie, tu es porteur de nos convictions et de notre espoir ! »

M. Gœlle, secrétaire d'Etat à la mer : « Notre mouvement a montré qu'il avait un véritable patron : Pierre Méhaignerie. »

Le CDS et le PS

M. Méhaignerie : « Dialoguer, c'est sortir du Moyen Âge politique. Les alliances, c'est autre chose. Le dialogue n'empêche pas que chacun appartienne à sa famille de pensée. Chaque famille bouge, évolue, et c'est vrai que le camp de la gauche a changé. Beaucoup mais pas assez, et si l'on peut déjà travailler avec des socialistes sur des sujets particuliers, on ne peut toujours pas travailler avec le Parti socialiste, qui n'a plus aujourd'hui de projet, qui est encore intolérant et qui n'est pas décidé à s'attaquer aux trois faiblesses qui sont la cause de notre situation d'aujourd'hui : les rigidités excessives, l'inadaptation de notre système éducatif, l'impotence exagérée du secteur public. »

M. Barrot : « Quelques socialistes cherchent à se recroquer. Mais la plupart d'entre eux restent trop liés à un PS prisonnier des réflexes et des réflexes de l'union de la gauche. Les démons ne sont pas conjurés, et si Michel Rocard croit pouvoir éviter de choisir entre le soutien du Parti socialiste et la mise à jour de son langage, il se fait sans doute des illusions. »

Les instances dirigeantes

M. Pierre Méhaignerie a été réélu président du CDS par 844 voix (soit 95,58 %) sur 883 votants et 1 267 inscrits. M. Jacques Barrot a été réélu secrétaire général par 827 voix (soit 93,5 %) sur 883 votants et 1 267 inscrits.

Ont d'autre part été élus au bureau national :

Six vice-présidents : MM. Jean-Marie Daillat, Jean-Charles de Vincent, Pierre Bernard-Raymond, M^{me} Nicole Barrot, M^{me} Roger Parrot et Yves Marchand.

Neuf secrétaires nationaux : MM. Monique Badanas, M^{me} Hugues Bougues, Arnaud Cazin d'Homninhuet, François Froment-Meurice, Claude Goeuven, Albert Kelaydjian, M^{me} Annik Lavaure, M^{me} Joseph Macé-Scaron et Yves Pozzo di Borgo. M. de Vincenzi ayant été élu vice-président, son poste de secrétaire national devrait être pourvu lors du prochain conseil politique.

Dix militants non parlementaires, membres du bureau national : MM. Pierre Lescaranda, Jean-Luc Forget, Jean Chelid, Didier Cazabonne, François Bordry, Marcel Roques, Jacques Miquel, Pierre-Yves Teitgen, M^{me} Martine Lambusier-Foina et M. Jean-Laurent Charnay.

quelques mousquetaires, percer en son sein des accents à tonalité ultra-conservatrice ou ultralibérale. (...) Nous devons soutenir un vrai « présidentiable » et non une candidature de témoignage vite suspecte parce que perçue comme un arrangement préalable. »

Le CDS et M. Barre :

M. Barrot : « Quand Raymond Barre affirme à Scy-Chazelles sa volonté de construire l'Europe, il rencontre nos convictions premières. Quand il préconise à Lille une entreprise moderne et humaine, faisant une place plus large aux salariés, quand il se prononce pour le personnelisme social, il fait écho à nos traditions humanistes les plus prononcées. Ces convictions partagées rendent le dialogue fructueux et enrichissant. La relation ainsi établie présente une double chance : elle rapproche de nous des hommes et des femmes qui soutiennent Raymond Barre et qui apprécient chez nous une expérience militante. Certains d'ailleurs nous ont déjà rejoints, et nous nous en réjouissons ; elle peut permettre demain la jonction entre notre courant de pensée et un homme d'Etat de dimension internationale. »

Le CDS et l'Europe

M. Besson, ministre chargé des affaires européennes : « Nous sommes à l'intérieur de la majorité, le fer de lance de la construction européenne (...). En 1962, nous sommes même allés jusqu'à quitter le gouvernement et à entrer dans l'opposition lorsqu'il nous est

Toutes les audaces

Le MRP est-il de retour ? Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce congrès de Metz d'avoir vu les centristes résolument tournés vers l'avenir, se préparant enfin à donner du CDS une image moderne et attrayante et de les avoir entendus, dans le même temps, multiplier, avec une rare insistance, les références à leurs anciens du Mouvement républicain populaire.

Comme s'ils avaient redécouvert soudainement les vertus de leur passé, comme s'ils prenaient conscience que ce qui fut accompli avant-hier pourrait être recommencé demain. On les a entendu citer Emmanuel Mounier, Marc Sengnier, Robert Schuman (!), magnifier l'esprit de résistance, rappeler aux plus jeunes que le MRP était né de l'Occupation ; évoquer le « grand élan politique » nécessaire aujourd'hui, comme il le fut pour installer ce puissant mouvement social d'après-guerre.

Après dix années d'armements en tout genre, le CDS a tenu à manifester, au cours de ce sixième congrès, sa volonté et sa capacité de rassemblement au centre, sa vocation à constituer, entre conservateurs et socialistes, une troisième force remembrée. Refus des manichismes et des égoïsmes, approche plus humaine et plus concrète des problèmes du pays, persévérance au CDS, ne doute plus « que la France est devenue centriste » et qu'est donc arrivé le temps pour leur parti d'engranger la moisson.

Première récolte : l'élection présidentielle de 1988. Telle qu'elle est vécue présentement, la cohabitation n'est, aux yeux des centristes, ni durable, ni enviable pour permettre le redressement urgent de l'économie du pays.

L'avis est loin d'être partagé à l'intérieur même de l'UDF, mais, à Metz, les centristes ont persisté et signé : cette cohabitation-là ne peut devenir un modèle institutionnel. Cependant, fidèles au vieux rêve MRP de l'« harmonie sociale », ils préfèrent à cette cohabitation artificielle du moment la perspective d'une cohabitation naturelle et sans drama, qu'ils pensent être les seuls à pouvoir susciter.

Comment ? En continuant d'abord d'accorder leur confiance à M. Raymond Barre. Sans la moindre équivoque, leur soutien lui a été renouvelé à Metz. Avec lui à l'Elysée, avec comme on le dit dans leurs rangs, « ce centriste qui a compris le gaullisme », ils pensent être en mesure de capter une partie de l'héritage chiracien qui, fatalement, sera à saisir en cas d'échec du maire de Paris. Ils font aussi confiance « à leur patron », qui s'est imposé comme tel au cours de ce congrès, M. Méhaignerie, pour ouvrir la porte vers la gauche.

On a pu noter à Metz qu'aucun des dirigeants centristes n'a rejeté cette hypothèse d'un recentrage des

socialistes. M. Lecanuet reconnaissant même que M. Mitterrand était « le dernier maître qui tenait la tente ». Si le mât cède, les centristes sont déjà prêts aujourd'hui à « des alliances non pas avec le Parti socialiste, précise M. Méhaignerie, mais avec des socialistes ».

La CDS change, le CDS bouge et se prépare au changement. « Nous sommes bien les seuls à pouvoir dépasser les clivages, réduire les oppositions, déplacer les frontières et briser les conformismes », affirme M. Jacques Barrot.

Les centristes ont déjà aussi un œil sur 1995. La candidature à l'Elysée de M. Méhaignerie a été lancée. Une façon de suggérer que l'homme pourrait être testé auparavant à Matignon, Premier ministre ? « Pourquoi pas ? », répond d'ailleurs l'intéressé.

M. Barre à l'Elysée, M. Méhaignerie à Matignon, le CDS parti fort à l'Assemblée, ce congrès de Metz aura décidément été le congrès de toutes les audaces.

DANIEL CARTON.

Le MRP

Né en 1944, issu directement de la Résistance, le Mouvement républicain populaire se situait dans la ligne des idées de la démocratie chrétienne. Considéré comme le rampart des classes moyennes contre le communisme, premier parti de France en 1946, le MRP n'a cessé dès lors de reculer tout au long de la IV^e République, au cours de laquelle il était de tous les gouvernements, à l'exception de celui de Pierre Mendès France. En 1958, rattaché au général de Gaulle, dont il se sépara en 1962 sur la question européenne, le MRP, après les tentatives déferissantes en vue d'une grande fédération et la candidature de M. Jean Lecanuet à l'élection présidentielle de 1965, se dissout dans le Centre démocrate en 1968.

Parmi les grandes figures revendiquées par le MRP, Robert Schuman, né en 1886, surnommé le père de l'Europe, s'est illustré par la rapprochement entre la France et l'Allemagne, aboutissant à la déclaration du 9 mai 1950 sur l'Europe unifiée. Quant à Marc Sengnier (1873-1950), fondateur du mouvement Le Sillon, il a animé tout un courant visant à réconcilier l'Eglise et la République, et à définir ce que pourrait être le catholicisme social. Enfin, Emmanuel Mounier (1905-1950), fondateur de la revue *Esprit* en 1932, a rassemblé autour d'une idéologie personnelle les partisans d'une troisième voie arrachant l'homme à l'oppression du totalitarisme et du capitalisme.

Un voyage de 10 jours

MEXICO ACAPULCO
FORFAIT 6320'
Valable 10 jours
à partir de

• Vol Aeroméxico Paris-Mexico
• 4 nuits à Mexico à l'hôtel Genève ou Président
• Vol Aeroméxico Mexico-Acapulco
• 4 nuits à Acapulco à l'hôtel Castel ou Mirador
• Vol Aeroméxico Acapulco-Mexico-Paris
* du point de départ

MEXICO
ACAPULCO

Vois réalisés par
aeroméxico
un voyage
Carrefour du Mexique
Renseignements : 12, rue Sainte Anne
75001 Paris. Tél : 16 17 42-36-54.17
et dans les agences de voyages

le numéro dans tous les kiosques : 30 francs

La Revue des Deux Mondes

Maurice SCHUMANN :

"LES ETATS-UNIS ET LA RUSSIE SOVIETIQUE, CONTRE L'EUROPE".

Jacques CHIRAC :

"AVANT LES PRESIDENTIELLES, MON PROGRAMME".

"L'AVENIR DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE".

par Maurice KRIEGER, directeur de General Motors.

La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université, Paris VII^e
Tél : 42.61.21.49

POUR MIEUX CONNAITRE NOTRE TEMPS
Profitez de cette offre d'introduction et recevez GRATUITEMENT la 1^{re} livraison d'un abonnement de six mois à la Revue des Deux Mondes.
Faites-nous parvenir votre règlement sans tarder et ne payez que : 125 F.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université / 75007 Paris

L'interview de M. Yves Chaler sur le Carrefour du développement

Le mystérieux manipulateur

Retour à la situation : si l'on en croit son interview donnée au *Point*, M. Yves Chaler était protégé par « l'un des responsables de la police au ministère de l'Intérieur ». Lundi 10 novembre, le ministre se refusait toujours à commenter les affirmations de l'ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci. Le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, aimerait sûrement vérifier la validité de cette révélation. Encore faudrait-il qu'il puisse entendre M. Yves Chaler dont l'avocat, M. Xavier de Roux, nous a assuré que son client se présenterait devant la justice « pas demain, mais dans un avenir proche ».

Un fait en tout cas s'est pas contestable : lorsqu'il officiait au ministère de la coopération, M. Yves Chaler avait des contacts suivis avec le ministre de l'Intérieur. Chargé d'assurer la liaison avec le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), c'est, entre autres, vers cet organisme qu'il s'est tourné lorsqu'il s'est agi de préparer le sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984.

Le dossier instruit par M. Jean-Pierre Michau comporte plusieurs traces de l'intervention du SCTIP, dont l'un des responsables, le commissaire divisionnaire Jacques Delebois, suivait les activités à Bujumbura.

Ancien de la DST, qu'il a quittée après l'affaire des micros du *Canard enchaîné*, en décembre 1973, le commissaire Delebois, promu chef du SCTIP après les élections de mars 1986, était à l'époque numéro deux du service. Dans plusieurs procès-verbaux, le colonel Victor Tito, adjoint au chef de la mission militaire au ministère de la coopération, aujourd'hui inculpé de faux en écriture, reçoit d'abus de confiance, à cet égard.

Selon ce militaire, le commissaire Delebois aurait assisté à plusieurs réunions interministérielles en vue de préparer le sommet de Bujumbura. C'est à lui, a encore déclaré le colonel Tito, que M. Yves Chaler a remis une forte somme d'argent en liquide pour assurer le défraîchement d'une vingtaine de fonctionnaires du SCTIP dépêchés sur place afin d'assurer la sécurité des participants. C'est également le commissaire Delebois qui aurait payé, grâce à de l'argent remis par M. Yves Chaler, les « barbouzes » recrutés dans la crainte d'une attaque libyenne lors du sommet.

Deux barbouzes, déjà utilisés lors de l'opération Maïta au Tchad, auraient alors été recrutés avec mission d'organiser une équipe de protection. Dotés de faux papiers par un fonctionnaire du ministère de la coopération, ces deux hommes semblent avoir reçu une forte somme d'argent pour réunir une équipe dont personne

n'a retrouvé la trace. L'argent, pour tout, a bel et bien été versé. A qui ? C'est ce qu'aurait voulu le juge d'instruction, qui souhaiterait entendre prochainement le commissaire Delebois.

Le mécanisme des fausses factures

Deuxième point fort de l'interview d'Yves Chaler au *Point*, les accusations portées contre M. Christian Nucci et M. Guy Penne. Tous deux, selon M. Chaler, commencent « avec plus ou moins de précisions » le mécanisme des fausses factures permettant de récupérer de l'argent liquide destiné à diverses opérations. Selon M. Yves Chaler, M. Nucci aurait financé de la sorte une partie des dépenses électorales de son parti dans l'Isère. Une telle accusation avait déjà été portée par M. Philippe Leroy, le transporteur aujourd'hui inculpé d'abus de confiance et de faux en écriture.

M. Yves Chaler récidive en affirmant que le ministre aurait assisté en personne, dans les locaux du ministère de la coopération, à la remise de 500 000 francs en liquide. Cette somme aurait ensuite été convoyée à Beaurepaire, ville dont M. Nucci est le maire, « par un collaborateur proche du ministre ». Dans les milieux de l'enquête, on confirme que plusieurs collaborateurs de M. Nucci et M. Mermet auraient bien été payés avec de

l'argent qui semble notamment provenir de Carrefour du développement. Ces sommes, néanmoins, ne dépasseraient pas 125 000 francs, tirés en chèque sur le compte joint Nucci-Chaler.

M. Yves Chaler demeure, en revanche, particulièrement évasif sur les malversations qui lui sont personnellement reprochées. Il s'agit à de nombreuses fois plus importantes puisqu'il pourrait avoir à répondre d'un détournement s'élevant, pour l'instant, à 2 500 000 francs.

Tout cela ne représente qu'une partie des sommes détournées à travers Carrefour du développement. Les derniers relevés font état de dépenses non justifiées à hauteur d'environ 28 millions de francs : 18 millions à l'occasion du sommet de Bujumbura, — qui a coûté 50 millions à l'association, — 10 millions à la faveur d'autres commandes passées par le ministre. Carrefour du développement aurait notamment payé à l'association humanitaire de M. Marthe Mercadier, l'ITPPE, le transport vers l'Afrique de matériel médical pour une somme de 5 millions et demi de francs. Or, les enquêteurs ont découvert que le matériel n'a jamais été livré. L'argent, pense-t-on, serait resté dans les poches de M. Chaler et Leroy dont la société assurait les transports africains de l'ITPPE.

CORINE LESNIES
et GEORGES MARION.

La solitude de Sébastien

TOULON

de notre correspondant

Un enfant de neuf ans, seul, dans le hall d'un aéroport. Non pas perdu, mais seul, parce que ses parents divorcés ne veulent pas de lui. Un enfant punching-ball. Sébastien, que son père, policier à Paris, et sa mère, secrétaire médicale à La Seyne (Var), se renvoient comme une balle.

La jour de la Toussaint, Sébastien arrive à Hyères par l'avion en provenance de Paris. Il a passé quelques jours de vacances chez son père. Sa mère n'est pas venue l'attendre, et elle ne viendra pas. L'hôte ne réagit pas à la joindre et prévient alors la commissariat de police, qui prend contact avec le père. Celui-ci ne comprend pas : « Hier, j'ai laissé un message sur le répondeur téléphonique de mon ex-femme pour l'avertir du retour de Sébastien. » Mais l'enfant est là, seul. La mère ne peut cependant se déplacer et venir le reprendre car il s'agit d'un problème à régler avec son assurance.

La mère apprend par la presse la mésaventure de son enfant. Elle est absente de chez elle, en traitement pour état dépressif. Quand, jeudi 6 novembre, le juge des enfants la reçoit, elle présente un certificat médical pour ne pas reprendre en charge Sébastien. Reçu aussi par le juge, le père maintient son refus : « C'est à mon ex-femme qu'on a confié Sébastien, qu'elle le garde. Ses certificats médicaux, je n'y crois pas. » Puis à est reparti à Paris rejoindre sa seconde femme enceinte. De son côté, la mère est retournée se reposer auprès de son nouveau compagnon.

Sébastien a été accueilli au Centre départemental de l'enfance du Pradet, à 20 km de Toulon. Il attend, Vendredi 7 novembre, le juge lui a expliqué que la situation est difficile. Il a pris une décision de placement qui, de fait, revient à un retrait de la garde aux parents. « Cela ne m'aide plus tard », espère Sébastien ; mes parents, ne vont pas aller en prison à cause de moi, au moins ?

JOSÉ LENZINI.

« Le ministre couvrait tout »

« J'ai accepté de manger la droite jusqu'à présent, parce que j'avais des protecteurs de ce côté-là. Mais j'ai le sentiment d'avoir été manipulé. Il faut que je m'explique, que je fasse exploser l'affaire », affirme M. Yves Chaler, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci dans une interview recueillie par nous. Confirmer Jean-Marie Pontaut et publiée dans le numéro du *Point* du 10 novembre. En fuite depuis plus de six mois, l'ancien trésorier de l'association Carrefour du développement Indiqua qu'il refait surface car il a été « profondément choqué » par l'incarcération de son ami, Maguy Baquian, devançant, estime-t-il, « l'étape de la justice française ».

Le 29 avril, Indiqua-t-il, « j'ai mon premier contact avec un ami, l'un des responsables de la police au ministère de l'Intérieur ». « Il m'a conseillé de partir par Bruxelles et Londres et il m'a donné un contact au Brésil... » Avant que je ne quitte la France, on m'avait demandé de préparer un rapport sur l'affaire. On me relance à Rio. Je fais donc le rapport en question, que je confie à un intermédiaire qui le remet à mon ami de l'intérieur le 23 mai à Rio. « J'ai été extrêmement étonné d'apprendre qu'il avait été déposé dans la boîte aux lettres personnelle du nouveau ministre de la coopération, M. Michel Aurillac ».

« On me dit que tout cela va se tasser. On me demande de nouveaux renseignements (...). Un jour, on m'apporte même, de France, un faux passeport parfaitement en règle. De temps en temps, mon ami policier me dit qu'il en parle à son chef ».

Le 11 octobre, affirme M. Chaler, alors que Maguy Baquian a été interpellée, deux hommes de la Brigade financière

de la police judiciaire téléphonent à Rio chez son hôte. Le 13, M. Chaler est informé que « tout s'arrange ». Mais Maguy a été écrouée et le juge Michau transmet aux autorités brésiliennes une demande d'arrestation provisoire, comportant l'adresse de M. Chaler. « Mon ami policier me téléphone. Il me conseille de fuir vers le Paraguay, de prendre contact avec le juge Michau (...) et de lui dire que je suis prêt à me rendre, quand il n'y aura plus qu'un seul gouvernement en France. En d'autres termes, quand la cohabitation sera terminée ».

« Avec l'accord de Guy Penne »

M. Chaler revient ensuite sur le coût du sommet de Bujumbura (Burundi) en 1984. « Nous avons dû engager des barbouzes, recrutés, bien entendu avec l'accord de Guy Penne », le conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines. Pour ces opérations régies en liquide, a été monté le mécanisme des fausses factures. « Le ministre couvrait tout. Et Guy Penne suivait le dossier ».

L'ancien chef de cabinet met aussi en cause M. Nucci pour le financement de la campagne électorale du PS dans l'Isère. Le transporteur Philippe Leroy a remis 500 000 francs provenant de fausses factures en présence de M. Nucci, affirme-t-il. « Une partie de la campagne électorale a été financée sur le fameux compte joint que je détenais avec Christian Nucci. Je réglais ainsi les salaires de deux secrétaires, d'un chargé de mission, d'une conseillère régionale de l'Isère (collaboratrice de Louis Mermaz), les cotisations au PS et à l'URSSAF ».

M. Chalandon : le procès de Georges Abdallah pourrait être retardé

Les indices recueillis à Strasbourg contre Georges Ibrahim Abdallah « peuvent retarder l'avancement du procès », de responsable des Fraternité musulmane libanaise (FARL) qui aurait pu « avoir lieu vers la fin de l'hiver ou du début du printemps », a indiqué dimanche 9 novembre, le ministre de la justice, M. Alain Chalandon au « Club de la Presse » d'Europe 1.

Ces « éléments nouveaux » sont les indices révélés récemment après avoir donné un an dans des scellés judiciaires — relatifs au rôle éventuel joué par Georges Abdallah dans la préparation de l'attentat manqué contre le consul général des Etats-Unis à Strasbourg, le 26 mars 1984 (le *Monde* daté 9-10 novembre).

Le responsable des FARL purge actuellement une peine de quatre ans d'emprisonnement pour association de malfaiteurs. Il est d'autre

part accusé à Paris de complicité dans l'assassinat de diplomate américain Charles Ray, le 18 janvier 1982, et de diplomate israélien Yacov Barakimov, le 3 avril de la même année.

Si les Etats-Unis demandent l'adjonction du dossier strasbourgeois, qui était en voie d'extinction, au dossier parisien, [cela] risque effectivement de prolonger un peu l'instruction. Ce qui pourrait donc se traduire par un déferement très rapide devant la cour d'assises, peut être retardé d'un peu », a précisé M. Chalandon.

« Si on n'a pas pour cette réunion des deux dossiers à Paris, il est vraisemblable que le représentant des Etats-Unis et l'avocat qui représente les Etats-Unis, M. Klejman, se portent partie civile à Strasbourg pour que l'action judiciaire se poursuive », a ajouté M. Chalandon.

En tout état de cause, « dans le cadre de la politique de fermeté qui a été celle du gouvernement et particulièrement la même dans cette affaire, je souhaite que ce terroriste aille devant la cour d'assises et soit jugé par le jury populaire », a déclaré le ministre.

CORRESPONDANCE

Le sort de M. Khouma

A la suite de la parution dans le *Monde* du 5 novembre d'un article intitulé « M. Alain Marsaud contre les déstabilisateurs », nous avons reçu une lettre de M. Daniel Stein, l'avocat de M. Mamadou Khouma mentionné dans cet article. Pour suivre pour infraction à la législation sur les stupéfiants, M. Khouma avait été maintenu en détention par M. Marsaud contre l'avis du parquet. Il a été, depuis, mis en liberté par d'autres magistrats.

Je m'étonne, écrit M. Stein, que mon client ait été nommément cité dans cet article, alors que l'affaire pour laquelle il est inculpé n'a pas encore été jugée. Il va de soi que le responsable de la « fuite » l'a ainsi placé dans une position délicate au regard des autorités judiciaires.

Il est clair que l'information rapportée ne provient ni de mon cabinet ni de mon client, qui s'aurait jamais pris une telle initiative avant que son affaire ne soit définitivement jugée. Parfaitement enseveli de l'importance que revêt la liberté d'information, j'estime que la parution de cet article ne présente pas un caractère d'urgence tel qu'elle s'aurait pu être diffusée de quelques jours.

FAITS DIVERS

Dans les Hauts-de-Seine

Explosion due au gaz : deux morts, treize blessés

Deux personnes — un enfant et un adulte — ont été tués et treize autres blessés dans une violente explosion, vraisemblablement due au gaz, qui s'est produite lundi 10 novembre, vers 2 heures du matin, dans un immeuble de Malakoff (Hauts-de-Seine).

L'explosion a en lieu un premier étage d'un bâtiment d'une cité

RELIGIONS

Le voyage du pape à Lyon a coûté plus cher que prévu

Les deux chapiteaux géants qui ont abrité Jean-Paul II, les 4 et 5 octobre derniers, lors de sa visite à Lyon, au cours des rassemblements d'Europe et du stade de Gerland, sont en vente. Chacun de ces vélums a une surface de 550 mètres carrés et pèse 700 kilos. Leur coût : 350 000 et 400 000 F pièce.

Cette vente permettrait d'éponger une partie du déficit, plus important que prévu, provoqué par la visite de Jean-Paul II. L'estimation de 10 millions, pour laquelle il avait été fait appel à la solidarité des fidèles des quatre diocèses visités, est largement dépassée. A elles seules, les deux manifestations d'Europe et de Gerland ont coûté 8 millions de francs et n'en ont rapporté que deux (collectes, ventes de foulards, de livres et de places).

« Pourtant, rien n'a été fait dans le luxe, dit le Père Joatton, vicaire

épiscopal de diocèse de Lyon, bras droit du cardinal Decourtray. Nous avons seulement recherché la beauté et souhaité pouvoir accueillir le plus de monde possible ». Le conseil régional devrait prochainement débiter sa subvention promise de 1,5 million de francs. Mais l'Eglise compte surtout sur ses fidèles. L'archevêque de Lyon a lancé une souscription en direction des catholiques de son diocèse.

Il se donne deux mois pour récolter les 3 millions qui lui manquent. « Il s'est adressé prioritairement aux Lyonnais pour ménager leur fierté », commente le père Joatton. Chaque jour, nous recevons une centaine d'enveloppes et un dixième de la somme requise a déjà été rassemblée. La situation n'est pas dramatique !

RAPHAËLE RÉROLLE.

La béatification de Mgr Escriva de Balaguer fondateur de l'Opus Dei

Le Vatican choisit la voie express

Un peu plus de dix ans seulement après sa mort, le 26 juin 1975, à l'âge de soixante-trois ans, la béatification du fondateur espagnol de l'Opus Dei, Mgr Jose-María Escriva de Balaguer, est un fait aujourd'hui presque acquis.

A l'issue d'une enquête menée à Madrid et à Rome, dans des conditions de célérité exceptionnelle — elle avait été ouverte en 1981 — le cardinal Ugo Poletti a conclu de manière positive, le samedi 8 novembre, la première partie de la procédure, portant sur la reconnaissance de « l'héroïcité des vertus » de prélat espagnol.

Deux miracles lui ont été attribués. Le dossier a été transmis à l'organisme compétent de Vatican, la Congrégation pour la cause des saints, qui se prononcera définitivement sur la béatification de Mgr Escriva de Balaguer, étape obligée avant la canonisation, qui requiert au moins un miracle supplémentaire.

Le prêtre espagnol n'avait que vingt-six ans lorsqu'il fonda à Madrid le 2 octobre 1928 l'Opus Dei, une institution en majorité de laïcs vivant la « sanctification » de l'individu par sa vie familiale et sa vie professionnelle. Il se heurte à l'opposition de certains milieux clé-

ricaux espagnols. L'Opus Dei ne se développe qu'après la guerre.

La première reconnaissance du Saint-Siège a lieu en 1950 : l'Opus Dei devient institut séculier. Le 27 novembre 1982, il est élevé par Jean-Paul II au rang de « prélat personnel », correspondant à une sorte de « diocèse » qui n'aurait pas de territoire défini.

C'est la première fois qu'un tel statut est accordé dans l'Eglise, et, depuis, aucune autre organisation n'a bénéficié d'un privilège aussi exceptionnel. Preuve de la sollicitude de Jean-Paul II à son égard : il a lui-même ordonné 187 prêtres de l'Opus Dei sur un total de 289 prêtres appartenant à cette organisation, ordonnés depuis 1982.

Avec un tel soutien romain, l'Opus Dei ne cesse de se développer. Il compte 73 000 membres dans 80 pays, influents dans les secteurs les plus divers de la société. Son ascendant au Vatican, son recrutement privilégié dans certaines élites (affaires, intellectuels), le goût de secret qui lui vient de son origine suscitent de régulières campagnes, notamment dans la presse et la gauche italiennes.

H. T.

Joie de croire, joie de vivre

des textes inédits de

François Varillon

La parole est mon royaume

192 pages, 65 F

le Centaure

Délit de pauvreté

« Je suis cliente de votre magasin depuis de nombreuses années. Je vous ai déjà volé mais c'est parce que mes enfants ont faim... » La surprise a été grande, au centre Leclerc de Romans (Drôme), quand la direction a reçu cette lettre d'une mère de cinq enfants. Mme Liliane Sylvestre, quarante ans, et d'autant plus qu'elle ajoutait : « Je suis prête à recommencer ».

Comprenant qu'il s'agissait là d'un sérieux appel au secours, le directeur a décidé de ne pas saisir la justice. Mieux, il a offert à Mme Sylvestre un plein chariot de marchandises. Mais le « voleuse » a refusé. Elle a se fiert et ne veut pas vivre de charité. Elle réclame surtout du travail. Veuve depuis trois ans, Mme Sylvestre habite avec ses enfants âgés de six à dix-huit ans dans une maison dont elle doit continuer à payer les traites. « A présent, j'ai quarante ans, dit-elle, et à quarante ans on est foutue, trop vieille pour trouver un emploi ».

سكانة الزمهر

هكنا من الدول

Culture

... Le Monde • Mardi 11 novembre 1986 11

ARCHITECTURE

La reconstruction de l'Opéra de Lyon

Polémique

autour d'un dôme

A Lyon comme à Paris, la reconstruction de l'Opéra pose des problèmes financiers, mais elle est aussi une bataille esthétique et politique. Une nouvelle fois, vendredi, la décision a été repoussée, à cause de la galerie de verre projetée « comme un coup de théâtre » dans le ciel de la ville.

On ne le sait guère en dehors de Lyon : l'Opéra de cette ville est actuellement l'objet d'une querelle presque aussi âpre que celle de l'Opéra de Paris. Point de Bastille en vue cependant, la construction d'un nouvel édifice (estimé à 450 millions de francs) a été délibérément écartée comme chimérique sur le plan financier (1). L'Opéra devra donc s'en tenir à ses quelques 1 250 places ; espérons que d'ici vingt ans, la génération prochaine n'accablent pas ses aînés sous les reproches d'imprévoyance.

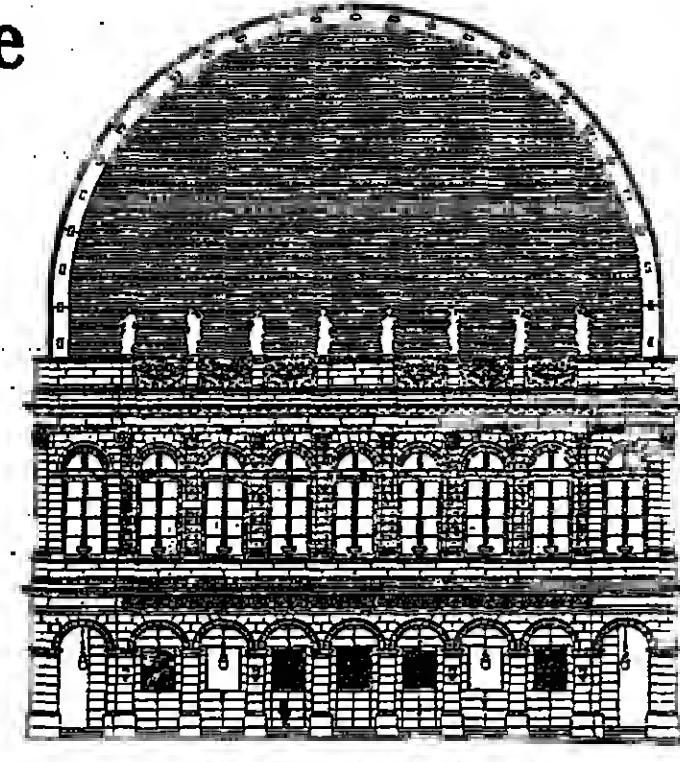
La restauration de l'édifice n'est discutée par personne : construit en 1831 par Chénard, il n'a connu aucune rénovation importante depuis soixante ans, et il est à bout de souffle, avec des normes de sécurité largement dépassées, au point qu'il doit de toutes façons fermer. Ce sera fait en mars prochain et, en attendant de réintégrer la place de la Comédie, les troupes de Louis Erlo et de Jean-Pierre Brossmer joueront dans différents lieux d'accueil de Lyon et de la région.

Les choses se sont passées d'abord, apparemment, de la manière la plus harmonieuse : un concours est lancé, il réunit quarante-six cabinets d'architectes ; la commission municipale, formée en janvier dernier, choisit trois équipes qui remettent leur projet détaillé le 4 juillet. Lauréat : Jean Nouvel et associés (2). Erlo et Brossmer exultent : « le projet, nous ne le présentons pas, nous ne le défendons pas, nous ne le défendons pas » (« le Monde » Rhône-Alpes du 13 septembre).

Malheureusement, la politique s'en mêle. Ce n'est plus, comme à la Bastille, la nouvelle majorité contre les chanciers du président, mais une querelle RPR-UDF, pour ne pas dire Michel Noir, ministre du commerce extérieur, contre Francisque Collomb, maire de Lyon, ou plutôt son premier adjoint, André Soulier, plus ou moins dans la perspective des élections municipales de 1989.

Le député RPR s'est abstenu lors du vote du 4 juillet, puis déclare avoir voté contre. Il demande le 3 septembre que la commande soit réservée à une équipe lyonnaise et qu'on lance un nouveau concours. Malgré cela, M. Noir reconnaît qu'il trouve superbe le projet Nouvel ; mais il ne peut admettre que le devis s'élève à 150 millions de francs, alors que le cahier des charges arrêté par le conseil municipal en décembre ne dépassait pas 90 millions. « Le problème, dit-il, n'est ni politique, ni esthétique, mais financier ».

Sur ces entrefaites, le ministre de la culture, M. François Léotard, débarque le 12 septembre à Lyon,



La façade de l'Opéra dans le projet Nouvel

visite les « dessous honteux » de l'Opéra, lève le projet Nouvel et assure une participation financière de l'Etat de 20 % à 30 %. Dans ces conditions, et sans entrer trop avant dans la bataille de chiffres, il semble que la charge ne doive pas être insupportable pour la ville, grâce au concours de l'Etat (40 millions), du conseil général et du conseil régional (chaque pour 10 millions au moins). Le dépassement du cahier des charges était d'ailleurs le fait des

trois dossiers retenus en avril, celui de Nouvel était le moins cher.

Tout irait donc bien si l'on n'avait trouvé entre-temps une nouvelle pomme de discorde, non pas la pyramide de M. Pél, mais le dôme de verre conçu par Jean Nouvel. Cette vaste galerie en demi-cylindre vient se superposer à l'édifice néoclassique, et en double, on peut s'en fâter, la hauteur.

Cette audace architecturale divise les Lyonnais ; certains crai-

gnent qu'elle dénature le site de l'hôtel de ville, d'autres plaident pour la lumière qu'elle met dans le vieux quartier de la presqu'île, réponse victorieuse au gros crayon opaque du Crédit lyonnais, qui symbolise le quartier neuf et bétonné de la Part-Dieu.

A la longue, la querelle semble s'apaiser, et chacun de se réjouir ou se résigner devant « ce coup de théâtre dans le ciel de Lyon », selon l'expression d'un architecte de la ville, M. Bernard Chamoussy. Et M. Francisque Collomb prend position avec éclat pour le projet Nouvel (dans le *Journal Rhône-Alpes* du 25 octobre), affirmant qu'il ne laisserait pas traîner les choses : « Je suis le maître de Lyon, celui qui décide. Cet opéra doit être refait avec de grands moyens, et il le sera ».

Or, vendredi dernier 7 novembre, avant l'« ultime » réunion à huis clos du conseil municipal, M. Michel Noir tient une conférence de presse, déclare que Jean Nouvel est un architecte génial mais que son projet est une « monstruosité » en ce lieu.

Un coup, le conseil renvoie une fois de plus la décision ; le maire, qui veut obtenir « un large consensus », demande à Jean Nouvel d'abaisser la hauteur de la fameuse galerie... L'architecte accepte de réviser ses plans.

Une surface doublée

Cela risque malheureusement de mettre en question toute l'économie du projet. Celui-ci repose en effet sur l'édification de ce dôme qui, ajouté à la reconstruction totale de l'intérieur (3), va presque doubler la surface utile (de 7 900 mètres carrés à 14 600 mètres carrés).

La salle et le scène seront haussées d'un étage et mises à la hauteur du foyer, ce qui permettra d'avoir en sous-sol un plateau à l'identique (pour les répétitions d'ensemble), équipé d'installations de télévision, une seconde salle en amphithéâtre de trois cents places (accueillant concerts et conférences), une cafétéria et un lieu d'accueil. Un système ingénieux de ponts-charges et ascenseurs assurera la circulation de tous

les éléments de décors, accessoires, instruments de musique et musiciens, entre le niveau - 3 et le niveau + 12. La grande salle, débarrassée de ses piliers et de ses sièges coïncide les uns contre les autres, offrira enfin aux 1 250 places confort et visibilité.

Mais qu'en sera-t-il de ces beaux plans, conçus pour un fonctionnement idéal de l'Opéra, l'autorisant à accroître considérablement son activité et à pratiquer une véritable alternance ? Car la surélévation du bâtiment par une voûte en verrière permettrait de créer des espaces assez vastes pour l'atelier de couture, la direction, l'administration, les loges de tous les artistes, ainsi que les salles de répétition du ballet et des chœurs rapatriés de la collégiale annexée de l'ancien Berthelot (d'où une économie de 15 millions).

An lendemain du conseil municipal de vendredi, les pessimistes pensent que la polémique est repartie pour un tour et que la valeur des chiffres et des opinions va reprendre de plus belle. Les optimistes rétorquent au contraire que deux préalables viennent d'être levés : on ne discute plus le montant du devis et le choix de Jean Nouvel semble entériné. Mais les nouveaux plans pourront-ils tenir dans l'enveloppe des 150 millions ? La réalisation risque fort d'être retardée et l'on s'achemine ainsi doucement vers une inauguration qui aurait lieu... pourquoi pas ? — après les élections municipales de 1989.

Le danger de ces eternuements est de saboter à la longue la vie d'un Opéra qui est l'un des meilleurs de France et un titre de gloire pour la ville de Lyon.

JACQUES LONCHAMPT.

NOTES

La semaine du mélomane

Le mélomane, qui fra naturellement allé écouter le *Te Deum* de Berlioz à Saint-Roch (le 10 novembre à 20 h 30 ou le 11 à 17 h 30) et l'étonnante symphonie de Charles Hovha par l'Orchestre de Paris, les 12 et 13 novembre (au même programme, la *Symphonie* n° 88 de Haydn et le *Concerto pour piano* de Schumann, par Philippe Bascoulet), s'apprête après la semaine des quatre jours chère aux écoliers d'autrefois. Comment choisir, en effet, ce jeudi 13, entre la *Symphonie* de Bruckner, dirigée par M. Janowski avec le NOP, au Grand Auditorium de Radio-France, un réel piano et violon particulièrement original avec Gauthier Proust et Noël Loo (salle Gaveau, Scherbert, Martini, Loo, Smolenski), un concert de la Société de musique contemporaine du Québec à Radio-France (salle de Trambly et Mureau, à 19 heures) et les *Portes de l'enfer*, un opéra de S. Yoshida, dans la grande salle de la Villette ? Heureusement, ce dernier spectacle sera redonné les 14, 15, 16, 18 et 19 novembre, comme une *bonne affaire*, qui ne fait que commencer le 13 au Théâtre de Paris, et *Shoot Again*, un opéra-flipper (?), donné les jours, vendredis et samedis à bord de la *Fénice-Opéra* (annexe face au 200, quai de Jemmapes) jusqu'au 6 décembre.

Au rayon des curiosités, la *Symphonie* n° 7 de Bruckner, réduite

pour petit ensemble par l'excellent Camerata de Versailles (salle Chopin-Pleyel, le 14). Quelques créations à signaler enfin : une *Missa Brevis* de Philippe Hersant, entre celles de Stravinski et de Schubert, à l'église Saint-Vincent-de-Paul, le 14, *Trans-Érance II*, de Bruno Giner, à 18 h 30, et *Chantons*, de Jean-Jean Schwartz, à 20 h 30, au Grand Auditorium de Radio-France, le samedi 15 novembre.

Tom Novembre au Splendid

Caricaturiste au regard tendre, Tom Novembre développe un humour léger, entrecoupé de chansons joliment construites, qui sont comme autant de photographies en noir et blanc où court le vague à l'âme et le sens du décalage. Avec son allure de clown dégingandé, il s'est révélé il y a trois ans comme une des fortes personnalités qui associe la musique, les mots et le mime dans des comédies légères, à contre-courant des monologues au victrola conçus dans la plus complète liberté de langage.

Écrit avec son frère Charlotte Couture, le *Cocktail de Sergio*, troisième spectacle de Tom Novembre, est aussi le plus efficace, le plus redoutable dans le rire. C'est une série de séquences et de multiples personnages s'entrechoquent dans un étonnant brassage d'anecdotes et d'énigmes

quotidiennes. Monté durant l'été au Théâtre du Splendid, le spectacle s'est fabriqué au jour le jour, n'a pris peu à peu son rythme, n'a imposé une rigueur qui exclut pratiquement aujourd'hui le jeu de l'improvisation, sans nuire pour autant à la souplesse naturelle du comédien. Les chansons de Novembre, si elles sont toujours proches de la « poésie de cendrier », n'ont plus la coloration électrique imposée autrefois par les musiciens de Couture.

C. F.

★ Théâtre du Splendid, 21 heures.

Kim Wilde en tournée

Un prénom qui sonne comme un crime glacé et un nom sauvage, Kim Wilde, vingt-six ans, est à la croisée des deux : nymphette acrobate et rockette pure et dure. Cheveux bleus, yeux bleus, visage de baby-doll, elle n'abuse pas de son charme, joue peu de sa féminité, préférant adopter une espèce de froide distanciation. Partagée entre le tout-venant des hit-parades et l'astuce rock, elle a, semble-t-il, quelque difficulté à se situer et, ce faisant, à trouver sa place. Kim Wilde n'est ni Madonna ni Chrissie Hynde, des *Protections* : elle n'a pas voulu (ni ?) imposer le personnage de la première, mais ne s'est pas posée non plus en leader de groupe comme la seconde. C'est là toute la fragilité d'une carrière entamée avec la décadence et qui n'a toujours pas de marque.

A chaque fois, la chanson prend la vedette : ultime des classements, Kim Wilde n'existe plus, sinon comme l'éternelle égérie de Laurent Voulzy, dont les *Nuits sans Kim Wilde* au sommet du « Top 50 » ont bercé les rêves hexagonaux. Ce qui, au niveau international, est loin, en en conviendrait, d'assurer la quadrature du cercle. Travaillant en famille — son père, Marty (qui fut l'un des pionniers du rock'n'roll dans les années 50 en Angleterre), tient le rôle du manager et son frère,

Ricky, celui du producteur, les deux partageant l'écriture des chansons. — Kim Wilde n'est pas moins une interprète qui n'a ni cœur et de la dignité. On le voit avec la version de *You Keep Me Hangin' On* qu'elle vient de reprendre sur format 45 tours. Mais là encore, c'est la chanson qu'on retient.

A. W.

★ Le mardi 11 novembre au Zénith ; le 12 à Lille ; le 14 à Perpignan ; le 15 à Caen ; le 17 à Nancy ; le 18 à Lyon ; le 19 à Besançon ; le 20 à Strasbourg. Desques chez WEA.

Bobby McFerrin dit « The Voice »

Inconnu la veille, Bobby McFerrin, après un concert au Newport Jazz Festival de 1981, fut salué par la presse mondiale comme le *nouveau chanteur de jazz*, du moment que Al Jarreau avait viré vers le pop-jazz. En fait, il est le même maître : John Hendricks. Par goût de l'improvisation libre, McFerrin a choisi la voie la plus périlleuse pour un jazzman, celle qui lui indiquait Keith Jarrett, le *one man show*. Son jeu vocal tend à imiter le son des instruments de jazz : sax, flûte, trompette bouchée, contrebasse. Virtuose capable de vous faire douter, quand il est seul en scène, qu'il ne se sert pas d'enregistrements ou de duplications instantanées, il est guidé par l'abus de trucs vocaux, de *gimmicks*. Ainsi, dans les deux airs du générique pour *Astoria de Miami*, il chante le-tourne-tourne Miles Davis, et le film est prend un coup de toi. Mais la « présence », le charme, la jeunesse, la vivacité d'esprit de Bobby McFerrin, laquelle lui permet de répondre du tac au tac à toutes les sollicitations sonores, font de ses spectacles une succession de moments beaucoup plus heureux que ses disques, qui résistent mal à l'audition répétée.

M. Ct.

★ Elysées-Montmartre, le 12 à 21 heures. Nouveau disque : « Spontaneous Invention » (Blue Note BT 85 110. Parité Maroon).

TARTUFFE de MOLIÈRE

Compagnie Jean-Pierre FONTAINE
11 au 30 novembre
60 F au lieu de 120 F : avec ce coupon
THÉÂTRE DE NEUILLY Tél. : 47-45-75-80

CHAILLOT
THÉÂTRE NATIONAL

L'ECHANGE
Paul Claudel • Antoine Vitez
Grand Théâtre
Du 6 novembre au 24 décembre à 20h30
Le 25 décembre à 17h. DIMANCHE à 15h
Relâche dimanche soir et lundi

A L'OLYMPIA

lundi 17 novembre à 20 h 30

JULIA MIGNES JOHNSON

40^e anniversaire des Petits Frères des pauvres

Location : 42-61-82-25.

« Unique film où le Festival de Cannes se gondola de bon cœur »

DOWN BY LAW

sous le coup de la loi

UN FILM DE JIM JARMUSCH

AVEC TOM WAITS, JOHN LURIE, ROBERTO BENIGNI

18 Nov. au 8 Déc. et du 9 au 21 Mars	du 24 Nov. au 15 Déc.	du 12 Jan. au 2 Fév.	du 2 au 23 Mars	4 - 5 - 6 Mai
de William Shakespeare Mise en scène de Daniel Mesguich	de Garrahi Robin Mise en scène de Gilbert Rouvière	de Barbery d'Aureilly Mise en scène de Maurice Attias	de Sig Degerman Mise en scène de Véronique Vidoz	Chansons Mise en scène de Daniel Mesguich
JAMIE	COMBINE DE SHAKI SPARK	LES ENSEIGNES	LES RESCAPÉS	CATHERINE BERRANI
Tél. : 42-43-17-17				

Concerts Radio France

JEUDI 13 NOVEMBRE. 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. MARIE JANOWSKI. SIEGMUND NIRSBERG
FRANK MARTIN - BRUCKNER : 8^e SYMPHONIE

SAMEDI 15 NOVEMBRE. 15 H. OPÉRA-COMIQUE
ELISABETH LEONSKAIA. QUATUOR ALBAN BERG
BEETHOVEN - MOZART - BRAHMS - SCHUMANN

SAMEDI 15 NOVEMBRE. 20 H 30. SALLE PLEYEL
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
DIR. DAVID ZINMAN. KRISTIAN ZIMMERMAN
WEBER - CHOPIN - LUTOSLAWSKI

SAMEDI 15 NOVEMBRE. 18 H 30 ET 20 H 30. GRAND AUDITORIUM
CYCLE ACROUSMATIQUE INA-GRM. ENTRÉE LIBRE

SAMEDI 22 NOVEMBRE. 15 H ET 18 H.
GRAND AUDITORIUM - ENTRÉE LIBRE
PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE.
« LE SENTIMENT DU SACRÉ »
BERNARD POCCROULLE, ORGUE - PIERRE-YVES ARTAUD, FLÛTE
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. ARTURO TAMAYO

MARDI 19 ET 25 NOVEMBRE. 18 H 30, 20 H 30, 22 H 30
GRAND AUDITORIUM. ENTRÉE LIBRE
LES MARDIS DE LA MUSIQUE DE CHAMBRE

LOCATION
14 JOURS À L'AVANCE
RADIO FRANCE
Tél. : 42 43 17 17
SALLE PLEYEL
Tél. : 47 45 75 80

VOUS TROUVEREZ L'ENSEMBLE DES PROGRAMES DE LA SAISON MUSICALE DANS LA BROCHURE « LA MUSIQUE EN FRANCE »

Radio France

LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT

ARCHITECTURE

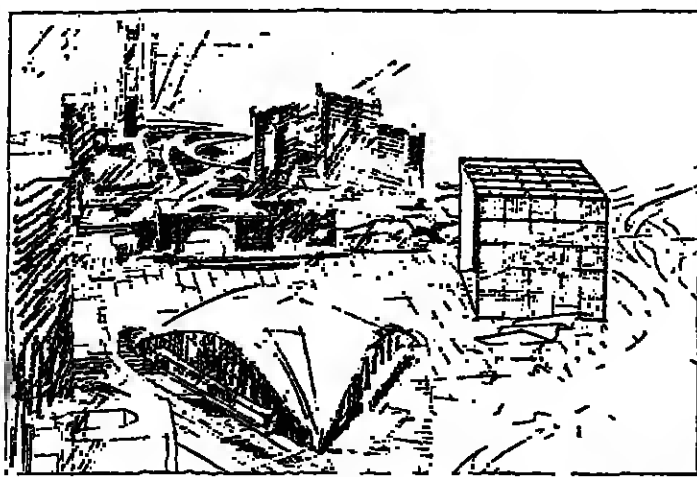
La conquête de l'Ouest

(Suite de la première page.)

Alors même que l'édifice sortait de terre, on lui disait sa raison d'être. Il est vrai que la tentance de l'esprit français, pour avoir longtemps perdu le goût de la chose bien construite, est d'estimer qu'on peut mettre n'importe quoi dans n'importe quel, et de préférence n'importe où. Mais enfin (essayons d'être pédagogique), accepteriez-vous de tromper votre tarine matinale dans une lessiveuse de café au lait; aimeriez-vous habitez dans votre agence bancaire? Exit le Carrefour, exit Sprechelsen. Reste un cube, un drôle de cube creux, bien arrogant pour n'abriter que des bureaux.

Dans quelques semaines, il ne sera plus nécessaire d'aller à la Défense, pour l'apercevoir depuis les Champs-Élysées, entre les deux jambes de l'Arc de triomphe, ou pour l'imaginer, si vous êtes amateur de cauchemars, entre les terre-livres que nous réserve Caubert à la porte Maillot (avez pitié, M. Chirac!). Le cube de Sprechelsen, désormais entre les mains coriaces de l'entrepreneur Bouygues, monte à l'allure de deux étages par semaine. Ou plutôt, il se pose, car l'idée magique de l'architecte a été d'associer au symbole monumental de la communication, tout à la fois lieu de passage et lieu de convergence, point central et point de diffusion, tous les symboles de la plus haute technicité. Car le cube est un cube, pas un vulgaire arc de triomphe, et les parties duquel on aurait déposé le reflet de ses parties hautes; un vrai cube d'une seule pièce, délicatement posé sur de formidables piliers et qui nous promet de jolis vertiges. Mais laissons l'objet pour nous intéresser à sa raison d'être.

De raison d'être, il n'en a plus justement. Certes, dans les deux piles latérales, les bureaux prévus ont toujours leurs acheteurs, et le ministère de l'équipement paraît toujours dis-



posé à s'installer au sud. Au fait, cela libérera les bâtiments provisoires et éternels cachés près de la Maison de la radio qui abritait ce ministère. Reste à occuper et le socle et la « tête » de ce cube érigé. La société d'économie mixte (SEM) Défense, dont l'Etat a en fait toutes les cartes, a créé pour les besoins dudit cube, s'arrache les cheveux.

En abandonnant le Carrefour de la communication, l'Etat - qui, d'autre part, tire profit de la Défense par le biais de l'EPAD (Etablissement public de la Défense) - a repris ses billes et exige de la malheureuse SEM Défense qu'elle lui trouve des remplaçants: c'est en effet 900 millions de francs qui manquent désormais pour achever l'édifice. Certes les acheteurs potentiels ne manquent pas, mais il ne s'agit quand même pas d'y installer encore et encore et toujours bureaux, fonction aussi étroite que dédaigneuse par pareil monument. D'autant que, par un miracle insoupçonné en France, le projet

Sprechelsen a été aimé et soigné par ses promoteurs, qui l'ont conduit et construit aussi près qu'il est possible de son épure d'origine. Lorsqu'on songe aux mille et une transformations subies par le Centre Pompidou avant sa construction, la réussite n'est pas mince.

L'appétit des grands fauves

Mais l'architecture n'est que l'architecture. La promotion en est une autre. La seule solution que la SEM ait finalement trouvée pour rentrer dans les frais a été de densifier le nombre des bureaux prévus, hors du cube, sur les terrains voisins, au sud et au nord. De 23 000, on est donc passé à près de 50 000 mètres carrés. On s'éveille naturellement l'appétit des grands fauves de l'immobilier.

Acte 1: Abandon du Carrefour et départ de Sprechelsen. Acte 2: arrivée sur la scène des fauves et des fauves qui attendaient et veillaient en coulisse. D'un côté la SARI, diri-

gée par Christian Pellerin. De l'autre, la Caisse des dépôts et consignations sous la houlette de Robert Lion. Cette dernière est le principal investisseur du cube à travers la SEM. La SARI, elle, qui a à son actif quelques vraies belles réussites architecturales (le siège d'IBM, par exemple) sur ce terrain inégal et glissant qu'est la Défense, a dans sa manche un projet pour le moins ambitieux, mais qui n'a pas, hélas, que cette qualité. Par-delà l'auto-route qui ceinture le quartier, elle avait déjà au chaud l'opération Infomart. Dans le quartier lui-même, elle vient d'acquiescer le CNIT, chef-d'œuvre de 1955 dont elle a confié une étude d'aménagement à deux architectes qui ont plutôt bonne réputation, Andraut et Parat (les auteurs du Centre omnisport de Bercy). Or, le site d'Infomart et le CNIT, la chemin le plus court passe par... Sprechelsen.

L'EPAD semblait s'être endormie ou se désemparée des lites qui se livrent sur son sol. La Caisse et la SARI ont gentiment guerroyé pour la possession de ces territoires aux apparences floues avant de parvenir à un accord probablement assez sage: la Caisse conserve la direction des opérations sur les zones nord et sud du cube, tandis que la SARI acquiesce le socle du bâtiment. Il ne reste plus qu'à jeter un pont sur l'autoroute pour créer la liaison CNIT-Infomart, désenclaver ainsi la Défense et être la première aventurière de cette nouvelle conquête de l'Ouest. La Caisse (ou la SEM Défense) pourrait en être la seconde.

De son côté, le gouvernement, après s'être hâtivement désengagé du plus beau projet contemporain qui se construise en France, a en commun le soupir de regret. M. Pierre Méhaignerie a demandé à M. Max Querrien, président de la Caisse nationale des monuments historiques, de créer une commission chargée d'éclaircir tous ces embrouillaminiés: on y retrouve nombre des acteurs du prologue Zehruss, Belmont (ancien président de l'EPAD), Taillibert (l'autour du Parc des princes), Arretche (la nouvelle église de Rouen), Fainsilber (La Villette) et Grumbach. Dans la foulée, un concours a été lancé auprès des quatre architectes qui avaient taillé Sprechelsen: on y retrouve aussi (Vigier, Nouvel, Bonnier et Buffi), concours jugé par les cervelles internationales qui avaient accouché du même Sprechelsen et de son embe (Eisenman, Meier, Roger, Bohigas, Kurokawa, Zehruss et Grumbach).

Si nous avons été bien informés sur ces réflexions encore confidentielles, c'est le projet de Jean-Pierre Buffi qui l'a emporté. Tant mieux. C'est un projet à la fois simple et cohérent, qui, au nord, fait se croiser une haute galerie couverte à la mode milanaise, sorte d'apnée dorsale de verre, et des bâtiments de bureaux, qui jouent, mais en biais un rôle de vertèbres. La galerie suit la déviation du cube par rapport à l'axe historique; les bureaux s'y soumettent humblement. Reprise de dribble au sud, mais sans la galerie. Le projet, comme celui de la SARI, comporte un pont vers l'Ouest... Où l'on se frotte les mains.

Car au-delà de l'autoroute, de cette ligne longtemps menaçante, infranchissable qu'on appelle ici boulevard Crenail, cesse le domaine de l'Etat et commence la loi des communes. Ici, la promotion est donc libre de s'entendre comme elle le souhaite avec les maires, désormais chargés de délivrer les permis de construire. Il n'y a pas de perspective à respecter. Et qui serait assez fou pour ne pas comprendre qu'à l'ombre du cube, à côté d'Infomart et près du CNIT rénové, ce n'est pas seulement la conquête de l'Ouest qui commence, mais un bel élan d'immobilier qui s'ouvre?

Le CNIT rénové, avez-vous dit? Oui, la première coque de béton de cette taille qui ait été lancée, l'un des rares bâtiments modernes de Paris à s'être fait une petite place au soleil de la renommée architecturale dans les années 60, doit, si la SARI ne change pas de cap, être joliment bousillé par Andraut et Parat, soigneusement dévénus aveugles. Le triangle fier et nerveux sorti de ses deux vertèbres éclairées, deux protubérances rondes, deux volumineuses hernies du plus pittoresque effet. Impossible de classer ni de protéger le CNIT: un des architectes vit encore et se satisfait, semble-t-il, du projet.

Car il est vrai que plus l'architecture se sent indépendante, plus elle se sent conquérante, et mieux elle est assise sur les genoux de sa maman Promotion. A la Défense, elle semble décidée à profiter de cette confortable posture pour jouer à la conquête de l'Ouest sur un air bien connu: «A dada sur mon bidon...»

FRÉDÉRIC EDELMANN

CINÉMA

« Descente aux enfers », de Francis Girod

Passion haïtienne

Adapté d'un roman de David Goodis, un film romanesque et nocturne où Brasseur voit beaucoup et Sophie Marceau se révèle.

Le roman de David Goodis, qui date de 1955, brûle comme un fer rouge. C'est le récit halluciné d'un itinéraire de souffrance et de meurtre. En vacances à la Jamaïque avec sa femme, qui se refuse à lui depuis leur mariage, un employé de banque américain se noie dans les boues, tue un homme en état de légitime défense, découvre qu'il voulait ainsi se venger de son épouse et cherche à sauver un innocent accusé à sa place. La jeune femme se rend compte des raisons de sa frigidité au cours d'une nuit terrible où le couple est arrivé au bout du rouleau.

Les lecteurs français de David Goodis voient facilement chez lui une métaphysique de la déchéance, ce qui est une extrapolation culturelle. On ne trouve pas cette métaphysique dans le film de Francis Girod (Jean-Loup Dabadie coscénariste). Le récit de Goodis a fait l'objet d'une transposition, comme d'ailleurs, *Tirez sur le pianiste*, réalisé par François Truffaut, la *Lune dans le caniveau*, réalisé par Jean-Jacques Beineix, *Rue Barbare*, réalisé par Gilles Béhat. Tourist à Haiti, ce film recrée le climat antillais: meilleur, journées torrides et nuits suffoquantes, misère à côté des palais, opposition du monde noir et du monde blanc, qui est l'indispensable contexte de *Descente aux enfers*.

Quand le film commence, Alan (Claude Brasseur) vient de tuer et rentre en se cachant à l'hôtel, son costume blanc sali, taché de sang. La construction par retours ou arrière dramatisée l'œuvre originale, met des volumes, des courbes, des pleins et des défilés sur l'épure de David Goodis. Des éléments psycho-

logiques aussi, et c'est important, car, en voyant les bouffées d'un souvenir traumatisant qui passent dans la tête de Lola (Sophie Marceau), on devine le véritable enjeu de la partie engagée dans l'alcoolisme, le chantage subi et accepté, les rapports avec la patronne du bouge et la police.

Alan et Lola avancent sur le même chemin, mais pas de la même façon. Il a ses discours éthyliques, ses scandales permanents devant les clients et le personnel de l'hôtel. Elle a sa beauté, ses silences, son énergie rentrée qui se canalise, soudain, sur un bat. Amour d'eau, un monde en décalage: le lune de l'hôtel; le patamarisme en l'enfer des Noirs du directeur un peu loufoque joué par Gérard Rinaldi; la violence et riche Américaine convoitant les bijoux de Lola (curieuse participation de Betsy Blair, jadis vedette de *Marty* et de *Grande Rue*); le beau garçon amant passager de Lola (Hippolyte Girardot); l'élegant maître chanteur Théophile Bijou (Sidiqi Belkha), flanqué d'une maîtresse blanche, blonde et belge nommée Lucette Beulmans. Celle-ci tire les ficelles pour son propre compte, ce qui permet à Marie Dubois une étonnante composition attenant le grand rebondissement de l'intrigue.

Descente aux enfers intérieurs d'Alan et de Lola, descente infernale au cœur du quartier noir, machine à double détente, à double démarrage et, pour finir, remontée vers la lumière de l'amour: c'est une belle histoire empoignée avec romantisme par le metteur en scène. Claude Brasseur charge un peu ses numéros d'ivrognerie (ou compare forcément avec Christophe Malavoy dans *La Femme de ma vie*), mais rend émuant cet être déchiré, faible. Sophie Marceau, c'est la révélation.

JACQUES SICLER

Communication

Paris-Câble devant le Conseil d'Etat

La société d'exploitation du câble parisien, Paris-Câble, vient de déposer un recours en contentieux devant le Conseil d'Etat. Il vise à l'annulation de la décision prise le 2 octobre par la Haute Autorité de refuser l'autorisation de mise en service de Paris-Câble. Prise en séance plénière par cinq voix contre trois - celles des membres nommés par le président du Sénat, dont M. Gabriel de Broglie, actuel président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) - la décision de la Haute Autorité avait été motivée par le fait qu'elle estimait « n'être pas en mesure de sta-

tuer au fond sur une question aussi importante », à quelques semaines de son remplacement par la CNCL (le Monde date 5-6 octobre). M. Bernard Pons, président de Paris-Câble, avait dénoncé cette « décision de caractère politique extrêmement choquante ».

Paris-Câble entend, en outre, déposer un recours en indemnités: la société d'exploitation avait dû annuler la location de 1 800 panneaux publicitaires à la suite de la décision de la Haute Autorité et estime perdre 2 millions de francs par mois.

Le groupe Murdoch rachète une partie du South China Morning post. - Le groupe News corporation de M. Rupert Murdoch va racheter 34,9 % du capital du principal quotidien en langue anglaise de Hongkong, le *South China Morning post*, ont indiqué deux des principaux actionnaires du journal, la Hongkong and Shanghai Bank et la société immobilière de M. Hutchinson Whampoa, un important homme d'affaires de Hongkong. La transaction est d'environ 770 millions de francs. Les deux actionnaires ont

précisé que M. Rupert Murdoch pourrait ensuite racheter la totalité du capital du quotidien.

• Prix Ondas pour « Sexy-Folies ». - Le prix Ondas vient d'être attribué par la télévision espagnole, sous le patronage de l'Union européenne de radiodiffusion, au magazine d'Antonio 2, « Sexy-Folies ». Créé il y a six mois par M^{me} Pascale Breugnot et M. Bernard Bouthier, « Sexy-Folies », jugé par le jury « intelligent, constructif, divertissant », obtient régulièrement une forte audience: entre 24 % et 33 % d'écoute en seconde partie de soirée.

8^e Journées internationales

IDATE

17, 18, 19 novembre 1986/Montpellier - France

Les services de communication du futur

- Le développement technologique: intelligence artificielle et communication, les services du FMS, téléphone sans fil et réseaux micro-cellulaires, TV numérique et TVHD, services interactifs et multimédias
- Les espaces d'application: le poste de travail et l'usine du futur, les nouvelles intelligences et téléports, les applications des services du futur: habitat, transports, santé, éducation.
- Des enjeux aux marchés: l'entreprise face aux télécommunications, avenir du vidéo-tex, marketing des nouveaux services, marchés et usages de câble, bureautique et gestion, l'audiovisuel usages et usages.
- Les enjeux de la diffusion des services: les services à valeur ajoutée, les nouveaux médias, les enjeux industriels des nouveaux systèmes de TV, le nouvel ordre économique de l'audiovisuel

Renseignements, inscriptions: Roland CASTANIER
IDATE - Bureau du Polygone - 34000 Montpellier - France
Tél. 67.64.18.91 - Téléc. 490.290

LA NUIT NOIRE

DU DESSIN ANIMÉ ET DU FILM D'ANIMATION.

Présentée par l'Association française du cinéma d'animation (AFC)

14 et 21 NOVEMBRE 1986

ESCURIALPANORAMA

11, Bd Port-Royal, 75013 Paris
Téléphone: 47-07-25-04

Tél.: 42.43.17.17

CARTE MIROIR 1986 - 1987

HAMLET + 2 spectacles au choix 150 F

Tarif Étudiant, Carte Vert, Groupe & Collectivités 120 F
Le Théâtre Gérard Philipe vous propose un abonnement incluant HAMLET et deux spectacles au choix parmi les suivants et un tarif réduit (45 F) pour un ou plusieurs extensions de l'abonnement.
Le nombre d'abonnés étant limité, s'adresser dès maintenant au:

THEATRE GERARD PHILIP 39 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT-DENIS CEDEX 1



12 NOVEMBRE

Première sortie mondiale

RATBOY

L'ENFANT RAT

c'est si dur d'être différent...



"Etrangement attachant...
L'émotion des vrais mélodrames
hollywoodiens."
LIBERATION

"Film délicieux, inspiré, abouti,
bouleversant..."
LE PARISIEN

"Le résultat est étonnant et dénote
un vrai talent de réalisation."
FRANCE SOIR

"Un cadeau inespéré...
Une maîtrise impressionnante."
LE MONDE

"Le merveilleux film
de Sondra Locke"
LES CARIERS DU CINEMA

WARNER BROS. présente UNE PRODUCTION MALPASO
"RAT BOY - L'ENFANT RAT"
Avec SONDRALOCKE Produit par FRITZ MANES
Musique composée et dirigée par LENNIE NIEHAUS
Producteurs associés DAVID VALDES et ROB THOMPSON
Ecrit par ROB THOMPSON Réalisé par SONDRALOCKE

TECHNICOLOR®

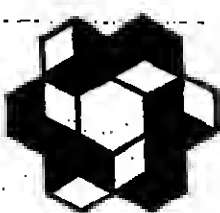
مكتبة المجلد

مكتبة الزميل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 11 novembre 1986 15

Le Monde
CADRES



Pour une activité nouvelle de service
dans le domaine financier,
s'adressant aux entreprises les
plus diverses

NOUS CRÉONS UNE CELLULE MARKETING

Le Directeur Marketing qui a réalisé avec nous le plan d'action stratégique passe maintenant à la phase de réalisation pour cette société de plus de 400 personnes et recherche ses futurs collaborateurs, hommes ou femmes,

PROFESSIONNELS DU MARKETING

TROIS CHEFS DE SECTEURS MARKETING

Responsables de la réalisation des objectifs définis en fonction des différents secteurs d'activité (mise en œuvre du plan marketing et compte d'exploitation). De formation supérieure commerciale, ils seront rompus aux méthodes modernes de marketing. Réf. 574M.

CHARGÉ D'ÉTUDES

Responsable de la mise en œuvre d'études de marché, de différentes méthodes d'analyse des critères de sélection et de segmentation de marché, chargé aussi d'études statistiques ponctuelles. De formation supérieure à option statistique ou économique, il aura déjà réalisé des études de marché, si possible au sein d'un cabinet d'études. Réf. 576M.

RESPONSABLE PRODUIT

Chargé de faire évoluer les produits existants, de concevoir des produits nouveaux en fonction des besoins des clients, qu'il adaptera aux différents modes de distribution, le MINITEL, notamment. D'un niveau Bac + 2, il aura de bonnes connaissances en marketing et une expérience acquise dans un service financier ou comptable. Réf. 577M.

RESPONSABLE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

Celui qui sera en charge de la mise en œuvre des actions publicitaires et promotionnelles et sera l'interface entre la société et les agences. D'une bonne culture générale, il aura une expérience similaire acquise dans une société gérant un important budget publicitaire. Réf. 578M.

Si vous êtes un bachelier, un professionnel du marketing, si vous avez le goût du challenge, venez former notre équipe et réaliser avec nous des objectifs ambitieux et motivants.

Ecrivez vite en précisant la référence choisie à A.L. CONSEIL 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil



FASSON

Notre Secrétaire Général est Ingénieur
et sera l'adjoint du Directeur Général

Expliquons-nous. Nous sommes une industrie très technique, très innovatrice. Filiale française de AVERY INTERNATIONAL, leader mondial sur le marché de l'auto-adhésif, nous sommes situés près de Grenoble, nous employons 185 personnes (en 5 équipes) et réalisons 370 Millions de chiffre d'affaires dont 76 % à l'export. Classée 1^{ère} P.M.E. exportatrice de papier-carton, nous avons obtenu en outre, l'an dernier le Prix Industrie et Qualité. Des performances qui, vous vous en doutez, sont les résultats de toute une équipe et le fruit tant de son travail que de l'ambiance dans laquelle il est effectué.

Les hommes seront votre responsabilité prioritaire. A vous d'inspirer une politique de personnel à la hauteur de nos ambitions et d'en assurer la promotion auprès de tous, de la hiérarchie aux partenaires sociaux. A vous de définir des actions stratégiques dans le domaine de la Formation (c'est une nécessité absolue pour conserver notre avance), à vous de veiller personnellement à la Communication (interne bien sûr et en assurant toutes les relations de l'entreprise avec l'extérieur...).

Nous voulons par ailleurs développer le concept de qualité globale, c'est un véritable projet d'entreprise qui doit mobiliser l'intelligence et l'initiative de chacun. A vous de mettre en place des systèmes ingénieux et efficaces pour faire évoluer l'organisation humaine, administrative, technique... Vous contribuerez ainsi à l'établissement du plus à 5 ans et du budget, vous veillerez à la sécurité des personnes, des bâtiments et des secrets de fabrication. Vous serez, vous le constaterez, dans l'entreprise une place de premier plan.

Et pourtant, nous vous imaginons jeune encore et comparativement en conséquence que vous ne sachiez pas tout. Votre diplôme d'Ingénieur généraliste sera votre atout principal. Vous avez déjà depuis quelques années orienté votre carrière vers les Relations Humaines et Sociales. Vous avez l'aspect disponible pour élargir vos compétences, vous savez écouter, vous aimez persuader.

Et vous parlez couramment l'Anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous référence EA 1109 M à notre conseil.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

Diriger à Abidjan une équipe de consultants

Assumer la direction d'une société de conseil déjà solidement implantée dans le milieu des affaires ivoiriennes, une opportunité exceptionnelle pour un consultant dans sa mi-trentaine attiré par la vie en Afrique.

Il pourra dans ce poste conjuguer son aptitude à conseiller avec son désir d'être opérationnel. En effet, tout en ayant pour fonction à gérer et développer l'activité du cabinet, il n'en continuera pas moins à exercer personnellement son métier de conseil tant auprès d'entreprises européennes que pour le compte de responsables ivoiriens.

Diplômé d'une grande école de commerce, il a une bonne expérience du métier de conseil en organisation pour l'avoir pratiqué essentiellement dans les domaines de la gestion : audit comptable et financier, informatique...

Les candidats retenus rencontreront à Paris le Président du groupe concerné fin novembre. Ecrivez sous référence 3.117 ALM à Eliane Rolland.

SIASS

Ressources Humaines

50, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

l'IDATE

recherche pour compléter son équipe pluridisciplinaire, dans les domaines

• Organisation et Communication d'Entreprise
• Economie et stratégies industrielles

1^{er} - Jeune Ingénieur (ENST, SUPELEC...)

disposant des connaissances de base et d'une capacité d'analyse pour les produits téléphoniques, bureautiques, informatiques
- aptes aux contacts et à l'activité de consultant (schéma directeur de communication, cahier des charges)
- possédant une très bonne connaissance de l'anglais.

2^{es} - Economistes

ayant une expérience dans l'analyse des industries et marchés de l'information et de la communication (télécommunication, informatique, audiovisuel)
- intéressés par l'économie industrielle et l'économie prospective
- possédant une très bonne connaissance de l'anglais

Adressez CV et lettre manuscrite à Georges VIENNE
IDATE - Bureaux du Polygone - 34000 MONTPELLIER
Confidentialité assurée

La filiale d'un puissant groupe industriel
possédant plusieurs unités de production et
un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard,
offre un poste intéressant et évolutif à son

Responsable service formation

Sa mission : participer à l'élaboration des stratégies et mettre en œuvre les méthodes et les plans de formation :

- analyser les besoins et assister les Directeurs opérationnels,
- organiser des sessions concernant l'ensemble de la population (cadres, ingénieurs, maîtrise),
- assurer les relations avec les organismes extérieurs susceptibles d'intervenir sur des actions spécifiques,
- animer des groupes concernant les responsables sécurité des différentes unités.

Son profil : de formation ingénieur ou équivalent, le sujet devra disposer d'une expérience de 3 à 5 ans environ acquise au sein d'un service formation d'un groupe industriel ou d'un cabinet spécialisé.

La réussite à ce poste permettra d'accéder à de larges responsabilités soit dans la fonction personnel, soit dans des postes opérationnels.

Poste : ville sud-est

Rémunération : 250.000 F. +

Ecrire sous réf. BJ 202 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Aux plus grands de la presse vendez SOLSTICE 2000

Le système informatique des salles
de rédaction de demain.

- Vous connaissez le milieu de l'édition, c'est un atout, ou bien vous avez les qualités pour y accéder.
- Votre esprit d'ouverture vous aidera à collaborer efficacement avec nos équipes techniques.
- Une première expérience concluante dans la vente de systèmes informatiques ou bureautiques vous permettra d'accompagner l'expansion de notre département presse et édition tant en France qu'à l'étranger.
- La maîtrise de l'anglais est souhaitable.

Merci de prendre contact, sous référence IC/DAG/IM, avec Michel Bouffard, chargé du recrutement, CERC - 56 rue Roger Salengro 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.



ARTHUR
ANDERSEN
& CIE

CONSEILS EN ORGANISATION

- PRATIQUER le métier de conseil aux entreprises au sein de notre groupe "Techniques Avancées", en rapide développement (80 personnes),
- RECEVOIR une formation continue en France et aux Etats-Unis,
- TRAVAILLER en équipes "à taille humaine" constituées en fonction des missions,
- MAITRISER progressivement l'essentiel des méthodes et techniques utilisées dans notre métier (réseaux, télématique, systèmes temps réel, traitement de l'image, robotique, CAO),
- DEVENIR en 5 ans environ responsable de missions.

C'est l'itinéraire que nous vous proposons, si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CENTRALE, SUPTELECOM, SUPELEC, MINES, PONTS, ENSI-MAG, ENSEIHT).

Envoyer votre dossier de candidature à
Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & C^{ie}
Tour GAN - Cedex 13 - 92082 LA DEFENSE.



VILLE
DU BLANC-MESNIL
(SEINE-SAINT-DENIS)

Recherche pour le Cinéma
Municipal Louis-Déquin

ADJOINT DE DIRECTION

Chargé(e) plus particulièrement et sous
contrôle de la Direction de :

- La promotion des activités du cinéma ;
- La mise en place d'un programme d'animation ;
- La liaison avec les établissements scolaires, CE, Associations ;
- La rédaction et la diffusion du programme mensuel.

Adressez candidature avec CV à
Monsieur le maire
Place Gabriel-Péri
93156 LE BLANC-MESNIL.

Filiale d'un groupe international, spécialisée
dans la fabrication de produits tensio-actifs

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE, pour
assumer des responsabilités au sein de son service
production. Ce poste très formateur, permettant de faire
des preuves dans l'exercice de responsabilités croissantes,
convient à des ingénieurs chimistes diplômés grandes
écoles témoignant de réelles qualités d'organisateur,
d'animateur et d'une grande disponibilité.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Meaux en Seine-et-Marne.

Ecrire sous référence CLH
SIDORGE SINOVA
BP 15 - 77101 MEAUX CEDEX.

Le Monde CADRES

Banque

à taille humaine, aux activités financières en forte croissance, créant une nouvelle fonction, recherche le

Responsable du développement des produits et services financiers destinés aux particuliers

Le titulaire de ce poste aura pour mission :

- de concevoir une stratégie globale de développement d'une clientèle de particuliers haut de gamme et de la mettre en œuvre (définition des produits, diffusion, gestion des budgets) ;
- d'animer et de coordonner l'activité des collaborateurs chargés de cette clientèle (conseillers en agences, gestionnaires de patrimoine au siège, service de vente par correspondance...) ;
- d'assurer la coordination entre ces collaborateurs et les gestionnaires des structures O.P.C.V.M. et autres produits financiers.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 à 40 ans, ayant une très bonne expérience de cette fonction et possédant une bonne maîtrise de marketing et de diffusion de produits et services financiers destinés à la clientèle privée.

Rémunération d'excellent niveau et réelle possibilité d'évolution de responsabilité.

Adresser résumé de carrière à Bernard Mangou
SEARCH, sous la référence 2176,
17 rue La Rochefoucauld, 75009 Paris.

SEARCH

Le département de la Seine-Saint-Denis recrute, par voie de détachement, pour sa Direction des Affaires Domaniales et Juridiques :

1 CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Objectifs :

- Tenue des contentieux ;
- Conseils juridiques aux directions départementales.

Formation et expérience :

- Généraliste du droit à dominante de droit public ;
- Formation ou expérience en animation d'équipes pluridisciplinaires ;
- D.E.A. en droit + expérience.

Convientrait à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat ou des collectivités territoriales.

1 CHEF DE SERVICE DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Objectifs :

- Diriger un service composé de deux bureaux qui gèrent l'ensemble du patrimoine immobilier du département ;
- Réaliser les acquisitions et les cessions ainsi que les classements et déclassements dans le domaine public ;
- Gérer les baux pris et donnés ainsi que les copropriétés.

Formation et expérience :

- Expérience en gestion administrative publique ;
- Formation à dominante juridique.

Convientrait à un fonctionnaire de catégorie A expérimenté de l'Etat ou des collectivités territoriales.

1 CHEF DE BUREAU DE LA GESTION DU PATRIMOINE

Objectifs :

- Assurer la bonne gestion des biens immobiliers dont le département est propriétaire, copropriétaire ou locataire.

Formation et expérience :

- Gestion administrative publique.

Convientrait à un fonctionnaire de catégorie A de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi que des organismes HLM ayant acquis une certaine expérience.

ATTACHÉS

- De formation juridique (préciser la dominante dans la formation et l'expérience acquise).

1 TECHNICIEN

Objectifs :

- Assister le directeur dans l'estimation des biens immobiliers à acquérir, à vendre et à louer ;
- Assister les services dans les négociations qui portent sur ces biens.

Formation et expérience :

- Elaboration de devis et estimation ;
- Connaissance du marché de l'immobilier.

Convientrait à :

- Un ingénieur des villes ou de l'Etat polyvalent bâtiment/voirie ;
- Un fonctionnaire pratiquant des estimations aux services fiscaux ;
- Un collaborateur d'expert.

ADRESSER CANDIDATURE et C.V. détaillé à
Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux de la Seine-Saint-Denis
124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY Cedex.

● Diagnostic stratégique et financier ● Redressement d'entreprises en difficulté.

Si vous êtes passionné (e) par des missions de ce type. Si l'assistance de Comités d'Entreprise dans des conditions parfois difficiles ne vous rebute pas.

Si vous pensez que le redressement d'une entreprise passe aussi par la valorisation de ses ressources humaines.

Si le conseil auprès de structures du secteur associatif et de l'économie sociale vous attire.

Si vous êtes désireux de mettre à leur disposition votre réflexion et votre imagination.

Si vous souhaitez vous associer au développement d'un cabinet en plein développement, de dimension nationale.

Si vous êtes disponible et motivé (e), prêt (e) à assumer des responsabilités.

Si votre expérience et votre formation (HEC, ESSEC, SUP de co, etc.) vous ont préparé (e) à travailler avec nous.

Transmettez votre C.V. et vos prétentions sous n° 8.163 M. LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, Paris-7.

VILLE DE DIEPPE
(40 à 60 000 habitants)
2 000 fonctionnaires par jour
70 agents

recherche

UN GESTIONNAIRE DES RESTAURANTS SCOLAIRES

Formation BAC + 2 (BTS ; DUT). Économiste gestionnaire + expérience souhaitée. Recrutement par voie de mutation ou sur titres.

Poste à pourvoir le 1^{er} janvier 87. Date limite de dépôt des candidatures : 30 nov. 86.

Envoyer CV à M. le Maire S.P.-75208 DIEPPE CEDEX.

Importante Société recherche UN INGENIEUR DIPLOME Spécialisé en électricité et informatique.

Poste évolutif, salaire motivant, mobilité exigée. Adr. dossier complet à MEDIA SYSTEM 40, rue Olivier-de-Serres 31000 Toulouse, qui transmet.

Vous avez une expérience réussie de quelques années et recherchez des possibilités d'évolution de carrière, des responsabilités réelles et définies, un travail en équipe, sur des sujets passionnants et de grande nouveauté.

Nous sommes une Société de grand renom dans le domaine de la Haute Technologie, notre développement est constant et nous recherchons :

2 ingénieurs chefs de projets

PM II - Mécanicien de formation avec des connaissances poussées du calcul EF, des techniques de modélisation, une expérience de bureau de calcul, d'études, d'engineering.

PE II - Electronicien de formation, avec de bonnes connaissances en mécanique des vibrations, une expérience de bureau d'études, de laboratoire, de développement.

Pour ces 2 postes, vous aurez à piloter entièrement des projets soit : discuter les choix techniques avec le client, faire respecter les coûts et les délais, animer votre équipe. Les possibilités de contact avec le monde scientifique étant nombreuses, la pratique de l'anglais est souhaitée. Le lieu de travail est situé à Lyon, dans un cadre agréable.

ingénieur chef de mission

CM II - Diplômé GE, avec des connaissances approfondies en traitement numérique du signal, en informatique, une expérience des essais et mesures physiques.

Ce poste comporte la responsabilité d'informaticiens et de techniciens et se situe dans un environnement technique très valorisant. Le lieu de travail est sur le littoral méditerranéen.

Merci d'envoyer votre cv, photo, rémunération souhaitée (confidentialité absolue), sous la référence choisie à :

BM BERNARD MIGNOT CONSEIL
145, chemin de Choulans - 69005 LYON

BANQUE DE TRÉSORERIE

recherche

Chef de Service

CLASSE VII ET PLUS RESPONSABLE

Back - Office

(GESTIONS DES OPERATIONS)

Il (elle) supervisera 4 back-office délégués de 3 à 4 personnes : monétaire France - devises - obligataire et matif - obligataire international et devra se coordonner avec les services comptabilité et informatique.

Agé de 30 ans minimum, il (elle) aura une bonne maîtrise des problèmes d'organisation, de gestion administrative et comptable, ainsi que de l'utilisation de l'informatique.

L'Anglais serait un plus.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous n° 0.000 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR

Paris la Défense

La chef de service juridique recherche un jeune

JURISTE

O'ENTREPRISE

Maîtrise, OUT

Capable de le secondariser efficacement dans le montage et le suivi des dossiers juridiques et d'assurer son secrétariat. La pratique de l'anglais sera un atout nécessaire.

Env. lettre manuscrite CV et photo sous réf. 1.101 à M. de la Tour-de-Serres, Paris-8^e qui transmettra.

Importante Société Industrielle MOUSSE recherche

INGÉNIEURS

École nationale supérieure d'ingénieurs, Supélec, IEG ou équivalent, pour ses services techniques, BE et fabrication. Débutants ou avec expér. Rémunération motivante.

Écrire n° 8.594 Publicité Réussite 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

BANQUE PARIS-8 recherche

RESPONSABLE

SECRÉTARIAT

Montage de dossiers de crédits à court, moyen et long terme, tant aux entreprises qu'aux particuliers. Gestion de dossiers contentieux. Montage crédits sociaux.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ou à un cadre classe V ayant de bonnes connaissances juridiques.

Adresser CV + prétentions à M. 1944/16 à AMP 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

ORGANISME INTERNATIONAL

DOMAINE VITICOLE

recherche

Langue maternelle anglaise. Excellent français, espagnol souhaité.

Envoyer CV et prétentions au MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

VILLE DE BANLIEUE

PARISIENNE

(+ 40 000 HABITANTS)

Recherche selon conditions, statutaires (liste d'aptitudes ou mutation)

1 INGÉNIEUR

SUBDIVISIONNAIRE

Chargé du Service Infrastructure.

Fonction d'encadrement : - Expérience exigée ; - Poste à pourvoir rapidement.

Ad. candidatures et CV au MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



MATRA DATASYSTÈME constructeur informatique à vocation européenne recherche (H/F) pour son département Administratif et Financier :

Responsable des Comptabilités

Vous garantissez la fiabilité de la comptabilité de nos deux activités de production : mini-informatique et terminaux spécialisés; vous effectuez la consolidation de la société avec ses filiales en normes internationales; vous produisez les résultats mensuels par activité et par centre de profit; vous devez également optimiser les procédures existantes et les moyens de traitement informatique.

Après un DECS et une expérience (au moins 4 ans) dans une entreprise industrielle, vous maîtrisez la comptabilité analytique par centre de profit. Vous avez une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. L'anglais courant est nécessaire.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre, référence, C.V., photo et prétentions) en indiquant la référence MQ/101 à DRH MATRA DATASYSTÈME 1 avenue Népce - 78180 Montigny-Le Bretonneux

MATRA DATASYSTÈME
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

Leader sur le marché du financement d'équipement professionnel, recherche pour sa Direction Juridique et Fiscale un

JURISTE DE DROIT DES AFFAIRES

De formation MAÎTRISE ou DESS/DEA, vous avez acquis au minimum 3 années d'expérience dans ce domaine.

Votre mission est constituée par une activité de consultant, pour les divers services du Groupe et par la réalisation de missions et d'études pour la Direction Juridique et Fiscale.

La pratique de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Groupe LOCAFRANCE - Département Recrutement/Carières - 43-47, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS.

Locafrance

Importante société Transports Maritimes recherche pour filiale CÔTE OCCIDENTALE AFRIQUE

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Département BTS ou équival. pour occuper poste :

ADJOINT

CHEF COMPTABLE

Statut expert

Env. CV et photo à n° 15.701 COMPTES Pub. 20, av. Opéra, 75004 Paris

seul CV qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

F. très bonne connais.

recherche, expér. respons. de fabrication rech. poste équival. Edition, presse ou publicité.

Écrire sous le n° 8.106 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Biologiste 32 ans, doct. 3^e cycle, cytol. histol., 4 ans d'exp. enseignant-chercheur univ., audis tous prop. d'emploi, toutes régions.

Écrire sous le n° 8.158 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Ingénieur ECP 23 ans, diplôme O.M., ds. poste informatique, temps partiel, traitement signal, département 06, 13, 20.

Écrire sous le n° 8.187 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

CADRE SUPÉRIEUR

Rech. contacts avec sociétés françaises désirant s'implanter en Espagne.

Tél. soir : (16) 87-79-88-05.

INGÉNIEUR, responsable centre de profits, vente biens équipements, angl., recherche situation similaire.

Écrire sous le n° 8.189 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Pédagogue devenu prof. philo puis délégué d'un ministère, trois livres publiés, peut se rendre disponible pour nouvelles perspectives.

Écrire sous le n° 8.166 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Manager 31 ans, anglais, esp., notions dessin, École sup. com. marcs, maîtrise droit et sciences économiques, 6 ans ing. IBM, grande compte.

2 ans directeur FME France, 1 an dir. P&G Scandinavie, CFI, DIRECTION FINALE EUROPE DU NORD.

Écrire sous le n° 8.141 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7.

propositions
diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la recherche d'emplois FRANCE CARRIÈRES (D 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
CARDINAL LEMOINE 2 p. et ch. cuisine, 350 000, 43-25-87-16.

3^e arrdt
ARTS-ET-MÉTIER
BEAU DUPLEX 73 m²
CHARENTA, SOL., 42-72-40-19.

11^e arrdt
RÉPUBLIQUE
(Prie) imm. pierre de t., cuisine, poêle, verand 2 p., et DUPLEX possib. Tél : 42-67-88-30.

15^e arrdt
CAMBONNE
Imm. pierre de table, placement ou récupération, appartements, 300.000 à 500.000 F. 800 Cornet Révision : 42-60-64-74, poste 233.

locations non meublées offres

Région parisienne
ST-GERMAIN-EN-LAYE
Sans pour loier, 5 rue de la Louer SANS COMMISSION appartements dans imm. haut 3 p., à partir de 5.400 F. 4 p., à partir de 7.100 F. Loyer comp., park, et chif. centr. et sans ch. mètre 57/64 du mardi au samedi de 15 h à 17 h 30. 2 bis, rue de la Rochepoussin, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

bureaux
FOCH BUILDING
INTERNATIONAL
Votre bureau équipé à PARIS. Tous services, GD STANDING. COFFRETS et moyennes durs. DOMICILIATIONS, 80, AVE. RUE FOCH (17, square Foch), 75118 PARIS. Tél : 45-00-45-00. Télés 646 489 F.

BUREAUX ÉQUIPÉS
De 15 à 100 m², STANDING. OUVERT 24 H/24
Location courte ou longue durée. Tél. soirs : tél., télécopie, tél., restaurant, parking, secrétaire, tél. personnelle. ACTE : 43-80-90-10.

Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Dénier à l'acte. ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 43-55-17-50

ÉTOILE
Très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
Toutes durées, tous services. Tél. : (1) 47-27-15-89.

terrains
URAGUIGNAN 83
Part. vd terrain 2.500 m², vue magnifique sur la Seine, calme. 210.000 F. T. : 20-73-83-40.

appartements achats

AGENCE DE L'ÉTOILE
met à votre disposition ses introductions auprès de sociétés françaises et multinationales de DIPLOMATES ou HOMMES D'AFFAIRES à la recherche d'appartements STAND.

ACHAT ET LOCATION
47-63-13-78

Recherche 2 à 4 pièces, PARIS, préférence RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. P&G COMPTANT chez notaire. 48-73-20-87 même le soir.

Recherche 1 à 3 pièces, PARIS, préférence RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. P&G COMPTANT chez notaire. 48-73-20-87 même le soir.

locations non meublées demandes

Paris
Pour cadres supérieurs et employés munis d'IMPORTANTES SOCIÉTÉS FRANÇAISES PETROLES rech. apprs 2 à 6 p., studios, villas, Paris, banlieue. 48-69-30-33.

Région parisienne
Société cherche pour cadres villes sans banl. Loyer garanti. (1) 49-89-88-88, 42-83-87-02.

مكتبة الجليل

هكنا من الامم

Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 11 novembre 1986 17

PRIVATISER A L'ÉTRANGER

Canada : à la recherche de capitaux

Le choix du moment
pour vendre
le plus cher possible

OTTAWA

En France les projets de privatisation, venant après une vague de nationalisations récentes — en 1982 — et portant sur une courte période — cinq ans, soit une législature — apparaissent plus « massifs » qu'ailleurs. L'Etat au programme de gouvernement des partis de droite, il se teintent d'une forte connotation idéologique.

Toutefois, la contrainte budgétaire pousse aussi l'Etat à rendre au secteur privé les entreprises dont il est actionnaire. La recherche de capitaux le conduit à vendre — à la différence de la plupart des autres pays — les sociétés qui se portent le mieux et sont donc les plus attractives pour des investisseurs potentiels.

« Administrant » la privatisation, la France n'est pas le seul pays à s'être enfoncé dans une conception relationnelle rigide de la privatisation. En Grande-Bretagne, le gouvernement de M. Thatcher s'était également fixé un programme très strict, incluant notamment un calendrier et une politique de petits actionnaires populaires, qui ne s'est pas toujours confirmé dans les faits. A l'inverse, des pays, comme le Canada ou le Japon, se sont montrés plus pragmatiques.

L'IDEE de privatiser Air Canada, la compagnie aérienne publique à feuille d'érable rouge sur fond blanc, ne pose pas de problème stratégique ou philosophique au gouvernement fédéral d'Ottawa. Seulement des problèmes de prix, c'est-à-dire de choix du meilleur moment pour vendre le plus cher possible.

Comme l'équipe au pouvoir depuis septembre 1984 ne s'est fixé aucun calendrier, contrairement à ce qu'ont fait M. Thatcher en Grande-Bretagne ou M. Balladur en France, le passage d'Air Canada au secteur privé peut aussi bien se faire dans deux mois que dans deux ans. On ne jure pas de faire si les conservateurs perdent le pouvoir aux prochaines élections, en 1989.

L'idée de privatiser cet autre pilier du secteur public qu'est Pétro-Canada n'est plus du tout — on s'en doute — à l'ordre du jour. Qui achèterait actuellement les actifs d'une société d'Etat malmenée par la baisse des cours du pétrole, la chute de rentabilité de nombreux gisements et une politique dont le dynamisme a souvent été remis en question ?

Une forte remontée des cours du brut n'aurait probablement

pas de conséquences immédiates. D'abord parce que Pétro-Canada, qui a coûté très cher à l'Etat, doit avant toute chose assainir ses comptes, ce à quoi s'emploie son président, M. Bill Hopper — en poste depuis 1976 — qui licencie avec autant d'enthousiasme qu'il avait naguère embauché. Ensuite parce que le problème posé au gouvernement de M. Brian Mulroney et à son ministre de la privatisation, M. Barbara McDougall — une femme de quarante-huit ans dynamique et compétente — est plus difficile dans le cas du pétrole que dans celui des transports aériens.

C'est en tous les cas ce qu'estiment les pouvoirs publics, qui voient en Pétro-Canada « une fenêtre ouverte sur le secteur pétrolier ». Un secteur sur lequel repose une partie de la construction du pays.

Que privatiser ? C'est le pragmatisme qui fait dire à M. Janet Smith, sous-ministre — comme on dit ici — à la privatisation et bras droit de M. Barbara McDougall, qu'il faut classer les sociétés publiques en fonction des motifs qui les ont fait acquiescer par l'Etat. Selon elle, il y a trois catégories de crown corporations.

La première regroupe les sociétés acquises ou créées pour construire le pays, parce que le secteur privé ne pouvait pas mobiliser assez rapidement l'argent nécessaire et ne s'intéressait pas à certains besoins collectifs dans un pays peu peuplé. L'Etat s'est donc

donné des « missions », ce qui explique l'existence d'Air Canada et de CBC (Canadian Broadcasting Corporation), qui est la société de radiodiffusion à capitaux publics.

La deuxième catégorie regroupe les entreprises en difficulté que l'Etat a rachetées pour éviter qu'elles ne disparaissent, mais aussi pour protéger l'emploi et certaines fabrications. Dans ce lot figurent — ou figuraient — Canadair, De Havilland...

La troisième regroupe les sociétés rendant un service important à la collectivité et bénéficiant d'une situation de monopole : Télélobe, qui assume seul les communications outre-mer ; Eldorado Nucléaire, qui transforme l'uranium canadien et l'exporte.

Une formule vague

Les problèmes que pose la privatisation découlent tout naturellement de ces origines historiques. Le Canada est-il encore un pays « en construction » ? A l'évidence non pour les transports, comme le démontre Canadian Pacific (privé) avec sa large implantation et la qualité de ses services. Réponses plus difficiles dans d'autres domaines comme l'énergie. Comment concéder — sans risques importants — un monopole dans lequel le secteur privé voit d'abord un moyen de gagner beaucoup d'argent ?

Le rachat éventuel de Télélobe, qui convoite bien sûr Bell Canada, la grande société privée

qui bénéficie elle-même d'un certain monopole des communications intérieures, ne se conçoit, reconnaissent les pouvoirs publics, qu'à travers une réglementation très stricte. Celle-ci contredit le libéralisme dont on se réclame, mais est nécessaire pour empêcher des hausses de tarifs excessives. A moins, précise M. Janet Smith, que ne se créent au Canada deux autres sociétés de téléphone pour faire concurrence à un éventuel pôle Bell-Télélobe.

Voilà pour la problématique. Restent les engagements politiques, les promesses faites, le chemin déjà parcouru. En arrivant au pouvoir il y a deux ans, les conservateurs annoncèrent la vente de toutes les sociétés d'Etat et autres intérêts publics « ne répondant pas à un objectif de la politique publique ». Formule suffisamment vague pour n'être pas contraignante, mais qui fut inscrite dans le budget de 1985.

M. Mulroney et son équipe expliquèrent alors qu'ils recherchaient plus d'efficacité et plus d'innovation pour accélérer la croissance et créer des emplois. Un discours qui en rappelle d'autres avec son argumentation libérale : réduction de la taille du secteur public, développement de la concurrence, réhabilitation des lois du marché. Il n'est pas jusqu'au thème gaullien du capitalisme populaire qui ne soit évoqué, puisqu'il est question d'« encourager les Canadiens à devenir actionnaires ».

Dans un pays où le nationalisme compte infiniment plus que l'idéologie — le grand voisin américain est là tout proche — le nouveau gouvernement s'était donc fixé comme but de privatiser les sociétés publiques détenues dans la CDC (Corporation de développement des investissements du Canada), ainsi que de vendre les Arsenaux canadiens et la Société des transports du Nord. Or que détenait le holding public CDC ? De jolis fleurons — parfois très déficitaires, mais techniquement réputés — tels que De Havilland, le célèbre constructeur d'avions, Canadair, Télélobe, Eldorado Nucléaire ; plus un certain nombre de participations de l'Etat dans des sociétés privées (mines, pharmacie...) et regroupées au sein de la CDC (Corporation de développement du Canada).

De bons arguments

Il faut bien avouer que le secteur public canadien présentait la double particularité de ne pas briller par ses résultats tout en ayant tendance à s'étendre. Des études précises (1) montrent qu'il comprenait — filiales incluses — 1 303 entreprises : 327 fédérales, 455 provinciales, 521 sous contrôle de collectivités locales, soit au total 15 % des actifs des entreprises du pays — on avance par ailleurs le chiffre de 55 milliards de dollars (2) d'actifs. L'Etat était particulièrement installé dans les postes, l'électricité, les chemins de fer, les transports aériens, le téléphone, la distribution des produits pétroliers.

Cette constatation a donné quelques arguments aux conservateurs pour faire passer l'idée de privatisation dans une opinion publique qui lui était peu favorable. Les premières ventes remontent à l'été 1985 : Société des transports du Nord pour 27 millions de dollars en juillet et Corporation de développement du Canada, dans laquelle l'Etat cède 23 millions d'actions pour 246 millions de dollars en août, ramenant sa part de 47 % à 10 %.

C'est encore la vente des Arsenaux canadiens en décembre 1985 pour 92,2 millions de dollars avant le coup de théâtre que représente l'achat par Boeing du prestigieux De Havilland en janvier 1986 pour 155 millions de dollars (112 croit savoir *The Economist*). Opération sévèrement critiquée au Canada parce qu'elle s'est faite de façon aussi subite que mystérieuse, les détails de l'affaire n'ayant pas été révélés à l'époque.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 18.)

(1) Voir l'étude de l'OCDE sur le Canada (juillet 1986).
(2) Tous les chiffres de cet article sont exprimés en dollars canadiens (1 dollar canadien = 4,77 \$).

Japon : quand les cheminots sont « réactivés »

Ces conducteurs
de train
qui désherbent...

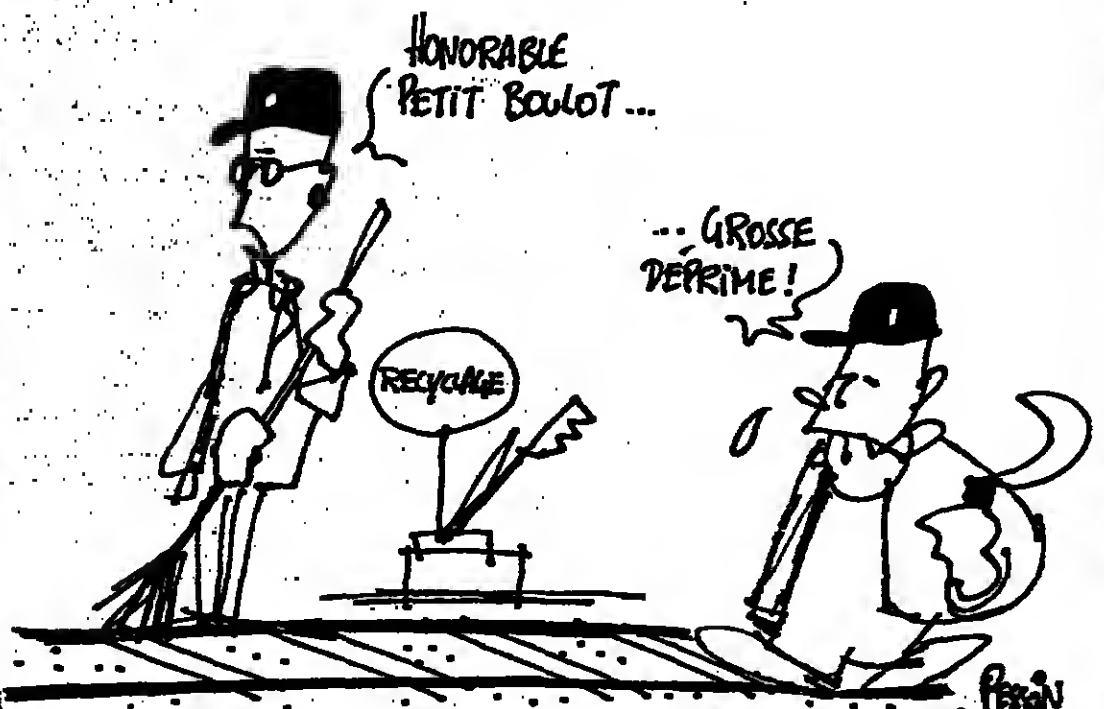
TOKYO

CHAPEAUX de paille à large bord et blous de travail, alignés et penchés vers le sol leur faucille à la main, ils rappellent des images de la Chine du Grand Bond en avant. Ils sont une vingtaine à tailler la mauvaise herbe qui a poussé sur le ballast d'une voie de chemin de fer désaffectée. La scène se passe à la gare de Shin-Kawasaki, au cœur de la mégapole de Tokyo, entre la capitale administrative et Yokohama. Les hommes qui désherbent ne sont pas des travailleurs de force, mais des conducteurs de train, dont certains ont vingt-cinq ans d'expérience.

Ils ont été affectés à ce travail — on au nettoyage des wagons — depuis trois mois dans ce que l'on appelle un « centre de réactivation des ressources humaines » (*Jinzei Katsuyo Center*). Ces centres, au nombre de trois cent seize à travers le Japon, ont été créés par la direction des chemins de fer nationaux (JNR) pour employer la main-d'œuvre excédentaire et, théoriquement, la préparer à être réemployée par les sept sociétés privées qui doivent succéder à la compagnie nationale le 1^{er} avril 1987, dans le cadre de la politique de dénationalisation poursuivie par le gouvernement Nakasone. Le 28 octobre, le Parlement a adopté les huit textes de loi entérinant la privatisation des chemins de fer.

Quinze mille employés sur deux cent soixante-dix mille ont été envoyés depuis juin dans ces centres. La grande majorité (81 %) sont des membres du syndicat Kokuro, la principale centrale syndicale des chemins de fer — 50 % du personnel — mais aussi la plus combative et opposée à la privatisation. Les « stagiaires » estiment être victimes de mesures discriminatoires prises à leur encontre afin de les inciter à quitter l'entreprise.

« Depuis que je suis ici, j'ai perdu un tiers de mon salaire », nous dit un chauffeur de machine



diesel, quarante-deux ans, père de deux enfants. Il gagnait 150 000 yens par mois (soit 6150 \$), plus un bonus annuel de 400 000 yens (soit 16 400 \$). « De toute façon, nous sommes des candidats au licenciement : ces centres sont des centres de « décapitation ».

« On cherche à nous tuer »

Dans le cadre de la privatisation, soixante et un mille emplois doivent être supprimés : on prévoit vingt et un mille « départs volontaires » ; quant aux quarante mille autres employés, ils seront théoriquement repris par le secteur public. Mais aucune mesure n'a encore été annoncée.

« Il ne faut guère se faire d'illusions sur les propositions qui nous seront faites », affirme M. Tanaka, cinquante ans, inspecteur des wagons, vingt-huit ans de service. Il a été placé, lui, dans le « centre de réactivation » de la gare de Tamachi : « On cherche

d'abord à nous tuer tout en étant payé : je me considère comme un licencié en survie. On attend que je craque et que je parte ».

Ce qui est en train de se passer à la compagnie des chemins de fer est révélateur des manœuvres auxquelles a traditionnellement recouru la direction des entreprises pour se débarrasser d'une main-d'œuvre excédentaire dans un pays où l'on ne licencie pas — et dont les patrons occidentaux ont fait un modèle de consensus et d'harmonie sociale.

Depuis le début de cette année, trente-huit employés des chemins de fer se sont suicidés. Dernièrement, un jeune assistant de conducteur, âgé de vingt-quatre ans, s'est jeté d'un bâtiment des JNR. Il avait d'abord été déplacé et transformé en vendeur de nouilles dans une gare, mais on lui avait laissé entendre que c'était un travail temporaire. Lorsqu'il comprit que c'était un « centre de réactivation » qui l'attendait, il s'est donné la mort.

Plus que les hommes, souvent réticents à dire ce qu'ils ressentent, ce sont les femmes qui

raccomtent. Ainsi Mme Yoko Suzuki, trente-deux ans, qui vit à Yokohama : « Les salaires étaient faibles, mais au moins nous pensions que l'emploi était assuré. Jamais je n'aurais imaginé que mon mari, conducteur, serait réduit à nettoyer les wagons. On lui a d'abord dit que s'il continuait à porter le badge de Kokuro, il ne serait pas parmi ceux qui seraient repris. Puis, on l'a envoyé au « goulag ». Progressivement, ils le brisent. Il a perdu son énergie, ne dit plus rien à la maison sinon pour s'en prendre aux enfants ».

Pour pallier la réduction de salaire, Mme Suzuki travaille à domicile sur une machine à tricoter : elle gagne 1 500 yens (61 francs) pour six heures de travail. « Les chemins de fer sont en déficit, mais ce n'est pas nous les responsables et, pourtant, c'est nous qui payons », dit-elle.

Le problème des JNR est énorme : la dette accumulée s'élève en 1986 à 37 000 milliards de yens, soit 232 milliards de dollars (1). En moyenne, les chemins

de fer perdent 34 millions de dollars par vingt-quatre heures, et ils paient chaque année en intérêts 8,4 milliards de dollars. Le projet de privatisation de M. Nakasone, qui entend rester dans l'histoire politique japonaise le premier ministre des dénationalisations — celles de la compagnie des téléphones et de la régie des tabacs ont déjà été réalisées — prévoit le démantèlement des JNR et leur division en six entreprises régionales et une nationale responsable du réseau des trains à grande vitesse, le Shinkansen. A partir du 1^{er} avril, ce qui sera alors l'ex-compagnie des chemins de fer subsistera pendant trois ans comme société de liquidation et aura notamment la tâche de vendre les biens des JNR, en particulier ses terrains, évalués à 16 000 milliards de yens (100 milliards de dollars) mais à la moitié par le gouvernement.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 19.)

(1) Celle de la SNCF, en France, équivaut à 12 milliards de dollars.

Pour ceux qui ont de l'étoffe nous faisons du SUR-MESURE

une grande école
de management
SUP DE CO
MARSEILLE

ESCAE de Marseille - Luminy Case 911
13298 MARSEILLE Cedex 09. Tél. 91.41.01.80.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

MARIE LAVIGNE

Les Relations Est-Sud dans l'économie mondiale

Nous sommes si habitués nous sommes aux joutes Est-Ouest et aux rapports Nord-Sud que nous voilà, devant ce nouveau couple, quelque peu... désorientés. Quatre années de travail, quinze chercheurs et collaborateurs, sous la direction de la sociologue de réputation mondiale, nous valent un fruit d'exceptionnelle qualité, le meilleur ensemble sans doute, dans le monde, sur ce sujet.

Les républiques populaires marquent dans ce domaine une certaine indépendance. La Hongrie bien sûr, en particulier. Dans l'inoubliable « Faites-le vous-même ! » digne de Jérôme K. Jérôme, la héros en quête de matériaux pour construire sa maison ne devait-il pas passer par le Nigeria ? L'URSS affirme donner, aux pays pauvres, 0,80 % de son PIB, soit plus que l'on dit et plus même que les pays capitalistes. Difficile de séparer, ici, le politique de l'économique.

Comme l'Ouest, l'Est paie en objets fabriqués les matières premières reçues du Sud. Mais, selon les auteurs, la dépendance n'existe qu'entre pays pauvres et pays capitalistes. En revanche, les comptes les plus onéreux sont ceux qui s'établissent entre pays socialistes d'Europe et d'outre-mer, d'où la faible propension à augmenter le nombre de ceux-ci.

Une attention particulière est donnée au fameux nouvel ordre économique international (NOEI) de 1974, lequel avait quelque peu pris les pays socialistes par surprise. Non combattus dans son essence, ce NOEI est jugé « peu cohérent » et même inconcevable, en pratique, sans un sérieux contrôle des firmes transnationales. A la sixième réunion de la CNUCED, à Belgrade, en juin 1983, le représentant de la RDA a insisté sur la faiblesse à établir entre le NOEI et la désarmement. Argument... de bonne guerre.

Dans la si riche deuxième partie, une série d'études d'un haut intérêt, notamment sur les relations entre les pays socialistes d'Europe et les cinq pays « d'orientation socialiste, observateurs au CAEM » : Afghanistan, Angola, Mozambique, Éthiopie et Yémen du Sud. Suivent les curieuses relations avec l'OPEP, puis avec l'Inde, qui exporte en URSS des aliments mais s'oriente vers l'industrie. Faibles échanges, en revanche, avec l'Amérique latine, un peu plus avec l'Afrique noire (républiques populaires plus que l'URSS).

Importante bibliographie. Statistiques. Annexes. Tableaux. Graphiques.
★ *Economica*, Paris, 1986. 24 cm, 346 pages, 125 F.

JACQUES ARNAULT

Finlande, « finlandisation », Union soviétique

Longtemps connus, en France, pour leurs seuls exploits athlétiques, les Finlandais sont venus au premier plan de l'actualité politique lors de la guerre que leur a faite l'Union soviétique en 1939-1940. Plus encore que celle-ci, ce sont les accords d'après-guerre, superficiellement connus, qui ont conduit au terme « finlandisation », peu utile au demeurant puisque nous disposons déjà des mots « vassalisation » et autres. Vient aussi à l'esprit le fameux « Pas prisonnier, mais... » du duc de Reichstag.

La description de la vie économique du pays, actuelle et depuis quarante ans (traités de commerce et d'amitié avec l'URSS, de 1947 et 1948), modifie profondément cette opinion occidentale, génératrice de confort d'esprit. Il est cependant à craindre que l'excès de preuves et l'abondance d'arguments ne nuise quelque peu, selon la règle, à l'objectif poursuivi ici par l'excellent auteur du *Socialisme suédois*.

« En l'état actuel, la Banque de Finlande fixe le taux du rouble, par rapport au mark finlandais, sur la base du cours du rouble établi par la Banque d'État de l'URSS. » Et plus loin nous lisons : « C'est en tenant compte de toutes ces situations qu'elle [la Finlande] élabore une politique indépendante. » Quoi qu'il en soit, le droit de propriété est ici tout à l'occidental, et le communisme en recul (en partie au profit des Verts) ; les échanges se font, pour 75 %, avec les pays occidentaux.

Remarquable, l'essor économique et industriel. Selon certaines sources, le PIB par habitant est un peu inférieur à celui de la France. Selon d'autres, un peu supérieur. Mais combien contestable l'avantage, pour le pays acquiescent, du « pétrole cher ». Cette idée est conforme, il est vrai, aux sophismes émis dans l'Helsinki sur l'emploi, par les personnalités les plus éminentes et par l'opinion publique, sophismes à la source même des deux millions et demi de chômeurs.

En dépit de l'angélisme flottant, excellente mise au point dotée d'une préface du général Bernard Gambiaz.
★ *L'Harmattan*, Paris, 1986. 21,5 cm, 153 pages, 85 francs.

BENAMOUR LAHRICHI NEZHA

Energie et tiers-monde non pétrolier. De la problématique générale à l'étude du cas marocain.

Lors du premier choc pétrolier en 1973, les pays occidentaux profondément touchés ne se sont guère souciés des pays pauvres non pétroliers, se consolant, en somme, de la décolonisation, Algérie exceptée. C'est sur le plan le plus général que se place la jeune Marocaine, que l'éditeur n'a pas jugé utile de nous présenter, mais qui, inspirée d'une certaine façon par Samir Amin, nous fournit une remarquable vue dans le temps et l'espace, remontant plus ou moins en cause

les principes, quelque peu sacrés, de la division internationale du travail.

Puissamment documentée, cette histoire du pétrole : domination initiale des compagnies occidentales, révolte de Mossadegh (1953) en Iran, avènement de la Libye et de l'Algérie, et création de l'OPEP en 1960, accords de Genève et de New-York, en 1972, suivis du premier choc pétrolier, qui ébranle non seulement le consommateur, mais aussi la carte.

Ce rappel général confirme l'évidence longtemps contestée : les pays consommateurs ont intérêt à imposer fortement les carburants et produits pétroliers, sinon cet intérêt sera épuisé en un tour de main. Si le premier choc pétrolier profite largement aux producteurs, le second prête à discussion, sinon à regret.

En deuxième partie, diverses considérations sur le marché, notamment sur la recherche d'énergies nouvelles. Conclusions quelque peu optimistes, attardées sur l'énergie solaire.

La troisième partie concerne le Maroc. Les remarquables efforts de prospection de pétrole (sondages jusqu'à 17 000 mètres) n'ayant pas eu le succès attendu, cet échec a donné lieu aux hypothèses les plus extravagantes de faible désir de succès. L'hydrologie présente d'importantes ressources, mais la coût de l'électricité ainsi obtenue est élevé. En outre, la déforestation est cause d'érosion. Nous concluons par l'appel classique à « un autre développement » par la marche demanderait à être précisée.

★ *Éditions maghrébines*, Casablanca, 1985. 22 cm, 840 pages.

MARIE-CHRISTINE GUENEAU

Afrique : les petits projets de développement sont-ils efficaces ?

Dans l'imposante bibliothèque consacrée au développement, le plus grand paradoxe des ouvrages se présente dans l'optique macro-économique, rationnelle et même internationale. Il s'agit ici, au contraire, nous décrit la recherche du Comité français contre la faim, de projets concrets, localisés, en vue de diffuser de meilleures techniques productives. C'est, le plus souvent, l'œuvre d'organisations non gouvernementales (ONG) ; plusieurs centaines ont été reconnues par le ministère de la coopération.

Dès le départ, condition délicate : pour progresser, une petite collectivité doit avoir dépassé le stade de la misère. C'est notre classique distinction, au dix-neuvième siècle, entre misère et dénuement. Deux opérations bien différentes, la conception d'un progrès et son acceptation par les paysans intéressés.

Tout progrès suppose une mise de fonds initiale. Entre la charité simple et le placement capitaliste se situent des opérations intermédiaires (l'épargne-développement). Nous suivons ainsi trois phases : démarrage d'un projet (conception), organisation, exécution.

Les obstacles les plus inattendus pouvant surgir faute de connaissance du « terrain », les progrès « parachutés » courent toujours quelques risques, même s'ils doivent assurer la satisfaction d'un besoin d'urgence exprimé. A titre d'exemple, ne pas confier l'apiculture à des jeunes...

La don, la gratuité, présentent, comme chez nous, de sérieux dangers, en suscitant un comportement de

passivité. La Fontaine avait bien présenté le sujet. Les projets appartiennent à trois catégories : commerce, banque, production agricole et pêche. Trois sortes de résultats aussi : monétaires, économiques et sociologiques.

Faut-il souhaiter une meilleure coordination entre les ONG ? La réponse n'est pas évidente. En fin d'ouvrage est posée, en outre, la question de la collaboration avec l'État, jusqu'ici redoutée. Risque de bureaucratie ? Le terme n'est pas prononcé, mais...

★ *L'Harmattan*, Paris, 1986. 21,5 cm, 227 pages, 110 F.

JEAN-PIERRE MASMEJAN

La République des commis

La critique contre l'augmentation du nombre des fonctionnaires remonte à Charles IX et sans doute bien plus haut. Cette observation ne signifie pas qu'il s'agisse d'une simple manifestation rituelle, propre à soulager un peu l'esprit. Encore faudrait-il qu'elle s'accompagne d'un examen profond et de la recherche de solutions pratiques. Quatre impressions, est-il précisé : financière, économique, sociale, politique. Pour être vaudrait-il mieux quatre livres.

La débauche résonne sur les prélèvements obligatoires est peut-être moins précise que ces vues, mais plus efficace. Utile sûr dit, en tout cas, une présentation des besoins, en Suisse et en France, dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Il est largement question de pouvoir, de droit, de nomenclature, mais non de durée de travail, terrain sacré.

★ *Éditions de l'Âne*, Lausanne 1986. 21 cm, 206 pages.

ALAIN GELEDAN

Economie. Le cours de terminale B, en quinze synthèses

Les observations sur un tel ouvrage peuvent porter sur la forme, la clarté, plus encore que sur le fond. Sur celui-ci, en effet, nous retrouvons, avec plus de régularité que de surprise, les erreurs, illusions et dogmes des vues économiques contemporaines, en particulier, sur l'inévitable emploi. Bien présents aussi les dogmes classiques sur le cycle long de Kondratieff, sur le take-off, etc. A peine un peu d'affection supplémentaire.

La démographie, heureuse surprise, est ici bien en place, mais aucune pyramide des âges ne permet de saisir le mécanisme. Pour la baisse des naissances, à partir de 1965, aucune bonne explication n'est donnée. La fin de plus d'un démographe : la diffusion sans obstacle de la pilule contraceptive est survenue à une époque où le nombre de grossesses non désirées était important, comme le montraient les enquêtes réalisées dans les maternités.

C'est surtout sur la forme, sur la façon de transmettre que peuvent, dans un tel ouvrage, porter les critiques : l'effort d'adaptation est ici aussi notable qu'insuffisant. Le risque est sérieux d'abandon simple par l'élève, ou d'efforts de pure mémoire. Le jeune de terminale B voit-il bien la relation entre ces textes sévères et la vie qui se déroule autour de lui ?

Il a certes droit à toutes les indulgences, cet enseignement qui, encore dans l'enfance, a lui-même tout à apprendre.

★ *Belin*, Guide plus, Paris, 1986. 21 cm, 468 pages, 76 F.

BIBLIOGRAPHIE

L'économie française a besoin d'immigrés clandestins

« L'immigration clandestine n'est pas inutile, car, si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et des accords internationaux, nous manquerions de main-d'œuvre », disait en 1966 l'ancien ministre Jean-Marcel Jeanneney. Vingt ans après, Yann Moulier Boutang, Jean-Pierre Garson et Roxane Silberman publient une étude selon laquelle « renvoyer les clandestins créerait plus de chômage que cela ne libérerait d'emplois » ; « s'il y en a en France, c'est avant tout parce que des chefs d'entreprise font appel à eux ».

Les immigrés clandestins sont surtout appréciés pour leur « disponibilité », leur « docilité » à travailler le temps demandé dans une journée, une semaine, un mois. Au moment des récoltes, les agriculteurs ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre « pendant un laps de temps très

court ». Les activités de services (travail domestique, démarchage publicitaire) et surtout le tonnage (commerce de détail, hôtellerie et restauration) ont des besoins en main-d'œuvre à des moments où les travailleurs légaux « ne travaillent plus, du fait de la législation sociale ».

De la même façon, dans la confection, « pour augmenter les profits, les grossistes attendent les salons pour passer commande aux ateliers de production, qui ne disposent que de trois à six semaines pour organiser la production ». Le coût croissant des transports favorise la tenue d'ateliers « à structure familiale » en France, d'autant plus que le phénomène de déclassement qu'organise sciemment le mode interdit les grandes séries sur lesquelles les économies d'échelle réalisées par les nouveaux pays industrialisés se font sentir.

Dans le bâtiment et les travaux publics, la nécessité est forte également d'avoir une main-d'œuvre disponible : en raison de « la discontinuité d'activité liée au climat ou aux règles de passation des marchés publics. Des entreprises ont désolé formellement des employés tout en gardant des liens réels de sous-traitance avec eux ». Ce sont parfois d'ex-clandestins qui prennent leur licence d'artisan et qui utilisent des étrangers illégaux.

L'impact sur les salaires est un cercle vicieux : « Plus les illégaux apparaissent, moins les syndicats sont présents, donc plus les conditions de travail se dégradent, ce qui provoque un appel croissant à une main-d'œuvre infériorisée. » Paradoxalement, tous les moyens mis en œuvre pour empêcher la présence de clandestins en France contribuent à la

reproduction des facteurs d'appel de cette main-d'œuvre illégale.

La complicité entre l'État et les employeurs d'immigrés clandestins serait réelle. Comment toucher à la mode, qui représente un poste non négligeable dans les exportations françaises ? « Les contrôles aux frontières ou les sanctions contre les employeurs sont inefficaces. Leur objectif réel n'est pas de supprimer le travail clandestin des étrangers, mais de les cantonner sciemment dans certains secteurs. Les inspecteurs du travail réfléchissent à deux fois dans le cas où il est flagrant que l'emploi « français » apparaît lié à l'emploi « immigré clandestin ».

FRANÇOIS KOCH.

★ *Economie politique des migrations clandestines de main-d'œuvre (comparaisons internationales et exemple français)*. Publiand. 276 pages, 138 F.

Canada : à la recherche de capitaux

(Suite de la page 17.)

M^{me} Barbara McDougall, qui ne s'occupait pas alors de privatisation — c'était M. Robert de Cotret, président du conseil du Trésor, l'équivalent d'un superministre des finances, — a compris la leçon en reprenant le dossier en juin dernier. Elle fournit maintenant au Parlement et à la presse beaucoup d'éléments d'information.

Fonctionne — de façon satisfaisante — un comité de privatisation et de réglementation comprenant onze ministres et conseillers financiers par la firme Salomon Brothers, qui aide à évaluer le prix des entreprises à vendre. La décision de privatiser ou non est prise par ce groupe et par le ministre de tutelle. Elle est rendue définitive par le premier ministre.

Après la vente de Canadian National Route et des Pêcheries du Canada en avril 1986, ce fut l'annonce le 18 août dernier du rachat prochain de Canadair par la firme Bombardier, pour 120 millions de dollars. Cette privatisation est la septième, mais la première de M^{me} Barbara McDougall. Elle devra être ratifiée par le Parlement. Tel est l'état des lieux, la prochaine opération importante à attendre étant la vente de Télélobe.

Aucun complexe à cet égard

Si le rachat de De Havilland par Boeing a laissé un mauvais souvenir, le gouvernement — ou plutôt le ministre de la privatisation — n'exclut pas du tout qu'une société étrangère prenne de nouveau le contrôle d'une firme publique canadienne. Tous les membres du gouvernement ne sont peut-être pas enthousiasmés par une telle perspective, mais M^{me} Barbara McDougall ne nourrit aucun complexe à cet égard : difficile, dit-elle en substance, de

faire des pieds et des mains pour attirer les investisseurs étrangers, alors qu'on hésiterait à vendre une entreprise publique par ce que la meilleure offre (prix et crédit) émanerait d'une société étrangère. Nous avons besoin de capitaux.

Une opinion quasi unanime

Une telle position marque incontestablement un tournant puisque le secteur public apparaissait jusqu'ici comme un rempart contre la mainmise américaine. Mais le ministre de la privatisation n'a pas tort de parler d'un manque de capitaux : les besoins de financement du Canada sont deux fois plus élevés que dans les autres grands pays, l'Italie exceptée. De plus, les privatisations réalisées à ce jour semblent donner de bons résultats en termes d'activité et d'emploi.

De Havilland se porte maintenant bien. En juin dernier, la firme a reçu commande de 42 appareils Dash 8 pour une valeur de 400 millions de dollars, ce qui porte à 132 le nombre d'avions à construire : deux ans et demi de travail. Si Boeing n'était pas venu, ce serait devenu De Havilland, souligne-t-on à Ottawa ?

Quant à Canadair, l'opinion est quasi unanime : son rachat par la très dynamique société Bombardier est une bonne chose. La firme est en effet canadienne et même québécoise. De plus, Bombardier a montré depuis quinze ans sa faculté d'adaptation. La société s'est largement diversifiée : d'abord fabricant de motos des neiges, elle a décroché, en 1982, un contrat de 825 voitures pour le métro de la ville de New-York, tout en gagnant de l'argent — ce qui n'est pas si facile aux États-Unis, quand il s'agit de matériel ferroviaire.

ALAIN VERMHOLES.

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1986

LA BASE DE TOUTE DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE

L'Annuaire rassemble un nombre inédit d'informations chiffrées et commentées. C'est un guide unique pour une recherche précise de l'information : Données d'enquête • Références documentaires • Liste d'organismes • Séries longues • Définitions • Comparaisons internationales • Précisions méthodologiques • Commentaires.

INSEE Institut National de la Statistique et des Études Économiques

BON DE COMMANDE à retourner au CNGP - INSEE BP 27118 93027 ANNIERS CEDEX

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) de l'Annuaire Statistique de la France 1986 (900 pages, 480 F)

Nom ou raison sociale _____

Activité _____

Adresse _____

Téléphone _____

Ci joint, la somme de _____ F

QUAND LA TENSION MONTE A LA CORBEILLE...

مكتبة المرحوم

La chronique de Paul Fabra

L'échec de Reagan

Il serait très injuste de comparer les résultats de la politique économique de M. Ronald Reagan et ceux de la politique de M. Thatcher. Aux États-Unis, le chômage a reculé de façon spectaculaire; plusieurs millions d'emplois ont été créés. En Grande-Bretagne, le pourcentage des chômeurs dépasse 12 %, beaucoup plus que lorsque l'actuel premier ministre s'est installé au 10 Downing Street, au mois de juin 1979. Si l'inflation a fortement diminué en Grande-Bretagne, elle est encore de l'ordre de 4 % en rythme annuel; de l'autre côté de l'Atlantique, la hausse des prix à la consommation, calculée sur les derniers douze mois, est de l'ordre de 0 %.

Cependant, bien que des considérations locales aient dominé les dernières élections américaines — mais c'est toujours le cas — il est impossible de ne pas y voir un clair message de désapprobation à l'égard de l'administration au pouvoir. Le président Reagan a parcouru 22 000 kilomètres pour soutenir les candidats se réclamant du Parti républicain. Il aurait sans doute persuadé plus efficacement les électeurs de ne pas renverser, comme ils l'ont fait, la majorité du Sénat aux démocrates s'il avait été en mesure, sans bouger de son fauteuil de la Maison Blanche, de présenter un bilan plus favorable de l'économie américaine.

Il y a six ans, le président avait fait campagne en reprochant, notamment et avec quelle vigueur ! à l'administration précédente d'avoir été incapable de remettre l'Amérique durablement sur le chemin de la croissance. Les Américains lui ont rendu aujourd'hui le monnaie de sa pièce sans pour autant, il faut le reconnaître et même le souligner, le décevoir. C'est un fait que la plupart des démocrates élus se sont présentés comme des modérés. Le centième Congrès sera, certes, plus à gauche que le président, mais l'empreinte marquée

par Ronald Reagan n'est pas effacée. Depuis 1980, c'est l'ensemble du corps politique qui s'est déplacé vers les positions de conservatisme.

Il est frappant de constater l'iniquité qu'inspirent, aux amis du président Reagan en premier lieu, les perspectives médiocres de l'économie. L'idée est encore, assez largement répandue en France qu'en fait de dynamisme nous avons une bonne longueur de retard en Europe par rapport aux Américains. Cette n'est pas l'impression qui se dégage des contacts pris à Washington, dans les cercles officiels, et à New-York, dans les milieux d'affaires et les banques. Dans un pays où le langage de la statistique est devenu une seconde nature, on y fait remarquer que, « depuis neuf trimestres consécutifs, le taux moyen d'expansion n'a pas dépassé 2 % ».

« Je m'inquiète », dit le vice-président du Système de réserve fédérale, Manuel Johnson, considéré comme un homme du président placé aux côtés de Paul Volcker, de voir un taux d'expansion si bas, non seulement au Japon, chez nos alliés européens, mais aussi aux États-Unis. C'est un fait, selon Henry Kaufman, le célèbre économiste de la grande firme d'investissement de Wall Street, Salomon Brothers, que les entreprises « hésitent à s'engager à long terme pour investir ». Le vaste secteur de la construction, qui commande indirectement un cinquième de la production nationale, stagne; il n'aurait des chances de se relancer qu'en cas de nouvelle et significative baisse des taux d'intérêt hypothécaires, étant admis que rien ne pourra empêcher une sévère crise dans le secteur de la construction des

bureaux, où une offre surabondante — résultat des avantages fiscaux exorbitants consentis au cours des années précédentes — pèse déjà lourdement sur le marché.

La campagne électorale aura été une occasion supplémentaire pour l'agriculture de montrer ses plaies. C'est un fait que, malgré la formidable augmentation des subventions accordées au cours des dernières années, les producteurs de la terre sont nombreux à se trouver dans une situation véritablement dramatique. Un cas parmi des dizaines de milliers d'autres : telle femme d'agriculteur, qui travaille comme comptable, ne pouvait retenu ses larmes quand le journaliste de la télévision l'a fait parler sur l'inévitable abandon de l'exploitation familiale, naguère très prospère.

L'AGRICULTURE n'occupe peut-être que 4 % de la population active. De ce chiffre, on a longtemps tiré l'idée que cette activité « primaire » ne joue plus un rôle déterminant dans la nation. Rien n'est plus inexact. Elle est la principale composante du vaste secteur de l'agro-alimentaire, lequel représente entre 15 et 20 % de toute l'économie. Elle étend ses activités sur d'immenses espaces, menacés de se transformer en désert.

Cependant les agriculteurs reprochent à l'administration de M. Reagan de les avoir accusés de la surproduction. Les républicains, contrairement à leurs adversaires, ont joué avec les lois du marché encore plus maladroitement que leurs prédécesseurs. L'endettement de la profession est considérable. L'ensemble des « fermiers » devraient quelque 350 mil-

liards de dollars, un tiers de cette somme à des organismes officiels, les deux autres tiers à des banques. Ainsi les 200 à 220 milliards de créances que celles-ci détiennent sur les agriculteurs représentent-ils presque le double du montant des créances qu'elles ont sur les pays d'Amérique latine.

Si demain les Mexicains, les Brésiliens, les Argentins, les Vénézuéliens venaient à répudier une partie de leurs dettes, les débiteurs du Middle-West réclameraient, à n'en pas douter, à être déliés immédiatement des leurs. C'est sans doute la raison principale pour laquelle les banques tiennent par-dessus tout à sauvegarder la fiction selon laquelle les dettes latino-américaines seront intégralement remboursées.

Il est difficile de mesurer l'effet que peuvent produire les déclarations officielles sur le public auquel elles sont destinées. Pendant les quatre années du premier mandat de Ronald Reagan, les Américains ont entendu leur président déclarer qu'« un dollar fort est le symbole d'une Amérique forte ». Le secrétaire au Trésor du même président Reagan, depuis janvier 1985, l'habile politicien James Baker, n'a pas hésité au cours des derniers mois à exercer publiquement un chantage à la baisse de l'ancien symbole pour arracher telle ou telle concession aux Allemands ou aux Japonais. C'était déjà de cette façon peu glorieuse que le secrétaire au Trésor du président Jimmy Carter, Michael Blumenthal, voulait soutenir l'industrie américaine. Les propos ouvertement protectionnistes tenus par les démocrates peuvent-ils paraître aux yeux des électeurs plus déflatatoires ?

La parallèle avec les difficultés dans lesquelles se débat encore moins glorieusement le chancelier de l'Échiquier britannique est-il totalement dépourvu de fondement ? La livre sterling vient, elle aussi, de reculer sur tous les marchés, alors que M. Thatcher, pendant les deux premières années et demie de son gouvernement, l'avait laissée monter jusqu'à des niveaux tout à fait raisonnables.

AINSI l'économie américaine est-elle plus que jamais une économie d'endettement. Les activités les plus fondamentales doivent y être soutenues à coups de crédits. Or le crédit, malgré la baisse des taux d'intérêt, reste cher. Si, par suite de la désinflation qui tourne à la déflation sur plusieurs grands marchés, les prix sont orientés à la baisse, les producteurs se trouvent pris à la gorge. Dans beaucoup d'industries, les entreprises américaines se sont laissées distancer par leurs concurrents étrangers.

Beaucoup des initiatives prises par l'administration Reagan sont allées dans le bon sens. La réforme fiscale récemment votée atteste l'importance de l'œuvre législative accomplie. Toutefois, la situation dans laquelle se trouve l'économie des États-Unis et le mécontentement qu'elle provoque tendent à montrer que les meilleures décisions ne suffisent pas si la politique économique et monétaire ne parvient pas à rétablir durablement les conditions générales propres à favoriser un développement régulier de l'activité; en tout premier lieu, la stabilité monétaire et le bas niveau des taux d'intérêt. Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas réunies, il sera impossible d'obtenir une réduction significative du déficit budgétaire. La majorité démocrate du Congrès le découvrira sans doute bientôt.

Japon : quand les cheminots sont « réactivés »

(Suite de la page 17.)

Tous les contrats d'emploi prendront fin automatiquement le 1^{er} avril prochain. Le ministère des transports établira la liste des employés qui pourront être repris par les nouvelles sociétés, mais toutes les conventions collectives existantes seront abolies, et les syndicats ne seront plus consultés. En d'autres termes, les employés de l'ancienne compagnie des chemins de fer seront placés devant une alternative : un nouveau contrat à prendre ou à laisser. Il est évident que dans l'élaboration des listes du personnel à réembaucher entrera en ligne de compte le « bon esprit » et que les militants syndicaux seront en priorité écartés.

Le mauvais procès

Si le problème des JNR est réel, il n'en est pas moins fait un mauvais procès à une compagnie de chemins de fer qui est citée en exemple pour son efficacité : en un an, le retard le plus important enregistré par les trains des JNR a été de cinquante-quatre secondes.

En outre, les comptes d'exploitation seraient pratiquement équilibrés si le budget n'était grevé par des dépenses dont la compagnie n'est pas responsable.

Depuis sa création en 1949, les JNR ont été systématiquement

utilisés par le pouvoir (membres du gouvernement et parlementaires) à des fins politiques. Les parlementaires ont fait construire nombre de lignes ou de raccordements qui ne s'imposaient pas afin de consolider leur position électorale, et le gouvernement a utilisé les JNR comme destinataires privilégiés de travaux publics sur lesquels la compagnie nationale n'avait pas son mot à dire.

En 1964 a été créée, sous l'égide de l'ex-premier ministre Tanaka qui faisait alors sa fortune en spéculant sur les terrains destinés à la première ligne du Shinkansen, une régie de construction des lignes de chemin de fer. Celle-ci, sans consulter les JNR, construisait des lignes que la compagnie avait ensuite pour mission d'exploiter.

Ces travaux constituaient en réalité de solides sources de revenus pour les hommes politiques : non seulement étaient systématiquement retenus les projets les plus chers même si leur utilité ne s'imposait pas — ce fut le cas du tunnel de 54 kilomètres reliant Honshû à l'Hokkaido dont on sait maintenant qu'il n'est pas rentable, — mais encore la plupart d'entre eux étaient effectués par des sociétés liées au monde politique.

Ces pratiques expliquent le montant impressionnant du déficit des chemins de fer. Elles laissent entières la question du régle-

ment des dettes à long terme et celle de la part du fardeau qui reviendra au bout du compte aux... contribuables.

Conseiller-privé de M. Nakasone, l'économiste Hiroshi Kato, qui est à l'origine du rapport sur la privatisation des chemins de fer, estime pour sa part que la faillite des JNR est « symptomatique de l'échec de l'idée même d'entreprise publique au Japon ». « Cette idée a été imposée par les forces d'occupation américaines, nous dit-il, mais dès 1964 les JNR ont commencé à être en déficit. A cinq reprises, la direction a tenté des réformes qui ont échoué. »

« Non seulement les JNR étaient l'instrument du pouvoir politique, mais encore ils étaient manipulés par un mouvement syndical irresponsable qui pensait que l'Etat-patron ne pouvait pas faire faillite. Pour remédier à la situation, il fallait s'attaquer à ses causes et soustraire les JNR à l'appétit des politiciens et à la démagogie des syndicats. »

Une décision politique

Le gouvernement Nakasone semble avoir délibérément exclu l'hypothèse d'une réforme du statut des JNR. Selon l'économiste Shigetoshi Tsuru, la commission de réforme des JNR n'a jamais cherché à remédier aux causes structurelles du déficit ni à individualiser les responsabilités. « Cette privatisation relève d'abord d'une décision politique et ce n'est qu'après qu'on a cherché à la rationaliser », estime-t-il.

La privatisation des chemins de fer japonais, telle qu'elle est conçue par le gouvernement, pose en réalité deux problèmes politiques.

D'une part, il est clair que, le gouvernement n'entendant imposer aucune obligation aux sept entreprises qui exploiteront le réseau des JNR, le transport ne relèvera plus au Japon du service public, mais sera fonction de questions de rentabilité. Concrètement, cela signifie la fermeture de lignes déficitaires, mais qui pouvaient néanmoins avoir un intérêt public (on prévoit la fermeture de 5 à 6 % du réseau actuel).

D'autre part, il faut régler le sort de ce qui relève actuellement du bien public, en particulier les terrains appartenant aux JNR. Derrière la privatisation se profile en réalité une énorme opération

de spéculation foncière dans laquelle les grands groupes et le monde politique sont parties prenantes.

La privatisation des chemins de fer japonais s'inscrit aussi dans le cadre d'une vaste offensive menée par le gouvernement contre les syndicats du secteur public visant à affaiblir au maximum la grande confédération Sohyo.

M. Kaoru Ota, qui fut président de Sohyo pendant une dizaine d'années, ne mâche pas ses mots : « L'offensive contre Kokuro marquera la fin d'un mouvement syndical digne de ce nom au Japon. » « Les « purges rouges » ont commencé », affirme-t-il, faisant référence à la chasse aux communistes entreprise par MacArthur à la suite de la tentative de grève générale de février 1947.

Des six centrales syndicales représentant les employés des chemins de fer, Kokuro a été, avec la centrale communiste, la seule à être résolument hostile à la privatisation. Consciente cependant de l'hémorragie dans ses rangs provoquée par les pressions de la direction (depuis avril Kokuro a perdu 20 000 adhérents), elle avait adopté une attitude plus attentive pour concentrer sa lutte sur le maintien de l'emploi.

Mais le 10 octobre dernier, le congrès national de Kokuro votait à une large majorité contre la politique de coopération avec la direction, et l'aile gauche du syndicat était portée à sa tête. Par conséquent de la ligne dure, le nouveau président, M. Satoshi Roppongi, estime que la seule chance pour le syndicat est de faire appel à l'opinion publique.

« Dans l'immédiat nous n'envoyons pas de grève, précise M. Roppongi. Celle-ci serait mal accueillie par une opinion publique qui, depuis deux ans, est l'objet d'une vaste campagne de presse, orchestrée par le gouver-

nement et le patronat, contre les cheminots. »

La radicalisation de Kokuro semble en réalité un combat d'arrière-garde. « Nous n'avons pas d'armes », reconnaissent ses dirigeants. Le syndicat est en outre politiquement isolé. Il est soutenu par les communistes, mais les socialistes ont adopté une position mitigée : ils sont hostiles à la division des JNR, mais favo-

rables à la création d'une société d'économie mixte.

A la base, la force de Kokuro s'effrite. A la gare de Shinagawa, par exemple, il n'y a plus de dirigeants syndicaux : quinze sont en « rééducation » et les autres ont quitté la centrale pour essayer de conserver un emploi.

PHILIPPE PONS.



**SUP DE CO
NANTES**

vous invite

à un débat à propos du
LANGAGE...

avec

Jacques BERSANI
Inspecteur Général des Lettres,
Conseiller Editorial de l'Encyclopædia Universalis

Jacques CELLARD
Journaliste, écrivain (« Anthologie
de la littérature argotique », « Histoire de mots »...)

Claude MILLER
cinéaste (« La meilleure façon de mourir »,
« Garde à vue », « L'effrontée »...)

Yves NAVARRE
écrivain, Prix Goncourt 1980

Débat animé par
Régis HANRION
professeur de lettres en classes préparatoires H.E.C.

Jeudi 13 novembre 1986 à 19 h 45
PARIS - Hotel Hilton-Sully
48 avenue de Saint-Denis (135)

**...GARDEZ LA TÊTE
FROIDE AVEC
PORTEFEUILLE
BOURSIER**

Un puissant logiciel de gestion et d'aide à la décision. Et en plus, il vous connecte au réseau CalvaCom : toute la Bourse en direct pour réagir au bon moment. Disponible sur Apple. Version Thomson à paraître. Renseignements : (1) 48.97.44.44.



**CONSULTEZ SUR MINITEL
IMPRIMEZ SUR OLIVETTI**

Les imprimantes Olivetti vous permettent de conserver toutes vos informations Minitel : cours de Bourse, banque de données, etc.
• TH 40 VIDÉOTEX 1.650 F HT • DM 100 VIDÉOTEX ET PC 3.990 F HT
Pour toutes informations supplémentaires, téléphonez au 42.56.26.51
93, rue du Faubourg-St-Honoré - 75008 Paris.

olivetti

Sports

VOILE : la Route du rhum

Formule magique

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, alors que les concurrents étaient encore très groupés, la course a connu ses premiers incidents. Le catamaran *FNAC* a chaviré, mais son skipper, Hervé Cléris, a pu être récupéré par un hélicoptère. Peu après, le trimaran *Nems-Luang* de Paul Vatinne était heurté par un cargo et devait faire demi-tour vers Brest, tandis que le maxi-catamaran *Charente-Maritime II* de Pierre Follenfant était remorqué jusqu'à Roscoff à la suite d'un problème de hanchons.

SAINT-MALO
de notre envoyé spécial

« Un homme, un bateau et l'océan » : la formule de Blondie Hasler, créateur en 1960 de la première course transatlantique en solitaire, reprise en 1978 pour la Route du rhum lorsque les Britanniques inquiets de la démesure de certains voiliers, décidèrent d'en limiter la taille, n'a rien perdu de sa magie. Homme de spectacle, ancien collaborateur de Bruno Coqutrix à l'Olympia, Michel Etievenon a toujours su, mieux que quiconque, s'adapter à sa mise en scène.

Toute la semaine, un sens giratoire pour piétons avait dû être établi sur le ponton aménagé sur le bassin Vanneau pour canaliser la foule venue voir de très près les voiliers futuristes rassemblés au pied des remparts historiques de Saint-Malo. Comme lors des deux précédentes éditions, cette foule, évaluée à deux cents mille ou trois cent mille spectateurs, s'était agglutinée dimanche 9 novembre à la pointe de Grouin pour le départ, et surtout au cap Fréhel, ultime bouée à virer avant la Guadeloupe.

Depuis la première Route du rhum, son promoteur a certes toujours été servi par les circonstances de la course. Ce fut d'abord en 1978 la « victoire historique » dans une transat d'un multicoque, le petit trimaran janne du Canadien Mike Birch, venu couler à moins d'un mille de l'arrivée le grand monocoque sombre de Michel Malinowski, battu de 98 secondes. Puis, dans les heures et les jours suivants, la dramatique et mystérieuse disparition d'Alain Colas.

Pour avoir bien vite compris que le rêve et le mystère des courses transatlantiques ne pouvaient s'effacer, Michel Etievenon a su privilégier, dès la deuxième édition, les moyens de transmission pour permettre aux médias de magnifier l'effort quotidien des solitaires confrontés à l'océan sur des milliers

atteints de gigantisme. Ainsi, après le naufrage en direct du *Pras* de Guy Delage sur la ligne de départ, le public a pu vivre en 1982 le sauvetage de l'Australien Ian Johnson par Olivier Moussy, devenu le saint-bernard des mers. Puis les angoisses de Marc Pajot, dont le catamaran *El-Aquitaine* volait vers la victoire avec une poutre fissurée qui pouvait céder à chaque instant.

Les hallucinations de Caradec

Héros malheureux de la précédente Route du rhum, Lolo Caradec a certes une belle revanche à prendre pour sa dernière course. Privé d'électricité et donc de pilote automatique dès le départ, sa traversée de 1982 vers les Antilles était devenue, par manque de sommeil, un calvaire peuplé d'hallucinations. Ainsi avait-il « vu » successivement à son bord des amis venus ranger le bateau, puis une vache dans le cockpit et enfin une 305 sur le pont. « Je me disais seulement que ceux qui m'avaient fait cette force devaient débarquer tout ça avant l'arrivée », raconte-t-il.

Très motivé, il a cette fois pris le meilleur départ. Par un vent de 30 à 40 nœuds soufflant de plein sud, qui a rapidement provoqué le dématage du catamaran *Lada-Poch*. Royale, avec son mât-ail de 60 mètres carrés et sa grand-voile à peine his-

sée à mi-mât, a vite creusé l'écart avec ses concurrents. Il virait en tête à la bouée du cap Fréhel, après 17,9 milles de course parcourus à près de 20 nœuds de moyenne.

Au moment de mettre le cap au large dans une mer qui allait se creuser avec les coups de vent attendus à la sortie de la Manche, Lolo Caradec avait déjà la confirmation que le danger pour les maxi-catamarans pourrait venir des trimarans, puisqu'il était alors talonné par un trio composé de Philippe Poupon (*Fleury-Michon VIII*), de Paul Vatinne (*Nems-Luang*, l'ex-*Umpro-Jardin*, vainqueur de la Transat anglaise en solitaire en 1984 avec Yvon Fauconnier) et d'Eric Tabarly (*Côte d'Or II*), bien décidé, semblait-il, à éprouver dès le départ un bateau qu'il n'a pas eu le temps de rater.

GÉRARD ALBOUY.

Minitel

Route du rhum en direct

Par Minitel, le Monde diffuse chaque jour l'information en continu. Un spécial Route du rhum permet de suivre les concurrents en direct : le fil AFP de la course, les cartes, les classements, la météo marine. 3615, tapin LEMONDE.

CYCLISME : les adieux de Bernard Hinault

Le dernier coup de pédale

Ponctuel et anticonformiste, Bernard Hinault a réussi sa sortie, comme il avait réussi sa carrière.

Quittant la semaine sportive à la date qu'il avait lui-même fixée... il y a cinq ans, il n'a su éviter les pièges du déclin et il n'a épargné au public les interminables tournées d'adieu. Tout avait été réglé en deux jours. Mais, quel week-end à A. Chassagny, le village breton où il a choisi de vivre, le plus grand tour de sa génération a organisé, samedi 8 et dimanche 9 novembre, une vaste fête à laquelle il voulait donner un ton original. Cette fois encore, il n'a pas échoué.

Après avoir visité l'exposition vélocipédique, où le Blaireau côtoie la dréasienne, et suivi une pittoresque course réservée à des équipes mixtes — une innovation — les quelques trente mille personnes présentes à Quessoy ont assisté aux derniers coups de pédale du champion, coups de pédale laborieux sur un terrain détrempé par les pluies récentes.

Bernard Hinault s'était personnellement chargé de dessiner le parcours et il l'a tracé sans concession. Ce cyclo-cross des adieux ne fut d'ailleurs pas une course de complaisance. Distancé dès les premières difficultés, par les spécialistes que sont Thévenard et Gayant, Hinault, un tantinet congestionné, a serré les dents pour terminer à un rang modeste, mais conforme à son image, il s'est battu comme il l'aurait fait dans un championnat du monde.

« Je ne regrette rien. Il faut savoir s'arrêter », a déclaré l'ancien vainqueur du Tour, en déguisant, selon sa propre expression, le champion du bonheur. « La vélo m'a beaucoup apporté. Cependant, j'ai préparé méthodiquement ma reconversion et j'ai d'autres moyens de m'exprimer. » Mais il ne coupera pas les ponts avec le cyclisme puisqu'il aura désormais un rôle dans la société du Tour de France.

Au cours de la conférence de presse clôturant la fête, tandis qu'on distribuait la far bretonne il devait confirmer ces paroles. Bernard Tapie y fit écho en ajoutant le mot de la fin : « Raccrocher au fil de la gloire est la marque du champion lucide et équilibré. De toute façon, ne vous inquiétez pas pour Hinault, il est riche dans tous les sens du terme. »

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY : le premier test France-Nouvelle-Zélande

Alerte noire

Les All Blacks néo-zélandais, qui disputaient, samedi 8 novembre à Toulouse, le treizième test contre les Bleus français, à l'occasion de leur neuvième tournée dans l'Hexagone depuis 1905, se sont imposés pour la dixième fois : ils ont battu l'équipe nationale 19 à 7.

Résultat logique : les Néo-Zélandais avaient dominé l'équipe dirigée par Jacques

Fouroux l'été dernier à Christchurch et ils avaient marqué 149 points aux sélections régionales, qui en avaient inscrit seulement 43, au cours des quatre premiers matches de la tournée.

Résultat alarmant : quelques mois avant la première Coupe du monde, qui doit être disputée aux antipodes, les Français, qui ont

encore une fois basé leur jeu sur la puissance du pack, se sont avérés incapables de rivaliser avec le rugby de mouvement austral.

Les changements — Estève à l'ailier, Mesnel à l'ouverture, Oudarts à la mêlée — annoncés par Jacques Fouroux pour le prochain test, samedi 15 à Nantes, seront-ils à la hauteur de la situation ?

Blanco à l'arrière, n'avaient pas leur meilleur rendement.

Compte tenu de la domination territoriale néo-zélandaise, des remises en touche torpées de Pierre Berbizier, des dégagements ratés par Lescarboura et Blanco et des habiletés fautes françaises de placement, le score aurait pu être beaucoup plus sévère. Sans l'énorme travail défensif des trois-quarts, il n'aurait pas été surprenant de voir l'ailier John Kirwan ou l'arrière Kieran Crowley aplâtré aussi leurs essais.

Pourtant, tout n'était pas à jeter dans cette équipe de France : l'essai du centre Philippe Sella, concluant une action lancée par la deuxième ligne, avec le soutien de la troisième ligne et le concours des demis, démontre, s'il en était besoin, qu'il ne faudrait pas trop pousser les Bleus pour qu'ils jouent comme les Blacks.

ALAIN GRAUO.

TENNIS : le tournoi d'Anvers

Les premiers ECU de John McEnroe

L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 9 novembre, le cinquième tournoi d'Anvers, qui porte cette année le nom de Championnat de la Communauté économique européenne : il a battu en finale le Tchécoslovaque Miloslav Mecir (6-3 ; 1-6 ; 7-6 ; 5-7 ; 6-2). John McEnroe a reçu un chèque de 200 000 ECU (environ 1 360 000 F) dévolu au vainqueur de cette compétition dotée de 920 000 ECU.

ANVERS
de notre envoyé spécial

John McEnroe est le premier joueur de l'histoire du tennis payé en ECU. C'est en effet dans la monnaie européenne qu'a été libellé le chèque au vainqueur. Le dollar, roi du tennis business, s'est ainsi fait raver la vedette par un rival européen qui n'existe ni sous forme de billets ni sous forme de pièces. L'ECU (European Currency Unit) n'est qu'une

unité de compte. Sa valeur (1) se calcule en établissant un moyenne des monnaies de l'Europe des Douze.

Le tournoi d'Anvers, lancé en 1982 par la société Proserv, lui sert de tremplin à partir de cette année. Une monnaie qui veut se faire un nom grâce aux raquettes de John McEnroe, Yannick Noah et autres stars du circuit international, voilà une démarche originale. Il est sans doute difficile d'imaginer que l'Europe puisse se construire en montant un filet. Mais l'ECU, sous l'impulsion de Jacques Delors, président de la Commission européenne, a choisi d'orchestrer habilement sa publicité au bord du court du Palais des sports d'Anvers. Le chèque brandi à bout de bras sur le podium par John McEnroe dimanche soir constitue sa première grande sortie médiatique.

Lors de la prochaine édition du tournoi en 1987 se développera un véritable forum de l'ECU. Le gotha de la finance européenne viendra participer à des conférences, débats,

colloques pour mieux faire connaître au public mais aussi à des cadres et des dirigeants ce sigle encore mystérieux. Tout sur l'ECU le matin, pleins feux sur le tennis l'après-midi.

L'initiative va renforcer le caractère singulier de ce tournoi sur invitation qui ne fait pas partie des épreuves officielles du tennis, et s'est dit. Et de quelle manière ! Capitaine d'une équipe qui a gagné le grand chelem 1977, à l'ombre d'un pack de titans, il semble obstiné à la recherche du temps perdu. Résultat : stratégie et tactique périmées. Ces erreurs, qui étaient déjà évidentes lors de la tournée estivale française (trois défaites en quatre matches), apparaissent d'autant plus nettement à Toulouse que des joueurs comme Daniel Brabec ou Yannick Noah, Jean-Patrick Lescarboura à l'ouverture et Serge

Lendl, trois fois vainqueur de l'épreuve. Le bijou 1986, avec ses 6 kilos d'or fin et ses mille six cents diamants pesant 150 carats, est évalué à 1 million de dollars.

Les feux des diamants, pourtant répétés éternels, ne semblent pas suffire au tournoi flamand visiblement à la recherche d'autres quaternes de noblesse. Chèques en ECU, patronage de la CEE, Anvers se range franchement sous la bannière de l'Europe. Pour n'être pas purement sportif, le label n'est pas moins très officiel.

MICHEL DESFONTAINES.

(1) L'ECU vaut actuellement 6,82 F, le dollar 6,74 F.

Route du rhum

La course en direct.
Gagnez deux aller-retour Air France
Paris-Pointe-à-Pître.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Les résultats

*Nantes et Brest 0-0
*Toulon b. Metz 2-0
*Sochaux et Lens 0-0

Classement. — 1. Marseille, Bordeaux, 23 pts ; 2. Toulon, Auxerre, Paris-SG, Nice, 19, etc.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale 1 A
(deuxième journée)

Mont-Blanc b. Grenoble, 7-5 ; Virey-Escorne b. Rouen, 10-3 ; Gap b. Chamonix, 12-4 ; Briançon b. Villard-de-Lans, 6-5 ; Français Volants b. Angers, 9-4.

Classement. — 1. Mont-Blanc, 24 pts ; 2. Française-Volants, 17 ; 3. Gap, 16, etc.

Escrime

MASTERS A L'ÉPÉE
à Toulon-Rochefort

Deux-finales : Schmitt (RFA) b. Srecki (France), 5-4, 6-5, 5-4 ; Mazzoni (It.) b. Kolczony (Hong.), 5-4, 3-3.

Troisième place : Kolczony b. Srecki, 5-1, 2-5, 5-4.

Finale : Schmitt b. Mazzoni, 5-4, 5-4.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division

*Nancy et Marseille 0-0
*Bordeaux et Laval 1-1
Toulon b. Paris-SG 3-2
Le Havre et Monaco 1-1
Auxerre b. *Reims 3-1
Nice b. Saint-Etienne 1-0
RC Paris b. *Lille 1-0

Judo

CHAMPIONNATS D'EUROPE
JUNIORS
(à Leonding)

Déjà champion d'Europe et du monde junior, Bruno Camilleri a porté en moins de 65 kg un nouveau titre européen. Philippe Pradayrol a aussi été couronné en moins de 60 kg. Des médailles de bronze ont été obtenues par Stéphane Trautwein en moins de 55 kg, Jean-Louis Geymond en moins de 60 kg et chez les jeunes filles par Natacha Belmonte en moins de 66 kg.

Tennis

TOURNOI DE STOCKHOLM
Deux-finales : Wilander (Sué.) b. Forster (FR), 6-2, 7-6 (7-3) ; Edberg (Sué.) b. Leconte (FR), 6-1 (3-7), 6-4, 7-6 (7-3).

Finale : Edberg b. Wilander, 6-2, 6-1, 6-1.

هكمانه الزمحل

مكتبة المجلد

Economie

Le Monde • Mardi 11 novembre 1986 21

REPÈRES

Monnaies

Le dong vietnamien fortement dévalué

La Vietnam a procédé, à la fin de la semaine dernière, à une forte dévaluation du dong, dont le cours officiel, qui était de 16 dong pour un dollar, a été porté à 80 dong. La précédente parité du dong par rapport au dollar avait été fixée, en septembre 1985, à la suite d'une dévaluation de 92 % introduite dans le cadre des réformes économiques.

La dévaluation du dong a entraîné une hausse de 40 % du prix du pétrole vietnamien. La monnaie vietnamienne avait perdu, au cours de cette période, plus de 90 % de sa valeur sur le marché noir, estimant les observateurs.

Pétrole

Réunion de la commission des prix de l'OPEP le 14 novembre à Quito

La commission des prix de l'OPEP se réunira, vendredi 14 et samedi 15 novembre, à Quito, en Equateur. Convoquée par le Koweït, qui assure la présidence, la Libye et l'Arabie saoudite, cette commission a été créée lors de la dernière réunion plénière des pays exportateurs de pétrole en octobre dernier, avec pour objectif de fixer les prix du brut que devra pratiquer l'OPEP.

L'Arabie saoudite, par le voix de son nouveau ministre du pétrole, M. Hisham Nazer, a souhaité un retour à un prix officiel minimal de 18 dollars le baril, contre un cours actuel d'environ 14 dollars. Le roi

Fahd a d'ailleurs écrit aux dirigeants des Emirats arabes unis et du Qatar pour leur demander d'appuyer ses efforts pour remonter les prix et tenter d'établir discipline de production et unité de vue au sein des pays du Golfe. M. Hisham Nazer insistait également sur la nécessité de Quito de même que les ministres vénézuélien et irakien, a indiqué M. Santos Alvité, vice-ministre équatorien de l'énergie et des mines. La prochaine réunion plénière de l'OPEP est prévue pour le 11 décembre prochain à Genève. — (Reuters, UPI, AFP.)

Transports urbains

Les tarifs seront libérés en 1987

Les tarifs des transports urbains devraient être libérés en 1987. M. Jacques Douffaigne, ministre chargé des transports, a précisé, le 7 novembre, à Nice, à l'occasion des journées annuelles du Groupement des autorités responsables de transport (GART), la façon dont interviendra cette libération « progressive ».

C'est au vu de la capacité des autorités organisatrices et des entreprises de dégager des gains de productivité que la tarification urbaine sera libérée comme l'a été celle des transports scolaires, comme le sera celle des transports réguliers départementaux, car il faut que les recettes puissent couvrir les dépenses et n'entraînent pas le gouffre du déficit. (...) Que ceux qui se sont si longtemps accommodés de l'encadrement des prix ne viennent pas se plaindre que la libération n'aille pas assez vite !

M. Douffaigne a rappelé l'idée de financer les transports départementaux par le biais d'une augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Il a invité les collectivités locales à faciliter la circulation des transports en commun et les entreprises à offrir un service adapté aux besoins de leurs usagers.

La création du grand marché européen

La libéralisation des échanges de services financiers se heurte à de nombreux obstacles

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

D'ici à 1992, un véritable marché commun unique des services financiers doit être créé. Les produits bancaires, les placements financiers et les contrats d'assurance devront pouvoir circuler librement entre les douze pays de la Communauté européenne. A la liberté d'établissement, déjà acquise, viendra ainsi s'ajouter la « libre prestation de services » dans l'espace communautaire européen. Révisé lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Milan, l'objectif est clair. Les voies pour l'atteindre le sont moins.

Le colloque organisé par la Commission européenne, à Bruxelles, du 5 au 7 novembre sur le thème « L'Europe et l'avenir des services financiers », a permis aux experts européens de repérer les multiples obstacles qui devront être surmontés. Pour la première fois, en effet, professionnels (banquiers, assureurs, courtiers, agents de change...), universitaires et représentants des pouvoirs publics des douze pays étaient réunis pour débattre des conditions de l'ouverture des frontières dans ce domaine. Tous favorables à la libéralisation, ils n'en ont pas moins exprimé des conceptions différentes.

Condition préalable à la création d'un marché unique des services financiers, la libéralisation des mouvements de capitaux fait naturellement l'unanimité. Satisfait des « importantes réformes » d'assouplissement du contrôle des changes engagées récemment par la France et l'Italie, le secrétaire d'Etat

adjoint anglais aux entreprises, M. Howard, a exprimé à ce sujet le souhait que « la directive sur la libéralisation des mouvements de capitaux soit encore adoptée par la Commission avant la fin de la présidence britannique du Conseil ». C'est-à-dire avant la fin de cette année.

Consignée dans le Livre blanc pour l'achèvement du marché intérieur unique de 1985, la démarche suivie par la Commission fait, en revanche, l'objet d'appréciations divergentes. Les principes retenus sont les suivants : une « harmonisation minimale » des normes prudentielles applicables aux intermédiaires financiers sera recherchée ; le contrôle, à partir de critères communs ainsi définis, sera assuré par les autorités de surveillance des pays où l'établissement financier a son siège social ; une « reconnaissance mutuelle » des produits financiers vendus dans un Etat membre permettra alors une libre prestation des services au sein de la Communauté. Les désaccords portent surtout sur les rythmes respectifs et l'ampleur de l'harmonisation et de la libéralisation.

Ainsi l'harmonisation doit-elle être limitée aux normes de surveillance ? Nombre de professionnels ont insisté pour qu'elle concerne également la fiscalité, notamment indirecte, « de manière à neutraliser les distorsions entre les Etats membres », a expliqué notamment M. Delmas-Marsalet, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations. Craignant qu'elle ne soit source de retard et de

difficultés supplémentaires, les représentants de la Commission ont répondu en estimant que, en tout état de cause, « l'harmonisation fiscale ne devrait pas être une condition préalable à de nouveaux progrès » dans la voie de l'intégration des marchés.

L'ouverture des frontières ne risque-t-elle pas de diminuer la protection des épargnants, des investisseurs et des déposants ? C'est là un domaine dans lequel « les autorités françaises seront très exigeantes », a indiqué M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor français, ajoutant que dans ce domaine « une harmonisation minimale est indispensable ». Elle doit porter sur la définition de ratios bancaires, sur un rapprochement des systèmes comptables et sur les modes d'organisation des contrôles. Les représentants de la Commission ont indiqué à ce sujet qu'ils travaillent, en collaboration avec la Banque des règlements internationaux de Bâle, à la définition de normes prudentielles prenant en compte les nouveaux produits financiers, correspondant souvent à des engagements qui n'apparaissent pas dans le bilan des banques.

Les Anglais très actifs

Pour les banques centrales, l'ouverture constitue également un défi. Si la libre prestation de services financiers au sein de la CEE rend inopérante toute forme de contrôle direct du crédit, « elle rend aussi plus difficile l'utilisation des instruments traditionnels de la politique monétaire », devait souligner l'un des participants.

La volonté politique des gouvernements européens pour réaliser ce marché unique des services financiers a été confirmée par tous les intervenants officiels. Les Britanniques, qui assurent actuellement la présidence des Communautés, soutiennent activement l'action de la Commission dans ce domaine. Les intérêts des « building societies » et des assureurs anglais n'y sont pas étrangers.

La Commission a ainsi soumis au comité économique et financier du Conseil un projet de directive en matière de crédit hypothécaire, « un modèle », a indiqué l'un des experts de la Commission. Celle-ci prévoit « la création d'un environnement dans lequel tout produit qui n'est pas une prestation de services peut être librement commercialisé dans les onze Etats membres de la Communauté ». Le principe appliqué est inspiré directement des règles en vigueur pour les marchandises et du fameux arrêt « Cassis de Dijon » de la Cour européenne de justice.

Pour l'assurance, « un secteur où il faut avancer rapidement », selon un participant britannique, la Commission a d'ailleurs saisi la Cour de Luxembourg à l'encontre de quatre pays, dont la France, pour entrave à la libre prestation de services. Les jugements devraient être rendus très prochainement. Ils pourraient accélérer le mouvement d'ouverture des frontières. Un industriel de Clermont-Ferrand, par exemple, pourra alors librement contracter une police d'assurance auprès d'une compagnie londonienne sans que celle-ci ait besoin d'être installée en France.

ERIK IZRALEWICZ.

Le gouvernement belge adopte un plan contre le chômage

Signes de renouveau dans le « cimetière industriel » wallon

La montée du chômage en Belgique a amené le gouvernement de centre-droit de M. Wilfried Martens à adopter, samedi 8 novembre, un plan en faveur de l'emploi.

Ce plan comprend un dispositif en dix points, allant de réductions de cotisations sociales pour les entreprises engageant de jeunes chômeurs à l'encouragement aux « circuits parallèles de travail » et aux emplois dans le secteur non marchand. Le chômage touche 500 000 personnes en Belgique soit 13 % de la population active, un des taux les plus élevés de la CEE.

La politique d'austérité et de réduction des dépenses publiques reste en vigueur.

BRUXELLES
de notre correspondant

Un cimetière. Un cimetière qui s'étend sur quelques dizaines de kilomètres : voilà l'image récurrente en visitant le bassin sidérurgique belge. « Ici, un haut fourneau arrêté. Là, une usine désaffectée... » Sans parler de cet immense périmètre lunaire, entièrement vide, sur la rive droite de la Meuse : l'entreprise qui y était installée a été totalement démantée et exportée en Chine. Ces dernières semaines, une série de décisions sont tombées qui vont encore aggraver la situation déjà peu encourageante de l'économie wallonne. La région risque ainsi de perdre 8 000 emplois supplémentaires à la fin de 1987. « La grande lessive », titrait ainsi l'hebdomadaire le Vif-Express.

Première touchée : la sidérurgie. En 1976, ce secteur employait 22 000 personnes dans la seule région liégeoise. En 1985, ce chiffre était tombé à 11 000. Cockrill-Sambre annonce maintenant une réduction d'environ 2 000 emplois, ce qui porterait l'effectif du groupe à 12 000 personnes, contre 25 000 en 1981 pour les bassins de Liège et de Charleroi. Toujours dans la sidérurgie, les Forges de Clabecq annoncent la perte de 540 emplois. Les commandes publiques n'arrivent plus, la société de fabrications métalliques Brugese et Nivelles s'interroge, elle, sur sa survie même. Aux A.C.E.C. de Charleroi — un des fleurons de la Wallonie industrielle — la restructuration continue : 1 300 emplois paraissent condamnés ; en cinq ans, la moitié du personnel aura ainsi disparu. Il faudrait encore citer la fabrique nationale d'armes d'Herstal, où un « plan de la dernière chance » prévoit la suppression de 600 emplois ; Isobelco à Flobelle, en faillite depuis la fin avril ; les Ateliers de construction de Jambes, qui, au mieux, dit-on, n'emploieront plus que 150 personnes dans trois ans. Le plus grave enfin : Tubemeuse — 1 500 emplois

dans la fabrication métallique — est au bord de la faillite.

Il semble loin le temps où des « géants », comme Cockrill ou les A.C.E.C., triguenaient le vie économique, non seulement de la région wallonne mais aussi de toute la Belgique. Les causes de ce déclin ? Elles sont sensiblement les mêmes que dans les régions françaises du même type. Vivant sur leur prospérité passée, les dirigeants n'ont pas vu leur matériel devenir obsolète et se profiler la concurrence étrangère. Il a fallu restreindre les productions, fusionner... « Nous avons dû digérer quatorze fusions successives en quelques années », explique ainsi un dirigeant de Cockrill-Sambre. « Et puis, nous sommes aussi victimes de la dispersion de nos sites : au cours de son processus de fusion, l'usine de Jambes a été transférée à 14 kilomètres en train et même en bateau pour traverser la Meuse. »

Le diagnostic semble sans appel : en 1992, il n'y aura plus de sidérurgie à chaud en activité à Liège. Et pourtant, en dépit de la crise structurelle profonde de l'économie wallonne et de la série d'attaques violentes qu'elle subit en ce moment, on sent, sinon de l'enthousiasme, du moins un début d'optimisme chez la plupart des dirigeants économiques wallons. Toutes tendances confondues, serait-on tenté d'écrire.

Une « conscience économique collective »

L'évolution des syndicats est particulièrement marquante. Si, depuis plusieurs années, le C.S.C. chrétien (minoritaire) se veut être « un syndicat-acteur économique », un syndicat de propositions, selon les mots de Louis Smal, le leader des métallistes liégeois, le syndicat FGIB (majoritaire), proche du Parti socialiste, semble, lui aussi, en voie de « recentrage ». Un autre rapprochement — moins sensible, car les particularismes sont encore très prononcés — est aussi notable entre les différentes régions de Wallonie. Certes, les Carolorégiens (habitants de Charleroi) s'attachent toujours à tirer un profit des Liégeois — à moins que ce ne soit le contraire, — certes, les Ardennais ou les Luxembourgeois se croient toujours délaissés. Il n'en reste pas moins que semble naître une « conscience économique collective wallonne », comme l'affirmait un syndicaliste namurois, conscience qui peut d'ailleurs se manifester aux dépens d'entreprises flamandes, ce qui n'est pas pour simplifier les problèmes de l'Etat belge.

Quels sont les signes de ce « renouveau » wallon ? « L'arbre des grands secteurs industriels malades cache la forêt des PME, où règne un dynamisme nouveau, notamment en matière d'investissement », répondent les dirigeants de l'Union wallonne des entreprises.

Les données statistiques montrent ainsi une forte augmentation des investissements dans la région, plus forte, en tout cas, que dans le reste de la Belgique. En dix ans, la part des emplois industriels dans les secteurs dits « progressifs » s'est fortement accrue, au détriment de celle des secteurs « régressifs ». Si de nombreuses PME — certaines parmi les plus performantes et les plus innovatrices de leur secteur — se sont créées ces dernières années, les « géants » ont aussi fait des efforts de modernisation. Symbole : l'entrée en activité, fin octobre, à Flobelle, dans le bassin sidérurgique liégeois, de la Société européenne de galvanisation (SEGAAL). Avec une capacité de 260 000 tonnes, ayant exigé un investissement de 3,5 milliards de francs belges (plus de 500 millions de francs français), cette installation est une des plus sophistiquées au monde.

Aux côtés, signes encourageants : l'effort que quelques grands groupes financiers belges, à l'instar de la

Société générale et du groupe Bruxelles-Lambert, paraissent disposés à accomplir en Wallonie, de même que l'attachement de cette région à des investisseurs étrangers. Certes, la Wallonie reste encore une région en difficulté, et les discours sur l'« Eldorado wallon » ou le « moral de gagnant » ne doivent pas faire illusion et relèvent souvent de la méthode Coué. « Les Wallons sont en train de se remettre en cause », explique Armand Declety, le nouveau ministre de l'économie de la région wallonne. « Ils comprennent que ce n'est peut-être pas toujours la faute aux Flamands, la faute aux syndicats, la faute au patronat, mais peut-être aussi la faute aux Wallons. » Conséquence de ce « wallon-optimisme » : le ministre n'a pas hésité à donner rendez-vous à la Flandre dans quinze ans, pour comparer la situation respective des deux régions.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Des aides importantes sont accordées à la zone européenne de Longwy

METZ
de notre correspondant

La Commission européenne a décidé d'autoriser un relèvement du plafond des aides publiques à hauteur de 30 % du montant des investissements pour les entreprises venant s'installer sur le pôle européen de développement des trois frontières (Longwy, Rodange, Athus). Cette décision était très attendue depuis le dépôt, en février dernier, par la France, le Luxembourg et la Belgique de trois programmes nationaux d'intérêt communautaire (PNIC), visant à donner un nouveau souffle à ce bassin frontalier frappé par la crise de la sidérurgie, où six emplois sur dix ont disparu depuis 1975. La dérogation obtenue est sans équivalent pour une région située au cœur de la Communauté, même si elle ne correspond pas exactement au montant souhaité.

Dans son analyse, la Commission européenne, qui reconnaît les « problèmes particuliers de conversion industrielle » auxquels est confrontée cette zone frontalière, souligne l'« intérêt certain » qu'une réponse commune et concertée doit apporter. L'engagement conjoint de PNIC par trois Etats membres de la CEE reste pour l'heure unique. C'est la raison pour laquelle Bruxelles attache une attention particulière à cette initiative.

L'objectif est de créer un « parc international d'activités » de 450 hectares sur d'anciennes friches industrielles de la sidérurgie afin de générer 8 000 emplois en dix ans, dont 5 500 en France. Parallèlement à l'accélération du désenclavement routier et ferroviaire, il est prévu de doter le pôle d'un centre de services communs aux entreprises ainsi que d'un collège universitaire technologique européen.

Une enveloppe de 1,116 milliard de francs sur dix ans est nécessaire. La moitié de cette somme pourrait être financée par le FEDER (Fonds européen de développement régional). Une réponse est attendue pour la fin novembre.

JEAN-LOUIS THIS.

4 JOURS POUR DÉCOUVRIR LES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS QUI FERONT L'ÉLECTRONIQUE DE DEMAIN...

PRONIC 86

18/21 Novembre
PARIS
Porte de Versailles

● La seule manifestation internationale de cette envergure en Europe en 1986.

● Un panorama complet des derniers développements technologiques.

- équipements pour semiconducteurs, circuits intégrés et circuits hybrides,
- fabrication de circuits imprimés de tous types,
- montage et mise en œuvre de composants électroniques,
- nouvelles techniques de montage en surface (C M S / S M T),
- équipements de contrôle et de tests.

● Deux conférences internationales exceptionnelles « WAFER FAB 86 » - « CMS 86 »

Lieu : Paris - Parc des Expositions de la Porte de Versailles Hall 7 (niveaux 1 et 2)

Heures d'ouverture : 9 heures à 18 heures.

Prix d'entrée : 110,00 F* (cartes permanentes)

Catalogue officiel : 60,00 F (envoi franco 70,00 F)

Navette gratuite permanente : entre la porte principale A du Parc des Expositions et l'entrée du Hall 7 (voir plan)

Organisation S.D.S.A.
20, rue Hamelin - 75116 PARIS
Tél : (1) 45 05 13 17
Téléc : 630400 - Télécopie : (1) 47 55 05 19

*Invitations gratuites disponibles chez vos principaux fournisseurs habituels d'équipement.

Environnement

Après l'incendie des entrepôts Sandoz

La pollution du Rhin prend des proportions alarmantes

Plus d'une semaine après l'incendie des entrepôts de la firme pharmaceutique Sandoz, la pollution du Rhin prend des proportions alarmantes. Selon l'Office de l'environnement de Bâle-Campagne, entre 10 et 30 tonnes de produits chimiques essentiellement des insecticides et des fongicides à base de mercure, se sont déversés, contaminant gravement le fleuve qui charrie des tonnes de poissons morts. La colère gronde le long du Rhin, dans lequel une partie des pays riverains puisent leur eau potable. Cinq mille personnes ont défilé, samedi 9 novembre, dans les rues de Bâle pour protester contre Sandoz, tandis que le lendemain des responsables de la firme ont été pris à partie au cours d'une conférence de presse par quelque sept cents manifestants.

BERNE
de notre correspondant

En bons citoyens helvétiques, les Bâlois n'avaient pas cédé à la panique et s'étaient sagement conformés aux consignes rassurantes produites par leurs édiles immédiatement après l'incendie qui avait ravagé, le 1^{er} novembre, des entrepôts du groupe chimique Sandoz. Depuis lors, ils ne se sent pas déparés de leur calme, mais, comme dans les pays riverains voisins, une certaine grogne a fini par gagner la population quand il est apparu que les conséquences de l'accident sont beaucoup plus graves qu'on ne l'avait annoncé.

Près de dix mille personnes ont donné libre cours à leur colère en défilant samedi 8 novembre dans les rues du centre de Bâle. « Nous ne voulons pas être les poissons de demain », proclamaient des banderoles, par allusion à l'échec de la pêche, par allusion à l'échec de la pêche, par allusion à l'échec de la pêche.

Soutenue par les écologistes et des partis de gauche, la manifestation a rassemblé un grand nombre de jeunes et surtout d'écoliers, qui en avaient pris l'initiative. Le jour de l'incendie, après avoir invité la population à rester chez elle, les autorités avaient finalement décidé de maintenir l'horaire des cours. « Les enfants, s'est exclamé un de leurs porte-parole, ont été utilisés pour tranquilliser l'opinion. Plusieurs ont été utilisés pour la déstabilisation de deux membres du gouvernement du canton de Bâle, en raison de leurs atermoiements.

Mais c'est surtout l'industrie chimique et pharmaceutique qui s'est trouvée au banc des accusés. Certains intervenants sont allés jusqu'à exiger le déplacement de ses usines de l'agglomération bâloise. A la fin de la manifestation, quelques éléments incontrôlables s'en sont pris au siège de la société Sandoz, cassant des vitres à coups de pierres et barbouillant ses façades de slogans. La police s'est cependant abstenue d'intervenir.

Plus d'une semaine après l'accident, la pollution du Rhin prend des proportions de plus en plus alarmantes. L'Office de protection de

l'environnement du demi-canton de Bâle-Campagne a lui-même reconnu que « l'étendue et la portée de cette pollution ont été sous-estimées » tant par la société Sandoz que par les autorités au moment du sinistre et dans les heures qui l'ont suivi. L'Office évalue entre 10 et 30 tonnes le volume des produits chimiques échappés d'un bassin de rétention qui se sont écoulés dans le fleuve. Les analyses ont confirmé qu'il s'agissait en grande partie d'insecticide, mais aussi d'un fongicide à base de mercure.

La plupart des experts sont formels : le cours supérieur du Rhin est en train de subir une catastrophe sans précédent. En Allemagne fédérale, l'association des pêcheurs du Bade-Wurtemberg redoute une destruction totale de la faune aquatique et de l'écosystème entre Bâle et Karlsruhe. Bâle, l'inspecteur de la pêche, M. Walter Herrmann, est d'autant plus amer que le fleuve commençait à revivre après des années d'efforts et surtout depuis que les industries chimiques avaient renoncé à y déverser leurs déchets.

Cette année, il avait bon espoir de voir trente mille jeunes saumons, lâchés dans le fleuve en 1981, revenir frayer pour la première fois. Ironie du sort, il y a deux ans, la *Gazette Sandoz*, journal publicitaire de l'entreprise, avait consacré un article élogieux à l'inalphable laboureur de M. Herrmann sous le titre : « Les poissons nobles » reviennent dans les eaux redevenues plus propres du Rhin.

Aujourd'hui, M. Herrmann voit ses espoirs s'effondrer. « Le Rhin est mort », constate-t-il désemparé. « Il faudra attendre la pêche pendant au moins deux ans et compter près de dix ans pour éliminer les concentrations toxiques. Tout est à refaire. » A Bâle comme en Allemagne, l'inquiétude de la population se teinte encore d'une charge émotionnelle, le Rhin et la forêt ayant de tout temps occupé un place à part dans l'imaginaire des peuples germaniques. Un récent sondage a confirmé que l'environnement demeurait le principal souci de 50,9 % des Suisses allemands, mais de 13,7 % seulement de leurs compatriotes d'expression française, beaucoup plus préoccupés par le chômage et le terrorisme.

Encombrant pyralène

Salué il y a trente ans comme un progrès décisif dans le domaine de l'appareillage électrique, la pyralène est aujourd'hui impitoyablement pourchassée.

A Rennes, la préfecture de la région Bretagne a annoncé, vendredi 7 novembre, que des poursuites pénales allaient être engagées après la pollution de l'étang de Via, près de Redon (Ille-et-Vilaine), qui serait due à des rejets d'une entreprise spécialisée dans la reprise des transformateurs électriques.

A Thonon-les-Bains, le même jour, la gendarmerie annonçait qu'un condenseur situé à Douvaine (Haute-Savoie) — à deux pas de la frontière suisse — avait explosé à la suite d'un court-circuit et avait même commencé à prendre feu. Un litre de pyralène, froid comme l'eau, s'est échappé mais a pu être récupéré et envoyé sur-le-champ au centre de traitement spécialisé de Saint-Vulbas (Ain), géré par la société Tredi.

Mais voici qu'à Saint-Vulbas même la population est saisie d'inquiétude : une enquête publique vient d'avoir lieu pour un projet d'extension de l'usine Tredi, seul centre en France capable d'incinérer la pyralène et, surtout, de décontaminer des transformateurs entiers dans son autoclave ultra-moderne. Face à l'afflux toujours plus grand des appareils à décontaminer, la Tredi a besoin de construire un second four. Le préfet de l'Ain prendra sa décision dans un délai de quatre mois, au vu du rapport du commissaire-enquêteur et de

la commission départementale d'hygiène.

En attendant, l'inventaire du parc des appareils électriques refroidis au pyralène continue. Au dernier pointage, on en serait à environ 150 000 appareils racassés, dont quelques 80 000 transformateurs (qui contiennent chacun plusieurs dizaines de litres de pyralène). Leur suppression, prévue depuis 1975, est rendue obligatoire dans tout l'Europe communautaire depuis l'an dernier, ne peut se faire que très lentement. Il y aura donc de plus en plus d'incidents, au fur et à mesure du vieillissement de ce parc. Il faut espérer que, à chaque fois, le pyralène restera soigneusement dans son bac de rétention et qu'il n'aura pas le mauvais goût de produire de la diouxiène comme à Rennes ou de dissuader sur une route nationale comme à Villeurbanne.

A Rennes, précédemment, on péti-tait toujours. EDF a déjà dépensé deux millions de francs pour l'immeuble vidé de ses habitants depuis avril 1985. Le « plan de décontamination » est prêt et n'attend plus que des signatures officielles. Les anciens résidents, s'ils veulent réintégrer leurs appartements, devront s'armer de patience. L'immeuble de Bighampton (Etat de New-York) qui avait été évacué il y a plusieurs années n'est toujours pas réoccupé. Et l'ardoise se monte aujourd'hui à 29 millions de dollars.

ROGER CANS.

En Pays-Bas, où la « vague mortelle » est arrivée dans la soirée du samedi 9 novembre, l'organisme gouvernemental des eaux a invité les stations de pompage à cesser leurs activités durant les quatre prochains jours, affirmant que le taux de pollution allait augmenter d'un facteur trois par rapport à la normale au cours des prochains quarante-huit heures. Pour éviter que la pollution ne se répande trop, il a été décidé de fermer certaines écluses mettant en contact d'autres voies d'eau avec le Rhin. Enfin, une usine chimique néerlandaise, Akzo-Chemie, située près de Rotterdam, a relâché accidentellement 50 mètres cubes d'eau résiduelle contenant des produits dangereux qui devaient affecter le port Juliana de Dordrecht.

A Bâle, une partie de la population ne dissimule pas son animosité à l'égard de l'industrie chimique et des autorités. Dimanche matin 9 novembre, un débat public organisé au théâtre de la ville avec des représentants du gouvernement et de la société Sandoz a rapidement tourné court. Vivement pris à partie par l'assistance, aspergés d'eau du Rhin et bombardés d'anguilles mortes, ils ont été contraints de battre en retraite et de s'échapper par une porte dérobée.

Les autorités et le groupe Sandoz ont beau promettre un renforcement des mesures préventives et de sécurité, ainsi que l'amélioration de l'information transfrontalière, une frange de l'opinion n'entend pas en rester là. Déjà, la gauche a demandé une session extraordinaire du Parlement de Bâle-Ville pour tirer les conséquences de cet accident. De son côté, le Parti socialiste a proposé la constitution d'une commission d'enquête neutre et la création d'un poste d'inspecteur cantonal de la chimie. C'est donc un débat sur la présence et l'avenir d'une forte concentration d'usines chimiques dans la région bâloise qui est en train de s'instaurer.

Pendant ce temps, les responsables helvétiques s'efforcent d'apaiser les critiques et l'inquiétude de l'étranger. Le président de la Confédération, M. Alphonse Egli, vient d'exprimer ses « profonds regrets » dans des lettres personnelles adressées aux ministres français, allemands et néerlandais de l'environnement, les assurant qu'ils seront régulièrement tenus au courant du déroulement de l'enquête et de l'évolution de la situation.

JEAN-CLAUDE BURRER.

Reproches à la Suisse

La colère gronde. Il n'est pas un pays riverain du Rhin qui ne critique l'attitude et les lenteurs de la Suisse face à la pollution accidentelle d'entrepôts de la firme pharmaceutique Sandoz. Les associations de défense de l'environnement et les gouvernements se sont mobilisés pour demander des comptes. Pour les Suisses, une réaction des ministres de l'environnement des pays riverains du Rhin devrait être convoquée rapidement pour s'interroger sur les suites de l'accident, mais aussi pour discuter de la mise en place d'un meilleur système d'alerte à la pollution et de normes de sécurité plus efficaces dans les usines chimiques.

En Allemagne, la commission du Bundestag chargée de l'environnement devrait se réunir très prochainement pour évaluer les suites à donner à cette affaire. Si l'on en croit l'un des membres, M. Reinhardt Gohner, dont les propos ont été rapportés par le quotidien *Bild*, il n'est pas exclu que Bonn réclame des indemnités à la société Sandoz.

Car, au-delà des atteintes à la faune et à la flore du fleuve, vingt-cinq mille personnes ont été touchées en Allemagne par les restrictions d'eau potable. La RFA reproche en outre au gouvernement suisse de ne pas avoir appliqué à temps le plan d'urgence du Rhin. Elle demande sa révision, tout en regrettant que les efforts entrepris pour essayer d'assainir le fleuve ne soient réduits à néant.

Mêmes préoccupations en France, où le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a regretté « que la Suisse ne soit pas signataire de la directive Sewato et qu'elle ne soit pas liée, comme la France et l'Allemagne, par un accord de réciprocité d'informations et d'interventions qui nous permettent d'être efficients ». « Il faudra, a-t-il ajouté, plusieurs années pour surmonter cette catastrophe écologique, et je demanderais des dédommements à la Suisse et à l'entreprise concernée. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le 31 octobre 1986, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France » société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 341,62 F (341,87 F le 15 octobre).

A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 340 F.

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIV :

— Obligations : 16,62 %
— Titres internationaux (1) : 23,65 %
— Actions : 29,88 %
— Disponibilités (2) : 29,85 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissements, bons de souscription d'actions et d'obligations.
(2) Produits de la récente augmentation de capital actuellement placés en SICAF CT et en attente d'investissements.

SITUATION AU 30.09.86

La situation au 30 septembre 1986 s'établit à 717,741 millions contre 712,438 millions au 2 septembre 1986.

As possible, les comptes d'institutions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 314,54 millions de francs et les comptes d'institutions financières à 253,80 millions de francs. Les ressources fournies par la Caisse d'Allocations Familiales sont de 255,53 millions de francs.

A l'actif, les comptes d'institutions financières s'élèvent à 243,225 millions de francs, les crédits à la clientèle à 252,151 millions de francs et les comptes d'allocataires de la Caisse à 31,891 millions de francs.

Exportations : Suisse, Espagne, Brésil, République Argentine, Chili, Venezuela.

CREDIT LYONNAIS

GROUPE CFAO

Le CFAO vient de prendre le contrôle de NOCIE (Nouvelles Compagnies d'Importation et d'Exportation), distributeur exclusif Toyota et Opel en Guyane.

Déjà présent à la Réunion et venant de conclure récemment des accords en Polynésie française, le groupe CFAO intensifie ainsi son implantation dans les DOM-TOM.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variations
(en millions de francs)

ACTIF	An 30 oct.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	424 782
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	129 193
ECU	75 722
Autres au Fonds de stabilisation des changes	16 829
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 338
Comptes au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	113 738
dont :	
Effets escomptés	71 968
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RÉGULER VOIR DU RECOM	70 901
5) DIVERS	10 515
Total	653 296

PASSIF	An 30 oct.
1) BILLET EN CIRCULATION	211 278
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 838
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	22 284
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	32 917
Comptes courants des établissements étrangers à la commission de réserve	40 498
5) ÉQUILIBRER AU RECOM	70 680
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 729
8) DIVERS	9 891
Total	653 296

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,69 F ↓

Dans des marchés très calmes, le dollar a baissé lundi 10 novembre pour coter à 6,6950 F (contre 6,7380 F vendredi) et 2,0520 DM (contre 2,0642 DM). Le mouvement s'est accentué sur la hausse circulant à Tokyo de la dévaluation de M. G. Shultz, secrétaire d'État américain. Déprimé par les déclarations de l'expert, le livre sterling s'est vivement redressé (1,4385 dollar pour 1 livre, contre 1,4280 dollar).

FRANCFORT 7 nov. 10 nov.
Dollar (en DM) .. 2,0642 2,0520
Tokyo 7 nov. 10 nov.
Dollar (en yen) .. 163,39 162,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (10 nov.) 71/72
New-York (7 nov.) 515/16 F

LONDRES

Big Bang : la City fait
des heures supplémentaires

Après avoir sacrifié une première fois une partie de leur week-end, il y a trois semaines, pour la répétition générale du Big Bang, les boursiers de la City étaient à nouveau à pied d'œuvre samedi dernier, cette fois-ci pour tenter de réparer les dégâts de la « grande explosion » du 27 octobre.

Ce jour-là, treize minutes exactement avant l'ouverture des marchés, le système informatique ultra moderne que le Stock Exchange s'appropriait à inaugurer vendredi l'année, submergé par les demandes de courtiers impatients.

Depuis, les primes se sont multipliées, et les boursiers tentent samedi de réparer le retard accumulé au cours de la semaine écoulée : plus de quarante mille transactions n'ont encore pu être enregistrées par le nouveau système.

Mais, malgré ces ratés, il semble que l'information entre dans les marchés plus rapidement que prévu. Contrairement aux intentions qu'elles avaient affichées, plusieurs firmes importantes ont renoncé, la semaine dernière, à venir animer de la corbeille pour effectuer leurs transactions par ordinateur.

Certains courtiers, en ne plaçant qu'à moitié, augmentent déjà de transformer le bâtiment qui abrite la Bourse de Londres en restaurant ou en patinoire. — (AFP.)

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

6 nov. 7 nov.

Valeurs françaises ... 1446

Valeurs étrangères ... 1346

Cotations des changes (base 100 = 31 déc. 1985)

Dollar (en francs) ... 374 373

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

6 nov. 7 nov.

Industrielles ... 1291,29 1284,67

LONDRES

(Index Financial Times)

6 nov. 7 nov.

Industrielles ... 1381,9 1372

Mines d'or ... 291,5 294,1

Fonds d'Etat ... 33,9 32,8

TOKYO

7 nov. 10 nov.

Nikkei ... 16724,3 17633,8

Indice général ... 1489,18 1483,66

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 novembre

Nombre de contrats : 21 436

COURS	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	106,35	107	106,85	106,90
Précédent	107,30	108	107,90	107,70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ROYAL DUTCH : LA DÉCEPTION.

Les milieux financiers ont été très déçus par le résultat du groupe pétrolier anglo-néerlandais pour le troisième trimestre. Quand les prospectes faisaient état d'un bénéfice net compris entre 600 et 800 millions de livres, celui-ci n'atteint que 525 millions de livres (+ 19,6 %).

RHONE-POULENC : NOUVEAU RECU DU CHIFFRE D'AFFAIRES.

La baisse du dollar continue d'affecter le chiffre d'affaires du groupe, qui, déjà

en recul de 3 % pour le premier semestre, marque pour la première fois une baisse de 6,1 % (à structure comparable).

GIGADISC EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE. — En cessation de paiement, la société Alcatel Thomson Gigadisc (ATG) a été mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Nanterre. Des comptes ont été pris avec d'éventuels partenaires, qui pourraient déboucher sur un accord de reprise avant la fin de l'année, assure-t-on chez ATG.

FAITS ET CHIFFRES

La sécurité aérienne coûte 3 ou 5 francs. — La taxe de sécurité qui sera prélevée à partir du 1^{er} janvier 1987, sur les passagers des compagnies aériennes sans, en définitive, de 3 francs pour les vols domestiques, et de 5 francs pour les vols internationaux, et annuler la taxe de sécurité des transports. Cette taxe, incluse dans le prix du billet d'avion, devrait permettre aux compagnies de recueillir 100 millions de francs par an qu'elles reverseront à l'Etat. Ces fonds serviront à équiper les aéroports français en appareils de détection des armes et des explosifs, ainsi qu'à les aménager pour séparer les flux de passagers.

Un commissaire de police à la tête de la FGAF. — Lors de son congrès à Créteil, la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) a élu, le 5 novembre, à sa présidence M. Jean-Pierre Guézard,

commissaire de police, membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). Principale force syndicale du monde policier, la FASP avait rejoint la FGAF en 1985, dans une logique de « désenclavement » du syndicalisme policier, ce qui lui permet d'être la seule force syndicale policière représentée au conseil supérieur de la fonction publique.

Succédant à M. Louis Peignour, qui part à la retraite, M. Guézard a le même âge que sa fédération : quarante ans. Ancien commandant de CRS, récemment promu commissaire de police après un passage par le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), c'est un proche de M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la FASP. A l'issue de son congrès, la FGAF a proposé aux six autres fédérations de fonctionnaires un « front commun » pour riposter aux projets de M. de Charrette, visant au « démantèlement du service public ».

مكتبة جامعة القاهرة

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

7 NOVEMBRE

Cours relevés
à 17 h 32

VALEURS						Réglement mensuel										VALEURS								
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Preneur cours	Dernier cours	% + -	
1708	AS S. 1973	1650	1620	1630	- 1.21													84	Deutsche Bank	100	92	101	90	+ 1.30
1446	C&E 295	4480	4400	4480	+ 0.68													85	Deutsche Bank	100	92	101	90	+ 1.30
1709	BAF.P.T.	1170	1176	1176	+ 0.42													86	Deutsche Bank	100	92	101	90	+ 1.30
1146	Ch. de Fer	1224	1224	1224	- 1.28													87	Deutsche Bank	100	92	101	90	+ 1.30
1146	Ch. de Fer	1180	1180	1180	- 1.28													88	Deutsche Bank	100	92	101	90	+ 1.30
2802	Electricity T.P.	2811	2806	2806	- 0.22	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
2760	Electricity T.P.	2136	2120	2100	- 1.63	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0.70	74	Mercator	50	79	77	- 2.57	790	Schneider S.	896	895	890	870	- 0.86
1620	Electricity T.P.	1270	1264	1264	- 0.46	2210	Electric S.A.	2140	2140	2165	+ 0													

Comptant (collection)

[illegible]

Second marché (injection)

[illegible]**SICAV** in der

7/11

[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	70	73
Canal	230	235 25
Châf. Fonder France ..	235	225
Parov. Ricard	288	284
Total	830	866
Souscription		
Orléans

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 7/11	COURS D' Achat
Sea-Link 10	9 740	9 738	9 450
EUU	9 625	9 626
Aluminum 100% DM	325 120	325 250	318
Belgium (100%)	15 714	15 720	15 200
Polystyrene (100 L)	280 740	280 940	278
Danmark (100%)	96 940	97 500	92 500
Belgium (100%)	90 500	90 670	85 500
Swiss (Swisschem 2)	9 620	9 612	9 280
Greece (100% shipping)	9 280	9 310	4
Italy (100% local)	4 721	4 722	4 500
Solomon (100%)	360 000	361 250	328
Swiss (100%)	91 000	91 000	91 000
Australia (100%)	46 200	45 300	45 300
European (100%)	4 690	4 691	4 650
Portugal (100%)	4 406	4 406	4 340
United States (1)	4 119	4 124	3 980

Marché libre de l'or

[illegible]

s : coupon détaché
 o : offert
 d : droit détaché
 d : demandé
 ♦ : prix précédent
 ★ : marché continu.

